





AMÉRIQUES

## Droits de l'homme

La torture, qui ravage l'âme de nations de plus en plus nombreuses, ne risque-t-elle pas d'être banalisée par la décision des Nations unies de créer un Fonds international d'aide à ses victimes, se demandent Erika Apfelbaum et Ana Vasquez ? Gaston Pietri analyse les rapports entre l'Eglise catholique et les droits de l'homme, que Gabriel Matzneff voudrait que l'on débarrasse de leur masque d'hypocrisie. Yves Florenne étudie, lui, à travers quelques revues, les avatars de la notion de racisme.

Vues et revues par YVES FLORENNE

## Les mots sans remèdes

Le mot signifie-t-il la chose, ou la chose nait-elle du mot ? Les choses humaines, s'entend. L'amour, la peur, la haine, la passion du pouvoir total. Mais non moins la haine, la passion du pouvoir total. Se jettent-elles sur un mot pour s'y fixer et s'assouvir ? Toutes ces choses qui, démentant l'étymologie, sont sans causes de raison.

C'est la première question que nous pose *Le Genre humain* (1), et en particulier Christian Delcampagne, Léon Poliakov, Francis Martens. Le premier met en évidence que c'est dans le « langage ordinaire » que naît le « racisme ordinaire » : elle rappelle que dans le monde d'aujourd'hui tout devient « race » à tout le monde, ou plutôt à tout un chacun : non seulement le juif, l'Arabe, le Blanc, le Noir et, bien entendu, le Juif, mais encore, les « rouges », les marxistes, les freudiens, les femmes, les jeunes, les vieux, les chômeurs, les drogués, les homosexuels, les automobilistes, les piétons... La liste est plus longue que celle de Don Juan. D'où autant de racismes pullulants : puritains, épidémiques qui, pour être imaginaires, n'en ont pas moins de conséquences trop réelles.

En vérité, il n'y a pas plus de racisme qu'il n'y a de races. Ce qu'il y a de très fort, très irrésistible, très envoutant, obsédant, dominant à croire à la réalité de ce qu'ils disent, ce sont les mots *race* et *racisme*. Plus que jumeaux, mieux que conçus ensemble : nés l'un de l'autre, et surtout le premier du second. A seule fin de nommer, engendrer, justifier — ou mettre en accusation — toute haine de groupe. Le racisme, comme l'enfer, c'est les autres.

Des autres définis selon des critères incertains, changeants, voire inexistant, invoqués, inventés par la passion, l'obsession, la peur, la rivalité, dans la touchante mais dangereuse confiance qui porte à croire que les mots disent vrai. L'existence du mot répond alors de celle de la chose. Mais les mots, bien entendu, mentent. Par exemple : *antisémitisme*. Léon Poliakov ne met-il pas en doute que l'antisémitisme soit un racisme ? Plus exactement, le mot se trompe ou confond : « Comment serions-nous antisémites, disent les Arabes, puisque nous sommes sémites ? » Et c'est vrai. Aussi les Occidentaux, ces innocents, ne manquent-ils pas de s'affliger de la méconnaissance d'une telle fraternité, source nécessaire d'amour. Comme s'ils n'avaient jamais entendu parler, dans leur propre maison, de frères ennemis. Poliakov propose : *Judéophilie*. Le terme est d'autant plus judicieux qu'il connote *xénophilie* et rend compte de la réalité : le destin du peuple juif tient à la Diaspora, mais, du même coup, au fait que, par ses hôtes mêmes, il fut condamné à être partout l'étranger. Situation et persécution qui ne commencent pas, comme on le croit trop souvent, avec la trentième année de notre ère : c'est dans l'Égypte pré-chrétienne qu'eut lieu le premier pogrom.

### Nom d'un homme

Il n'en reste pas moins que dans la conscience, puis dans l'inconscient de l'Occident, la judéophilie a, ou croit avoir, pour raison unique le déicide. Mais aussi, et peut-être surtout, le fait que la mise à mort fut liée à l'argent, que la victime fut juive. L'Inexplicable, c'est que le meurtrier et le trafiquant de Dieu est resté le juif tout entier : alors que Dieu, qui l'avait été tout autant, a cessé de l'être. Ou tout s'est passé comme si.

On revient aux mots avec Francis Martens qui, proposant une analyse socio-psychanalytique du racisme, s'arrête à l'injure raciste, la plus simple, la plus animale, le plus répugnant et vil (et voilà le racisme animalier) : porc, rat, vermine, chien... ou, pourquoi pas, vipère lubrique. Aussi, « l'homme est un chien pour l'homme » serait-il beaucoup plus approprié que la réplique proverbiale de Plaute, car le loup n'est nullement un loup pour le loup — ce qu'un autre adage n'ignore pas, non, les loups ne se mangent pas entre eux. Les hommes, si. Au figuré, mais c'est pire. L'homme devenu chien — le nazi — entend de faire de tout un chien. Une sous-race de chiens, bien entendu.

Mais, « plus on fait la bête, moins on sort de l'humain aberge », et, pour illustrer son analyse de bien curieux va-et-vient métaphoriques, Martens s'amuse : « Nom d'un homme » dirait Milou. Milou ne le dit pas, que je sache, mais celui qui le dit est bien, dès 1910, c'est Patou ; sans doute les psychanalystes trouvent-ils plus de profit à lire *Tintin* que *Chanteclore*. Pourtant, au chapitre du racisme, Patou est un symbole de ce message que Gobi-nouveau annonçait comme fatal, d'ailleurs commencé depuis les origines, et qu'Hitler, qui ne l'avait pas lu, prétendait renverser. Fort de sa propre image si pure, non moins stimulante que celle des nabots, chafouins et obèses de sa suite. Chez le bon chien Patou, il n'est qu'un mot — chien, justement — à changer : « Je suis un horrible mélange. Je suis (l'homme) total, fils de tous les passants... » Hélas ! l'humanité n'est pas encore l'universelle et fraternelle — meute assise en rond, qui songe.

Depuis deux siècles, on s'est nourri de l'idée que les peuples, à mieux se connaître, se comprendraient mieux et finiraient peut-être par s'aimer. On peut être tenté de se demander si ce n'était pas une illusion. Le meilleur moyen connu de ne pas se haïr et de ne pas s'entretuer, c'est de ne pas se connaître, c'est-à-dire d'ignorer jusqu'à l'existence de l'autre. Tout le malheur du monde est venu de ce que, de plus en plus, chacun, et l'Occidental surtout, est sorti de sa chambre. Les choses étant ce qu'elles sont, il faut bien s'en accommoder. D'autant qu'au point où nous en sommes, rester dans notre chambre (nationale, provinciale, et même conjugale) ne servirait à rien : nous avons commencé d'être le raciste de nous-même.

N'y aurait-il pas, pendant qu'on y est, un antisémitisme ? Un racisme antisémites, anti mots, qui vise certains d'entre eux, les dégradés sournoisement, les tortures, les vide d'eux-mêmes ? Ainsi d'« emprise », qui on a arraché son sens — militaire à l'origine ; puis juridique, par une

première... emprise — pour le charger d'un autre sens qui lui est à peu près étranger. Cet accident, ou ce viol linguistique, résulte du téléscopage, principalement phonique, de trois mots et, du même coup, de leurs propres sens respectifs : *prise* - *emprise* - *emprise*. Curieux glissements ou transferts sémantiques.

Or l'« Emprise » est le titre du dernier volume de la Nouvelle revue de psychanalyse (2). On y apprend beaucoup de choses, notamment que Freud, peu porté à élaborer des concepts, a formulé celui de « pulsion d'emprise », sans d'ailleurs le définir très précisément, tout en le liant à d'autres pulsions, au premier chef le sadisme. En tout cas, « la pulsion d'emprise » est partout. Ces études sont des plus passionnantes. Mais comment Freud nomme-t-il sa pulsion en allemand ? François Gauthier nous le dira, sans que, nullement germaniste, j'en sache beaucoup plus. Ce que je sais, c'est que les termes différents employés par Freud, on aurait pu et dû les traduire en français. Peut-être par « domination », « prise de possession ». Ou encore, puisque c'est toujours dans quelque code civil qu'avec Stendhal on trouve le mot propre et précis, « malumise ». Il nous renvoie à la *Main mauvaise*, de Masud Khan, réci d'une cure qui ouvre le recueil, et, de façon non moins apéritive, non appétit. Mais, en fait de perversion, « emprise » en est une, du langage. On torture un mot (ça arrive de plus en plus souvent) pour lui faire dire ce qu'il ne veut pas dire. Répondra-t-on qu'« emprise », avec plus de vigueur que les autres, couvre un vague plus vaste, et qu'on a bien le droit de se forger un outil quand il manque dans la boîte ?

Alors, venons-en au beau texte si tragique de Nadine Fresco : *la Diaspora des cendres*. Elle provoque des entretiens avec quatre femmes et quatre hommes, tous juifs, mais nés après la guerre. Elle leur demandait de révéler une mémoire abolie par les survivants : pour préserver de l'impassable leurs enfants, qui n'ont cessé d'être hantés par ce qu'il y avait derrière ce silence. « Emprise du silence » imprimant, au creux l'emprise de la mort. Ce ne sont pas huit dialogues, mais le monologue de neuf voix qui se mêlent en un poignant unisson.

Quelques-unes de ces paroles seulement. D'abord sur les mots plus jamais innocents. « Il y a des mots qui, immédiatement, me font penser à cet événement-là. Des mots assez courants, comme wagons, convois, gaz, étoile. On ne peut pas disparaître. L'irrésistible pèlerinage. Il n'y a plus de juifs en Pologne, il n'y a plus que des cendres. Je leur ai écrit, j'ai éprouvé le désir absurde, douloureux jusqu'au fond de l'âme, de me coucher sur cette terre... » A Chelmo, on asphyxiait les juifs dans des camions à gaz qui faisaient le trajet entre le village et la forêt... Treblinka, un petit village au nom si doux, semblable aux diminutifs de l'enfance... Ce nom qui évoquait la peur, la mort, le bout du monde et qu'on épelle aujourd'hui, incrédule, sur la petite gare de campagne... La victoire de Hitler : « Ce que les nazis avaient annoncé, au-delà des personnes, c'était la substance même d'un monde, d'une culture, d'une histoire... »

### La peste

Les nazis sont parmi nous, déclarés, clandestins ou cachés sous d'autres formes : celles toujours d'un pouvoir totalitaire de destruction. Parfois « inoffensif », protégé, nourri, au nom de la liberté, tel celui des prophètes de sectes : il s'agit toujours de déposséder un être de soi pour en prendre possession (y compris, en passant, ses dépouilles). Pulsions d'emprise encore.

Alors, ce mot-là ou un autre : dispute de puristes. Au diable la pureté ! Il n'y a pas de langage vierge, il n'y a que des langues mortes. Sans doute, mais quand le mot *pureté*, l'innocence même, vient à toucher le mot *race*, le mot *racisme*, c'est la mort pour l'homme.

Il est des mots dont la maladie est incurable : qui sont eux-mêmes la maladie. Ces mots sans remèdes, il faudrait les mettre hors la loi, c'est-à-dire hors d'usage. Mais cela ne dépend pas d'un législateur, fût-il universel. Cela ne dépend donc que de nous ? Il est malheureusement possible que non. A quoi bon nous arracher les mots de la bouche, si c'est le fond de nous-mêmes qu'ils expriment ? S'ils signifiaient que, plus ou moins, tous les hommes qui sont au monde sont malades et porteurs de la peste.

(1) N°2 de cette nouvelle revue. Fayard.  
(2) N° 24, Gallimard.

## LA TORTURE, UN POINT DE NON-RETOUR ?

par ERIKA APFELBAUM et ANA VASQUEZ (\*)

Le 30 janvier 1982, nous apprenions au cours du journal télévisé qu'un projet de « fonds international d'aide aux victimes de la torture » avait été voté récemment par l'Assemblée des Nations unies à l'initiative des pays nordiques (voir aussi *Le Monde* du 26 décembre 1981). Le docteur Inge Kemp Geller, ancienne présidente du conseil médical d'Amnesty International, parlait à ce propos de « date historique » et se réjouissait bien naturellement, parce que, grâce à ce soutien, on pouvait envisager la création d'un centre de soins spécialisés qui permettrait d'intensifier l'aide dont ont déjà bénéficié les milliers de victimes des sévices de la torture.

Peut-on cependant se réjouir sans arrière-pensée de cette initiative des Nations unies ? Car il nous paraît qu'il y a de quoi être glacé d'horreur par la signification de la décision des Nations unies et par la portée qu'elle peut avoir, à plus ou moins long terme, sur les représentations et les attitudes des gens face au phénomène de la torture.

Que la plus importante organisation internationale, créée pour préserver la paix et défendre la sécurité des citoyens, finisse une fondation destinée à soigner les victimes de la torture, c'est en quelque sorte un aveu d'impuissance. Comme si, reconnaissant la réalité incontournable de la torture, on se résignait à cette réalité, quitte à déplacer l'accent sur ses effets.

La torture se trouve en quelque sorte placée dans le cours banal des

horreurs et des atrocités quotidiennes et inévitables. Par cette initiative, les Nations unies reconnaissent subrepticement à la torture un statut de maladie, alors qu'il s'agit de la mise en place, de la part de certains États, d'une pratique permanente de gestion des citoyens : c'est un phénomène social et politique.

Si la distinction est importante, c'est en particulier par rapport au type de mobilisation que l'on peut attendre de la part de l'opinion pour lutter contre ce fléau, car on risque, insensiblement, de déplacer — aux yeux du public — le centre de gravité du problème et de la lutte que nous pouvons mener. Nous avons combattu jusqu'à la mort pour que cessent ces pratiques ; ne peut-on craindre, en caricaturant un peu, comme le faisait remarquer une victime de la torture, que désormais, « en apportant sa petite obole ou en participant à quelque gala en faveur des soins aux torturés, on ait le sentiment d'avoir fait ce qu'il y avait à faire » ? Ne peut-on craindre, que, en mettant l'accent sur les soins, on ne banalise le phénomène même de la torture, en oubliant ce qui est en amont, ce qui a rendu la torture possible ?

Il faut certes venir par tous les moyens au secours des victimes de la torture, mais il ne faut pas oublier qu'elles ne sont pas victimes d'une maladie ni d'un phénomène naturel. La torture ne doit pas s'instituer irrévocablement comme une modalité de gouvernement. Nous pouvons l'empêcher.

(\*) Chercheurs au C.N.R.S.

## Être le cœur du monde

par GABRIEL MATZNEFF

QUE les gens préfèrent leurs passions à la raison, c'est la nature même. Le bât ne commence à blesser que lorsque les gens, au lieu de la raison, ont l'émotion, qu'ils sont des partisans, prétendent parler le langage de la justice et du droit. Cette volonté de gagner sur tous les tableaux est ridicule. Qu'un homme ait en ce qui touche la question du Proche-Orient une attitude passionnelle, voilà qui est bien compréhensible. Un tel homme doit toutefois se garder de jouer au philosophe. Dans la vie, il faut avoir le courage de ses conséquences.

Nous pourrions être nationalistes, ou anarchistes : nous pourrions avoir un sens aigu de l'État ou, au contraire, avoir horreur de toutes les valeurs qu'exprime ce mot. En revanche, ce que nous ne pouvons pas, c'est être les juifs d'Europe ou les juifs de l'État d'Israël. C'est un problème de personnes déplacées arabes soit crié en Terre sainte pour y caser les personnes déplacées juives d'Europe.

Tel était, en 1948, le langage de la générosité et du droit. Aujourd'hui encore, il n'y en a pas d'autre.

Parce qu'ils persistent à parler ce langage, Tahar Ben Jelloun et Georges Montaron se sont récemment fait traiter d'antisémites par je ne sais quel folliculaire. Assurément, Judah Magnes était, lui aussi, un antisémite, et également Jacob Gordin, lorsqu'il écrivait ces mots d'une beauté fulgurante : « Chaque juif est responsable des autres juifs et de tous les hommes, car être le cœur du monde, c'est prendre sa part de toute souffrance du monde. »

(1) La Table ronde, 1982.

## La pierre d'achoppement

par GASTON PIETRI (\*)

SE compromettre pour la défense des droits de l'homme devient un passage obligé pour le témoignage en faveur de l'Évangile. Le pape Jean-Paul II a annoncé la couleur dès sa première encyclique : « L'homme est la première route que l'Eglise doit parcourir en accomplissant sa mission » (1979). Face à l'imposture totalitaire, les événements de Pologne ont manifesté à l'évidence que l'Eglise catholique est dans le camp de la liberté. Pour ce qui est des droits de l'homme, c'est désormais clair : le contentieux entre l'Eglise et l'idéal de la Révolution française est liquidé. « Ce sont des idées chrétiennes », a dit Jean-Paul II en parlant de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Non sans préciser : « Je le dis tout en ayant bien conscience que ceux qui ont formulé ainsi, les premiers, cet idéal ne se référaient pas à l'alliance de l'homme avec la sagesse éternelle. Mais ils voulaient agir pour l'homme » (messe du Bourget, 1<sup>er</sup> juin 1980).

Quelle somme de malentendus n'a-t-il pas fallu pour que, dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, s'opposent implacablement les droits de l'homme et ce que l'on a appelé dans nos rangs de catholiques les « droits de la vérité » ! Je crois le malentendu largement surmonté, sauf là où forment d'aberrantes nostalgies. Mais je pense que le problème demeure. La difficulté n'est pas là où certaines formulations du siècle dernier l'avaient placée. Mais elle tient paradoxalement à la compréhension originale de l'homme au nom de laquelle nous nous engageons pour défendre ses droits. La plate-forme qui réunit, pour parler comme Aragon, « celui qui croit au ciel » et « celui qui n'y croit pas », est encore plus impressionnante aujourd'hui que dans bien des combats d'hier. Mais on ne s'en tirera pas en disant que la différence, aux yeux des chrétiens fondamentalistes, est strictement secondaire pour le non-croyant. Car le croyant, s'il ne sert pas l'homme pour témoigner, témoigne en servant.

Quand bien même le chrétien aurait banni non seulement toute trace de l'imperialisme d'une certaine christianité, mais encore le moindre zèle indiscret, vient toujours l'heure, selon la parole de Jésus devant Pilate, de « rendre témoignage à la vérité ». Alors tout se complique. Car, à cause de l'événement singulier par lequel Dieu s'est rendu solidaire à jamais de l'homme, il y a dans la foi chrétienne une prétention à l'absolu et à l'universel. Pourquoi se le cacher ? C'est une pierre d'achoppement. Et elle est incontournable. Notre compréhension de l'homme s'origine exactement là. Jésus est un individu daté, si limité en dépit de son sillage historique que certains versaient dans le christianisme une étape naturelle de notre Occident. Et nous y voyons « l'unique Médiateur entre Dieu et les hommes » (saint Paul).

Quand la contribution des chrétiens à la cause des droits de l'homme est souhaitée et reconnue, quand le christianisme est admis par beaucoup comme une composante indéniable de notre héritage culturel, la difficulté paraît s'atténuer. En réalité, elle se fait plus subtile. Et il faut la regarder en face. Je ne crois pas que la lucidité puisse freiner la ferveur que nous partageons dans nos luttes avec tous ceux qu'anime la passion de l'homme. En dissipant le brouillard, elle rend au contraire toutes ses chances au dialogue.

### Le fait chrétien

L'athéisme militant est en récession. Le fait chrétien est pris en compte. La démarche de Régis Debray à cet égard est sans doute exemplaire : « Le Mystère de l'Incarnation est le fait central de notre culture » (1). Le soupçon d'obscurantisme lui-même est presque inconnu. A qui cherche explicitement l'Occident devenu terre d'élection des sciences de la nature, des arts plastiques et des grandes philosophies de l'histoire, il est répondu sans ambages que chercher en dehors du « socle théologique » aboutit à « pécher par naïveté, c'est-à-dire par modernisme ». Ce qui n'empêche pas R. Debray de déclarer, dans une interview (*Nouvel Observateur*, 10-10-81) à propos de ce même livre, que la tentation du totalitarisme pour le groupe chrétien est en quelque sorte éteinte.

Michel Serres fournit, semble-t-il, l'une des clés de la culture contemporaine lorsqu'il explique qu'« il ne peut y avoir de vérité que selon des territoires locaux, des singularités » (2). Si vous changez le système, vous changez de vérité, précise-t-il en distinguant, du reste, cette attitude de celle du scepticisme pour lequel il n'y a pas de vérité du tout. Et si c'était l'attitude assez spontanée de beaucoup de jeunes ? Un éducateur d'adolescents relevait cette méfiance qui leur fait rejeter d'instinct une « double séquestration » : celle de la croyance mais aussi bien celle de l'incroyance au sens de « culte d'une rationalité militante ».

Autant de signes qui me conduisent à penser que nous pourrions aller vers une mentalité où le christianisme serait moins une étape dépassée qu'un des affluents, et non des moins, du grand fleuve culturel. On lui saurait gré — et c'est capital — d'aider à maintenir vivante la flamme menacée de la foi en l'homme. Mais serait-il encore la foi chrétienne ?

(\*) Directeur du Centre national de l'enseignement religieux.

(1) Critique de la raison politique (Gallimard).  
(2) Le Monde Dimanche, du 10-5-81.

## Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

### LA BATAILLE POUR L'HÉRITAGE DE LACAN

Six mois après la mort du psychanalyste Jacques Lacan, les disciples se disputent féroce l'héritage.

Enquête de Dominique Frischer

### SPLendeur ET MISÈRE DES COURTISANS

L'égalité des sexes a atteint un nouveau stade : le plus vieux métier du monde s'ouvre aux hommes...

Enquête de Liliane Dalvasse

مركز الأبحاث



AMÉRIQUES

États-Unis

Une campagne est lancée visant à rendre obligatoire l'équilibre budgétaire

Washington. — Devant les déficits qui s'accumulent, une idée fait lentement son chemin aux États-Unis : rendre obligatoire l'équilibre du budget fédéral par un amendement constitutionnel. M. Ronald Reagan a déclaré le 31 mars qu'il en « approuvait l'idée », car ce serait la solution aux dépenses gouvernementales incontrôlées.

Les Américains n'ont réussi à se donner que huit budgets équilibrés au cours des dix dernières années (en 1969, sous le président Johnson). Le déficit public vient d'atteindre 1 000 milliards de dollars. S'étant présenté comme le champion de l'équilibre pendant sa campagne électorale, M. Reagan est en train de battre tous les records : on prévoit un déficit d'une centaine de milliards en 1982 et un peu plus l'année suivante. Selon les estimations — optimistes — de la Maison Blanche, l'excédent budgétaire ne pourrait être atteint qu'en 1987.

Des dizaines de membres du Congrès ont donc déposé des résolutions demandant d'ajouter un vingt-septième amendement à la Constitution américaine. La campagne est appuyée par l'économiste Milton Friedman et par deux organisations populaires

De notre correspondant

qui militent pour la réduction des impôts.

Le projet a un objectif évident : stopper la croissance des dépenses fédérales et empêcher la levée continuelle de taxes pour la financer. Il fait protéger à la fois le législateur et le contribuable, explique le 9 décembre dernier au congrès M. John Stennis, sénateur démocrate du Mississippi. Protéger le législateur contre les pressions grandissantes de divers groupes sociaux et protéger le contribuable contre l'excès de dépenses du législateur.

La certitude d'avoir prochainement un budget en équilibre aurait d'autres effets positifs. Elle rassurerait les milieux financiers et encouragerait la réserve fédérale à baisser les taux d'intérêt.

Dans une résolution, adoptée en mai 1981, la commission judiciaire du Sénat suggère que le Congrès soit contraint de présenter chaque année un budget en équilibre. En outre, les dépenses des recettes fédérales ne pourraient être supérieures à la croissance du produit national brut. Un détail ne serait toléré qu'en cas de guerre ou si les deux chambres le décident aux trois cinquièmes des voix.

Il existe deux moyens pour amender la Constitution américaine. Le premier est l'organisation d'une convention, ce qui n'a jamais été fait depuis 1789. On ignore d'ailleurs quelle serait la composition exacte d'une telle Assemblée. Pour la réunir, il faut que les deux tiers des États le demandent, soit 34 sur 50. On n'en est pas très loin : trente et une requêtes ont déjà été déposées, et dans quinze autres États l'une des deux Chambres a donné son feu vert.

Mais l'idée d'une convention inquiète les milieux politiques. On s'arrêterait cette Assemblée souveraine ? Réunie pour le budget, elle pourrait être tentée de résoudre aussi d'autres questions épineuses — et explosives. L'avortement, par exemple, ou la mixité raciale et la prière obligatoire dans les écoles publiques.

La crainte d'une convention peut pousser le Congrès à se tourner vers la deuxième procédure possible : faire adopter l'amendement par les deux tiers de la Chambre et les deux tiers du Sénat, et compter ensuite aux États le vote de la Constitution.

Le Sénat (à majorité républicaine) penche pour la 2<sup>e</sup> voie. Un vote y est prévu fin avril ou début mai. La Chambre des représentants (à majorité démocrate) est beaucoup plus réticente. On ne la convaincra pas facilement.

Les opposants affirment que la Constitution n'a pas pour rôle de définir une politique économique. Une politique d'austérité très discutée puisque le Congrès va se réunir dans la semaine. Le déficit budgétaire n'est pas seulement une calamité : c'est parfois un bon moyen de stimuler l'activité pour sortir d'une récession.

Autre objection de poids : un équilibre pas un budget par décret. Voter le principe est une chose. L'appliquer est autre chose. Qu'arriverait-il si le Congrès violait la Constitution ? Le punirait-on ? Et comment ?

On alors on va tricher. En augmentant par exemple les dépenses « non budgétaires », ou en votant chaque année une loi de crédits par trois cinquièmes des voix.

Certains démocrates soupçonnent les républicains de ne pas vouloir tricher. Ils ont raison. Mais leur peur est encore plus grave. On se trouverait devant une volonté très sérieuse d'équilibre, au prix de très larges coupes dans les programmes sociaux.

Sénateurs et représentants doivent tenir compte des élections législatives de novembre prochain. Il leur est difficile d'arriver avec un déficit annuel de cent milliards de dollars. Tous les sondages montrent que les Américains réclament un budget en équilibre.

Un amendement constitutionnel permettrait peut-être de rassurer certains électeurs. Sans danger, puisque la réforme n'entrerait en vigueur dans la meilleure des hypothèses, qu'en octobre 1988. Mais il en faudrait bien d'autres pour convaincre les milieux financiers que le terrible Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, à baisser aussitôt les taux d'intérêt.

ROBERT SOLÉ

Le parti socialiste a protesté, jeudi 1<sup>er</sup> avril, contre la violente répression dont ont été victimes les travailleurs et les démocrates argentins, qui ont manifesté, mardi 30 avril, à Buenos Aires, dans plusieurs villes d'Argentine. Le P.S. demande « la libération immédiate des centaines de détenus », la fin des poursuites judiciaires, de nombreux membres d'organisations de défense des droits de l'homme et des antiracistes du mouvement des mères de la place de Mai.

Office Lord Carrington, décrivait la situation comme « potentiellement dangereuse ».

Alors que la presse conservatrice londonienne lance un appel à la défense d'une des dernières possessions outre-mer du Royaume-Uni, en Amérique centrale, est indépendante depuis septembre dernier, certains s'interrogent à Londres sur la stratégie suivie par le gouvernement dans cette affaire : n'aurait-il pas été plus judicieux d'observer une grande discrétion, des le départ, sur l'incident de South Georgia, afin de ne pas fournir d'argument à l'Argentine pour relancer l'ensemble de la querelle sur les Falkland ? D'autant que la situation ainsi créée peut être exploitée par le gouvernement argentin qui, confronté à un regain de tension sociale, peut avoir tenté de détourner l'attention de l'opinion en la mobilisant sur le thème apparemment très populaire de la revendication de l'archipel. Les dernières négociations à ce sujet entre les deux pays, qui ont eu lieu à New-York les 25 et 27 février dernier dans le cadre des Nations unies, s'étaient soldées par un échec. — (Intéran.)

LA COMMÉMORATION DU TRICENTENAIRE DE LA LOUISIANE

Pour célébrer le tricentenaire de la Louisiane, l'association France-Louisiane a fait don d'un « padron » (sorte de pot pour lequel les colonisateurs portugais puis français symbolisaient leur présence) aux autorités louisianaises.

Il s'agit de la réplique du pot pour lequel le gouverneur rouennais Robert Cavelier, sieur de La Salle, a planté en bordure de l'estuaire du Mississippi le 9 avril 1682 pour marquer la prise de possession de la Louisiane au nom de Louis XIV.

Cette hûle de bois de 450 kg (1,50 m de haut sur 70 cm de diamètre) est ornée d'un blason en bronze portant les armes de Louis XIV et accompagnée d'une croix en fer forgé de 3,50 m de haut. L'ensemble est réalisé par trois artisans d'art de Plouméné (Morbihan), ville jumelée avec Saint-Martinville (Louisiane), d'après une lithographie datant de 1815 et exposée dans le musée de

La Nouvelle-Orléans, the Historic New Orleans Collection.

Placé sur la plate-forme d'un canon recouvert de plexiglas, ce padron et cette croix seront montrés à la population louisianaise au cours d'une tournée qui durera du 15 avril au 15 juin et s'effectuera dans les principales villes de l'État et sur les campus universitaires.

Rendu officiellement à la Louisiane le 4 avril après un périple en bateau à vapeur sur le Mississippi, l'ensemble sera érigé, le 15 juin, au cœur du Vieux Carré près du Marché français, le jour même de l'arrivée de la course transatlantique La Rochelle - La Nouvelle-Orléans.

\* Fondée en 1978, France-Louisiane s'est faite pour le rapprochement de liens entre les Français et les Louisianais et le développement du français en Louisiane (France-Louisiane, 55 boulevard des Invalides, 75007 Paris. Tél. : 272-10-80).

Le conflit avec l'Argentine au sujet des îles Falkland (Malouines) provoque la réunion d'urgence du cabinet britannique

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a réuni d'urgence le cabinet britannique, ce vendredi matin 2 avril, avant même d'avoir eu connaissance du développement argentin aux îles Falkland (Malouines).

De notre correspondant

de sécurité de l'ONU, elle a proposé d'envoyer un détachement de 500 hommes à Buenos Aires, et aurait sollicité une médiation de l'ambassadeur des États-Unis en Argentine. Le 30 mars, le secrétaire au Foreign

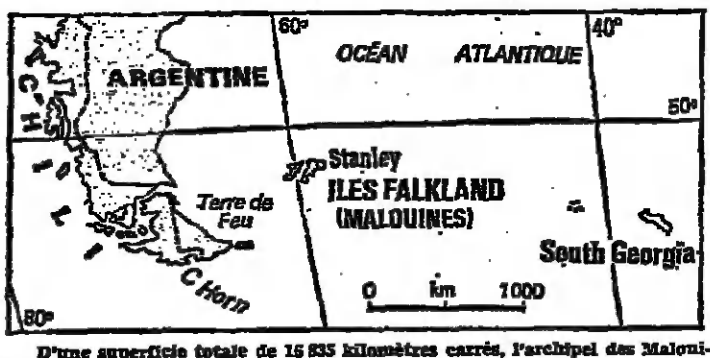
Office Lord Carrington, décrivait la situation comme « potentiellement dangereuse ».

Alors que la presse conservatrice londonienne lance un appel à la défense d'une des dernières possessions outre-mer du Royaume-Uni, en Amérique centrale, est indépendante depuis septembre dernier, certains s'interrogent à Londres sur la stratégie suivie par le gouvernement dans cette affaire : n'aurait-il pas été plus judicieux d'observer une grande discrétion, des le départ, sur l'incident de South Georgia, afin de ne pas fournir d'argument à l'Argentine pour relancer l'ensemble de la querelle sur les Falkland ? D'autant que la situation ainsi créée peut être exploitée par le gouvernement argentin qui, confronté à un regain de tension sociale, peut avoir tenté de détourner l'attention de l'opinion en la mobilisant sur le thème apparemment très populaire de la revendication de l'archipel. Les dernières négociations à ce sujet entre les deux pays, qui ont eu lieu à New-York les 25 et 27 février dernier dans le cadre des Nations unies, s'étaient soldées par un échec. — (Intéran.)

Pressé par les éléments les plus nationalistes de la majorité conservatrice, tout comme par l'opposition travailliste, le gouvernement britannique a alors fait savoir qu'il avait à son tour envoyé un nouveau détachement vers South-Georgia, cette fois un sous-marin à propulsion nucléaire, le Superb, une unité de patrouille équipée de puissantes torpilles. Entre-temps, la Grande-Bretagne n'a cessé de réaffirmer qu'elle entendait régler l'affaire par la voie diplomatique. Avant de saisir d'urgence, jeudi soir, le Conseil

Office Lord Carrington, décrivait la situation comme « potentiellement dangereuse ».

Office Lord Carrington, décrivait la situation comme « potentiellement dangereuse ».



D'une superficie totale de 15 835 kilomètres carrés, l'archipel des Malouines (Falkland) pour les Britanniques, et des îles Malvinas pour les Argentins, comprend près de deux cents îles. L'île de South Georgia est une dépendance britannique. L'ensemble ne compte guère que mille huit cents habitants, qui vivent principalement de la pêche, de l'élevage du mouton et de l'agriculture.

El Salvador

BIEN QUE MINORITAIRE

La démocratie chrétienne ne renonce pas à participer au gouvernement

Au fur et à mesure que sont connus les résultats des élections du 28 mars au Salvador, la participation apparaît de plus en plus importante. Selon les derniers chiffres, encore officieux, 1 485 185 personnes ont voté. Mais pour le chef de l'opposition de gauche, M. Guillermo Ungo, de tels chiffres n'ont aucune valeur. Le président du Front démocratique révolutionnaire — bras politique de la guérilla — a

déclaré à Bonn, où il assiste à une réunion de l'Internationale socialiste, que le scrutin « été une farce » parce qu'il n'y avait pas de listes électorales et que beaucoup de personnes avaient voté dans un climat de contrainte. En outre, il a exclu la possibilité pour son mouvement de négocier avec un gouvernement qui serait présidé par un dirigeant de l'ARENA, le parti d'extrême droite arrivé en deuxième position aux élections.

San-Salvador. — « Tout ce que je viens de voir me fait penser à un vieux bateau sur lequel on aurait mis un moteur puissant « made in U.S.A. ». L'illusion n'a guère duré, et maintenant l'apprenti sorcier commence à s'arracher les cheveux, car, avec la vitesse, les voies d'eau se sont agrandies. » Tel est le commentaire désabusé d'un des observateurs étrangers qui ont assisté aux élections du 28 mars. Dans l'image qu'il a choisie, le bateau est le Salvador ; le moteur, c'est le processus politique mis en marche par les élections ; les voies d'eau, ce sont les contradictions du pays, encore plus présentes aujourd'hui. Enfin, l'apprenti sorcier est le gouvernement de Washington, qui commence à se demander si le remède qu'il a imaginé n'est pas pire que le mal.

sentiment généralisé de frustration, aux conséquences imprévisibles. Phénomène qui pourrait être aggravé par certaines réserves à l'égard du scrutin. Ainsi le parti Action révolutionnaire, qui n'a pas été autorisé à participer à la campagne électorale, écrit-il dans une lettre au président du conseil central des élections : « Les chiffres définitifs indiquent que près d'un million cinq cent mille personnes ont voté, ce qui est en contradiction avec vos déclarations selon lesquelles le nombre de personnes aptes à le faire s'élevait à un million deux cent mille. »

Certains incidents, connus après le scrutin, indiquent que, dans quelques cas, la décision de voter a été inspirée par la crainte plus que par l'enthousiasme. Dans la ville d'Aguilera, par exemple, deux cents personnes ont fait déclencher une émeute parce qu'il ne restait plus de bulletins de vote. Il a fallu toute

l'autorité du président du bureau et des gardes nationaux pour les convaincre qu'elle n'avait « rien à craindre » puisque ce n'était pas leur « faute ».

« Trente-six sièges à l'opposition, vingt-quatre à la démocratie chrétienne », titraient, jeudi matin, les journaux de la capitale. Si, d'un côté comme de l'autre, on était d'accord pour négocier la formation d'un gouvernement de transition, chacun en revendiquait la plus grosse part. Le premier parti de l'opposition, l'ARENA du major d'Ambulson, a pour principal handicap sa nouveauté : il a été fondé il y a cinq mois. En outre, ses dirigeants reconnaissent avoir gagné dix-neuf sièges grâce à l'agressivité de leur campagne et de leur leader, ce qui ne les prépare guère à se montrer conciliants. Un porte-parole du parti a néanmoins reconnu jeudi : « Avec 40 % des voix, la démocratie chrétienne est en droit de participer au gouvernement ».

Mais la démocratie chrétienne veut plus que quelques strapontins. Elle n'en a pas, en ne lui accordant pas sa place, de passer à l'opposition. « Essayer de former un gouvernement de droite homogène constituerait une erreur », a déclaré son chef, M. Duarte.

Cette situation est d'autant plus gênante que le Salvador reste en guerre. Selon la commission des droits de l'homme, dix-neuf personnes ont été torturées et assassinées dimanche à San-Salvador. Il y en a eu neuf lundi et mardi. Mercredi, trois inconnus ont assassiné un infirmier dans un poste de la Croix-Verte (1) de Coscatanungo, l'un des faubourgs de la capitale.

Les répercussions dans l'armée

Le débat politique a ses répercussions dans l'armée. Les réunions se multiplient au sein du haut commandement comme dans les casernes. Premier motif de préoccupation : le résultat des élections risque de rompre l'équilibre maintenu ces deux dernières années entre les différentes tendances. Le vendredi 28 mars, assurance avait été donnée au général Garola, ministre de la défense, que sa position ne serait pas remise en question en cas de victoire de la démocratie chrétienne. Le mardi 30, c'était le général Gutiérrez, vice-président de la junte, qu'il fallait rassurer.

Le haut commandement semble estimer que l'esprit de revanche serait catastrophique et que le maintien des réformes est indispensable à la poursuite de la « pacification ». Mais il découvre que le cours des événements, contrairement à l'habitude, lui échappe. Les jeunes officiers, pour leur part, sont inquiets et irrités devant ce qu'ils appellent la « politisation » et la violence de compromis de leurs supérieurs.

Le major d'Ambulson jouit chez eux d'une grande popularité. Il a été le premier, après le coup d'État du 15 octobre 1979, à leur dire : « Ne vous laissez pas démonter par les critiques. Vous ne faites que votre devoir en combattant la subversion. » Les militaires modérés sont en position de faiblesse depuis l'élimination du colonel Majano, l'un des putschistes de 1979. L'arrivée en mai de cinq cents officiers formés aux États-Unis bouleversera sans doute les rapports de forces internes.

De telles tensions suffisent-elles à accélérer la possibilité d'un coup d'État ? L'hypothèse n'est écartée par personne, surtout au sein des forces armées. Mais le danger qu'une telle solution ferait courir au système pousse les plus récalcitrants à rechercher un accord. L'attitude des États-Unis sera sans aucun doute déterminante. L'ambassade américaine à San-Salvador est allemande, mais très active. Elle semble considérer que tout est possible.

Abandonnant M. Duarte, rejeté par la droite, réservée à l'égard du major d'Ambulson, qui inquiète Washington, elle passe en faveur d'un compromis acceptable par tous. Pour y parvenir, elle évoque le Congrès tout-puissant, qui peut couper l'aide économique et militaire au Salvador.

FRANCIS PISANI.

(1) Organisation qui regroupe 1 700 secouristes volontaires.

Canada

EN VISITE A OTTAWA

M. Jobert entend relancer les échanges commerciaux entre les deux pays

De notre envoyé spécial

Ottawa. — M. Pierre Elliott Trudeau aura, le 18 avril, une journée chargée : à peine aura-t-il fait ses adieux à l'Angleterre, venue rapporter solennellement au Canada sa Constitution, qu'il lui faudra courir à l'autre bout du pays pour accueillir M. François Mitterrand à Vancouver (sur la côte pacifique), qui y fera escale au retour de son voyage au Japon.

L'annonce de la prochaine rencontre de Vancouver a coïncidé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, avec l'arrivée à Ottawa de M. Michel Jobert. Le ministre du commerce extérieur fait, jusqu'au 3 avril, une visite — prévue de longue date — destinée à relancer les échanges économiques, quelque peu languissants, entre les deux pays.

Fidèle à son personnage, M. Jobert a choisi de dérouter. Au lieu de commencer par le Québec, il a entamé son voyage par l'Alberta, riche province pétrolière de l'Ouest, où il a vanté les mérites du T.G.V., en espérant convaincre les interlocuteurs que ce mode de locomotion serait idéal pour relier Edmonton, la capitale administrative de la province, à Calgary, siège des banques et des compagnies pétrolières. M. Jobert s'est d'autre part rendu en Ontario, ce qui est assez inhabituel pour un ministre français. Il y a visité l'usine de la Compagnie American Motors (A.M.C.), associée à Renault, qui se trouve, par un heureux hasard, dans la circonscription électorale du premier ministre de la province, M. William Davis. La règle nationale compte sur A.M.C. pour lui ouvrir les portes du marché automobile nord-américain pour lui ouvrir les portes du marché automobile nord-américain. (Libre page 28, un entretien avec M. Bernard Hanon, P.-D.G. de la régie Renault.)

Tous ces projets qui sont encore au conditionnel seraient les bienvenus pour redonner vie à un commerce franco-canadien dont la faiblesse se résume ainsi : la France n'est que le vingt-quatrième client et le dix-neuvième fournisseur du Canada. Les objectifs, modestes, fixés lors du voyage de M. Raymond Barre en 1979 n'ont pas été atteints. Bien au contraire, la balance commerciale reste déficitaire au détriment de la France qui importe pour 5,2 milliards de francs de produits canadiens (essentiellement le pétrole, le papier, le charbon, du cuivre et de l'uranium), mais n'exporte que pour 4 milliards de francs. Loin des 2 % du marché canadien que s'était proposé d'atteindre M. Barre en 1979, la part française a encore baissé pour revenir à 1,2 % en 1981.

M. Jobert ne craint pas de dénoncer le « protectionnisme » de ses interlocuteurs, notamment en matière bancaire, même si « cela fait parfois sauter dans ce pays de la livre d'entreprise ». De tels propos ont, en effet, étonné en Alberta ou en Ontario. Le ministre du commerce extérieur devrait les réviser, ce vendredi 2 avril, devant M. Trudeau, avant de rencontrer M. René Lévesque à Montréal. Au Québec même, la France n'a guère pour l'instant de grands projets, à l'exception d'une usine de fabrication d'aluminium que pourrait construire Pecheloc à Lac Beauport, près de Trois-Rivières.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Un livre important pour la défense de la langue française dans un domaine où elle est menacée.

JEAN HAMBURGER INTRODUCTION AU LANGAGE DE LA MÉDECINE

70 FF.

FLAMMARION MÉDECINE SCIENCES

4, rue Cassini Delavigne 75006 Paris

FLAMMARION MÉDECINE SCIENCES

proteger le consommateur des produits d'origine américaine. Mais il a eu des conséquences néfastes, car les producteurs américains, les exportateurs ind-

S'il y a séparation du GTE les bouleversements technologiques

CLARE DEVARREUX.



# ASIE

## L'Asie face à l'Occident

(Suite de la première page.)

L'industrie fabrique pratiquement tout : locomotives, camions, autobus, tracteurs, voitures, tanks, avions, mais aussi matériel de télécommunications, machines-outils, montres, produits chimiques et pharmaceutiques et, bien entendu, textiles, chaussures, appareils électro-ménagers, etc.

Quant à la Chine, son objectif proclamé est de devenir une grande puissance. Déjà, elle peut nourrir ses 950 millions d'habitants, malgré certaines alertes alimentaires, son industrialisation, bien que freinée par les incertitudes politiques, s'organise avec l'aide japonaise et occidentale. Elle est riche en charbon, la République populaire chinoise a produit, en outre, 100 millions de tonnes de pétrole en 1981. Ses exportations textiles se développent.

### Une force profonde

Beaucoup de peuples asiatiques, ce n'est que trop vrai, souffrent encore de la pauvreté et des bouleaux, parfois millénaires, gênent leur marche. Mais une force profonde semble les propulser vers l'avant. On aperçoit alors une réalité qu'il vaut mieux ne plus ignorer : la différence entre l'Occident et l'Asie n'est finalement qu'une différence d'époque, d'échelle, de niveau technique ; elle ne traduit aucune infériorité générale ou définitive. Bien au contraire, l'essor actuel exprime au moins autant l'affirmation d'une personnalité asiatique que l'application, comme toute banale, de procédés modernes qui, eux, n'ont pas de frontières et peuvent, tôt ou tard, s'intégrer au développement.

### Thaïlande

Après deux ans de gouvernement du général Prem

## Les candidats se mettent en place pour les futures élections législatives

De notre correspondant

Bangkok. — Le général Prem Tinsulanond vient de fêter ses deux ans à la tête du gouvernement. Bangkok s'apprête à célébrer le bicentenaire de sa fondation et la Thaïlande se remémore le coup d'État manqué du 1er avril 1981.

Le processus démocratique sera-t-il conduit à son terme ? La préparation des élections législatives d'avril 1983 a commencé à enlever le pays. Conformément à la Constitution, les candidats devront obligatoirement être inscrits à un parti politique, et le premier ministre nécessairement choisi parmi eux. Les candidats militaires qui ne disputent le pouvoir acceptent-elles d'entrer dans ce jeu ? Jusqu'à ce jour, il s'est toujours trouvé des officiers pulchères pour accompagner Prem jusqu'au mandat des députés.

Les dirigeants thaïlandais n'en finissent pas d'évoquer le rôle des forces armées au sein de la société. « Les cadres militaires ne devraient pas normalement être membres du gouvernement, à moins que l'état d'urgence ne l'exige. Tout le problème est de définir le mot d'urgence », affirmait récemment le général Saïyud Kerdpol, commandant suprême, qui concède : « Nous ne sommes pas prêts à nous rendre pour adopter un système parlementaire de type occidental. » Sa réflexion a été d'autant plus remarquée qu'il avait, en 1981, été élu à la tête du pouvoir.

Les rumeurs de putsch n'ont jamais cessé d'alimenter la chronique locale. Depuis un an, au moins quatre tentatives de coup d'État ont été entravées à la dernière minute. L'irrésistible ascension du général Arthit Kamlang-Ek, artisan de la victoire du 1er avril 1981 sur les « jeunes trucs » a l'avant, un moment, placé en position de favori dans la course au pouvoir. Mais sa promotion fulgurante — fait inhabituel, il cumule les charges d'assistant au commandant en chef de l'armée de terre et de commandant de la 1<sup>re</sup> région militaire — lui a aliéné beaucoup d'appuis parmi ses pairs. Ses adversaires lui reprochent de se méfier de tout à temps et à contre-temps. Le quotidien *The Nation* écrivait l'autre jour : « Il se mettrait au vert, car ce serait bon pour sa santé et celle du pays ».

Le général Saïyud, ancien « patron » de la lutte contre la subversion communiste parait, au jourd'hui rassembler derrière son nom civils et militaires, soucieux de contrer les ambitions du général Arthit. Les « jeunes trucs », dont ce dernier a combattu la réintégration dans leurs milieux, continuent de bénéficier au sein de l'armée et de la population d'un certain capital de sympathie pour leurs idées relativement « progressistes ».

Ignorer les rumeurs des casernes et attendre le sommet par

L'un des traits de cette personnalité est l'aptitude à assimiler les impératifs économiques de notre époque sans se couper des racines historiques. L'Inde, la Chine, le Japon ont, au cours des siècles passés, façonné certaines des civilisations les plus raffinées de tous les temps ; l'empreinte en reste très nette. Et comment oublier que l'Asie fut, en de nombreux domaines, l'inspiration de l'humanité ? Ne lui doit-on pas, notamment, les premiers principes de l'agriculture et de l'élevage, la première métallurgie, quelques-unes des premières grandes villes ?

Volait pourquoi elle ne se lance pas dans la course au progrès exclusivement pour mieux vivre. Elle veut aussi reconstruire la trame de son ancienne grandeur. Même lorsque nous la jugeons occidentalisée, elle demeure motivée, en profondeur, par un violent désir de réhabilitation mondiale, spécialement vis-à-vis de ceux — Européens, Russes, Américains — qui ont tenté, autrefois, de l'assujettir.

Sur cette mentalité se greffent des méthodes et un système de valeurs qui, pour le moment, avantagent l'Asie. Par exemple, les Asiatiques ne considèrent jamais l'individu en l'isolant de la société et jamais ils n'isolent la société, et jamais ils n'isolent la société du travail, la discipline, l'efficacité, traduisent même une dévotion primative que le respect des hiérarchies professionnelles, sociales ou familiales. Même si des faibles apparaissent ici et là, l'harmonie du groupe est réelle.

La productivité en bénéficie directement. Au Japon, elle s'est accrue, depuis 1971, deux fois plus vite qu'aux États-Unis. Autre exemple, que cite la revue *World*

*Business Weekly* : « Un ouvrier japonais de Matsushita produit autant de tubes de télévision que cinq ouvriers hollandais de Philips ». En Corée du Sud, à Hong-kong, Singapour, Bangalore, capitale indienne des industries de pointe, la productivité dépasse souvent celle de l'Occident.

Doit-on ajouter que la Chine et l'Inde possèdent la bombe atomique, des missiles, une armée nombreuse ? Ou bien que le Japon, d'autres encore — en particulier le Vietnam — disposent d'un fort potentiel militaire ? Bref, l'Asie existe de nouveau en tant que telle. Son destin, longtemps conçu en fonction des seuls intérêts des occupants étrangers, reprend son cours propre.

### La coopération Sud-Sud

Sans nul doute, cette mutation s'accompagne de rivalités régionales tantôt économiques (Japon-Corée), tantôt politiques ou militaires (querelle indo-pakistanaise, conflit d'Hanoï avec Pékin et Bangkok). Mais elle refait aussi de l'Asie un centre moteur des rapports internationaux. Fin février, New-Delhi réunissait une quarantaine de pays en voie de développement.

Malgré certaines divergences, ils ont lancé un appel en faveur d'une meilleure coopération Sud-Sud, c'est-à-dire au sein du tiers-monde, donc en marge des relations Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud. Parallèlement, l'Association des nations du Sud-Est asiatique, qui regroupe 250 millions de consommateurs (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), joue un rôle croissant. D'autre part, les pays du golfe Persique multiplient leurs liens avec une vieille tradition qu'ils illustrent jadis les caravanes arabes et les marins de la Côte des pirates.

Les deux Super-Grands conservent, certes, une grande influence en Extrême-Orient, ainsi que dans le Pacifique et l'Océan Indien, où le Japon, l'Inde, l'Union soviétique, puissances, croissent en permanence. Cependant, à peu d'exceptions près, ils n'exercent plus de suprématie absolue dans cette partie du monde. Quant aux Européens, maîtres, naguère, de vastes empires asiatiques, ils ont, depuis longtemps, relégué leurs métropoles. Jamais, en fait, l'Asie n'a abandonné ni l'abandonner l'espoir de trouver ou de retrouver une place à sa mesure. Elle s'est levée, et plus personne ne pourra l'empêcher d'ouvrir un nouveau cycle de l'histoire.

RENÉ DABERNAT.

### Cambodge

## NOUVEAUX APPELS POUR UNE AIDE HUMANITAIRE

L'approvisionnement de Phnom-Penh en électricité, en eau potable et l'évacuation des eaux usées risquent d'être interrompus faute de carburant, de pièces détachées et de travaux de réparation urgents. Les hôpitaux et les entreprises sont ainsi, eux aussi, menacés de paralysie. Les appels à l'aide internationale de secours sont devenus urgents. C'est ce qui ressort de l'enquête menée récemment au Cambodge par deux ingénieurs électriciens français envoyés par les Chouves hospitalières françaises de l'ordre de Malte (O.H.F.M.), 4, avenue Marceau, 75001 Paris Cedex 03. C.F.P. 35-44-54 (Paris). Les travaux de remise en état du réseau électrique coûteraient 125 millions de francs, mais, dans l'immédiat, il faut d'urgence de l'huile spéciale de graissage pour que les moteurs puissent fournir du courant.

D'autre part, l'association humanitaire *Monaco, Aide et Prévoyance* (11, rue Princesse-Marie-de-Lorraine, principauté de Monaco), qui participe aux activités de l'organisation monégasque, lance elle aussi un appel en faveur de la population civile de cette région, qui a dû fuir la mi-mars devant l'avance des troupes vietnamiennes. L'association finistérienne de solidarité, qui participe aux activités de l'organisation monégasque, lance elle aussi un appel en faveur de la population civile de cette région, qui a dû fuir la mi-mars devant l'avance des troupes vietnamiennes.

La hausse de la production agricole, par exemple, est obtenue par une augmentation inconsiderée des surfaces cultivées plutôt que par une amélioration continue de la productivité. Ainsi le rendement des rizières thaïlandaises est-il un des plus faibles du continent asiatique. Aucun des deux dont souffre la Thaïlande n'a été traité au fond ; ne serait-ce, par exemple, que la bureaucratie envahissante ou la montée des violences. Il n'y a, en réalité, ni qu'une apparence de pouvoir. Une multitude de centres de décision parallèles et souvent concurrents interdit toute cohérence et toute continuité dans l'action. « Comment faire pour que notre pays ait un gouvernement compétent et efficace ? », s'interrogeait récemment M. Boonchu Rojsasakuldech, ministre du premier gouvernement Prem. La réponse sortira-t-elle des urnes ?

JACQUES DE BARRIN.

# PROCHE-ORIENT

## Irak

## LE PRÉSIDENT SADDAM HUSSEIN SOUHAITE QUE LA FRANCE PARTICIPE « LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE » A LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU RÉACTEUR.

Bagdad (A.F.P.). — Le président irakien Saddam Hussein a souhaité jeudi 1<sup>er</sup> avril, dans une conférence de presse à Bagdad, que la France participe « le plus rapidement possible » à la construction d'un nouveau réacteur en Irak, en remplacement de celui de Tammuz, détruit en juin dernier par les Israéliens.

Il a lancé à cette occasion une mise en garde contre « toute ingérence étrangère dans le développement des relations franco-irakiennes ». « Toute mesure déséquilibrant nos relations avec l'Irak sera considérée comme une violation de la souveraineté irakienne », a-t-il précisé.

Selon M. Saddam Hussein, une réponse favorable de la France aux requêtes d'Irak dans le domaine nucléaire et militaire constituerait un encouragement à la poursuite par l'Irak de sa politique d'expansion et d'occupation des territoires arabes.

D'autre part, le président irakien a indiqué que « l'Irak n'est pas une puissance nucléaire », soulignant que le monde n'a pas le droit de le considérer comme tel. Il a ajouté que les relations irako-soviétiques étaient « bonnes maintenant ».

Évoquant rapidement la situation militaire sur le front iranien, il a minimisé le revers essuyé par l'Irak lors de la bataille de Khanaïn. « Nous considérons, a-t-il dit, ce qui a été accompli dans cette guerre comme une victoire, non seulement pour l'Irak, mais aussi pour l'humanité ».

## LA GUERRE DU GOLFE

## Les Etats-Unis lancent un appel urgent à des négociations entre l'Iran et l'Irak

Le gouvernement américain a lancé jeudi 1<sup>er</sup> avril un appel urgent à des négociations pour mettre fin au conflit irano-irakien. « Les Etats-Unis », a notamment déclaré M. Dean Fischer, porte-parole du département d'Etat, soutiennent les efforts internationaux pour mettre un terme aux combats et amener les parties en conflit à des négociations. Le conflit des deux pays ne devrait pas être l'occasion de promouvoir un règlement urgent », a-t-il ajouté, soulignant que Washington considérerait comme « essentiel pour la sécurité de la région un règlement « équitable » satisfaisant l'indépendance et l'intégrité des deux territoires iraniens et irakiens ».

A Téhéran, les Iraniens ont célébré le troisième anniversaire de la création de la République islamique ainsi que leurs récentes victoires dans la guerre contre l'Irak. Le radio de Téhéran parle de « plusieurs millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont rejoint les rangs de la révolution ». L'A.F.P. cite le chiffre de « plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens », tandis que les officiels iraniens de l'Armée, à Téhéran, ont déclaré : « Nous avons remporté une victoire, qui constitue un véritable miracle. (Les Iraniens) étaient dotés d'armements modernes émanant de puissances sataniques. Et pourtant nous leur avons infligé une défaite humiliante. Nous ne souhaitons attaquer aucune nation. L'intérêt de tous les pays, et particulièrement des pays voisins de la région, est de se con-

## Israël

## L'évacuation des colonies du Sinaï se poursuit sans incident notable

De notre correspondant

Jérusalem. — L'évacuation des colonies du Sinaï s'est relativement bien passée jusqu'à présent : les Israéliens s'en vont — les uns avec soulagement, d'autres avec regret. — Certains toutefois prétendent que c'est « le calme avant la tempête » et que le « *noyau dur* » des opposants au retrait, notamment à Yamit, n'a pas dit son dernier mot.

L'armée, le 1<sup>er</sup> avril, a fermé toutes les routes d'accès au Sinaï. Seule les camions assurant le déménagement des dernières familles de colons et rapatriant le matériel des exploitations agricoles peuvent encore circuler. Opéra, la petite ville qui avait été construite près de Charaf-el-Heik, à l'extrême sud, est aujourd'hui déserte. Des Égyptiens sont déjà sur place depuis plusieurs semaines pour prendre le contrôle des installations et évaluer le rachat des équipements qui leur seront laissés après le 22 avril, date de la reddition de Charaf-el-Heik. De même à Nevot et Dahab, le long du golfe d'Akaba où avaient été implantées deux *moshava* (coopératives agricoles).

Dans la région de Yamit, où une quinzaine de colonies avaient été créées, la situation est encore tendue. La loi d'indemnisation étant définitivement promulguée, il ne reste plus qu'une vingtaine de colons, qui ont obtenu une autorisation spéciale en attendant que leur logement en Israël soit prêt. Mais à Yamit même, près de deux mille militants du Mouvement contre le retrait du Sinaï, qui, eux, venant d'Irak ou des colonies de Cisjordanie, se sont installés là au cours des derniers mois à seul fin de « résister », sont toujours retranchés dans la petite cité implantée sur les dunes qui bordent la Méditerranée. Ils occu-

pent les maisons abandonnées maintenant par les colons et construisent des « fortifications » avec des sacs de sable pour empêcher l'armée de venir les déloger. Ils affirment cependant que leur résistance sera passive et qu'ils ne feront pas usage de la violence.

Le 1<sup>er</sup> avril, ils ont reçu le renfort de vingt-cinq personnes venues par mer de Tel-Aviv pour contester les barrières de l'armée. De leur côté, des membres de la Ligue de défense juive, du rabbin Meir Kahane, se sont retranchés dans des abris en béton et laissent entendre qu'ils disposent d'un armement dont ils pourraient se servir.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, l'armée n'a pas levé, le 1<sup>er</sup> avril, le blocus imposé depuis cinq semaines aux quatre villages druzes du Golan parce que leurs habitants (il y a environ treize mille druzes vivant sur le plateau), après un mois, continuent la grève générale pour manifester leur mécontentement. Ils protestent toujours contre la détention de onze de leurs dirigeants et chefs religieux et demandent aux autorités israéliennes de ne pas les obliger à posséder des papiers d'identité israéliens.

Si l'armée a décidé de prolonger le siège des villages, c'est que des manifestations auraient eu lieu le 1<sup>er</sup> avril et les jours précédents pour empêcher la distribution de nouvelles cartes d'identité, celles délivrées par le gouvernement militaire d'occupation avant l'annexion (le 14 décembre 1967) étant périmées depuis le 31 mars. Toutefois, un millier d'habitants de ces villages auraient accepté de recevoir les nouveaux documents.

En Cisjordanie, le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, a décidé de créer une quarantaine de postes d'observation de l'armée en divers endroits « stratégiques ». Des soldats ont notamment pris position sur l'ancien chantier de construction d'une résidence pour le roi Hussein, près de Jérusalem (des travaux avaient été arrêtés par la guerre de six jours). Cette mesure en cet endroit semble traduire le fait que les rapports entre Israël et la Jordanie se sont envenimés au cours des dernières semaines, le gouvernement d'Amman ayant à nouveau réprimé les manifestations des « *ligues de village* » fondées dans diverses régions de Cisjordanie par les autorités israéliennes de la défense, à l'exception de ces points d'observation ne constituant pas l'amorce de nouvelles implantations. — F. C.

## Au terme de son entretien à Jérusalem

## LORD CARRINGTON EXPRIME DES DOUTES SUR LES CHANCES DE SUCCÈS DU PLAN D'AUTONOMIE POUR LES PALESTINIENS.

Jérusalem (A.F.P.). — Lord Carrington a exprimé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants israéliens ses « doutes » et ceux de la Communauté européenne sur les chances de succès du plan d'autonomie pour les Palestiniens des territoires de Cisjordanie et de Gaza, occupés par Israël.

« Aucun d'entre nous, a-t-il dit, ne souhaite empêcher un accord entre l'Égypte et Israël sur l'autonomie. Certains d'entre nous doutent, devant l'hostilité de tous les voisins arabes d'Israël — sauf l'Égypte — à ces projets d'autonomie, que ceux-ci soient le chemin à suivre pour parvenir à un règlement durable. »

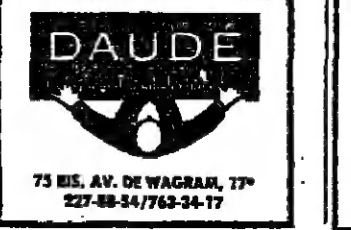
D'autre part, sir John Leahy, sous-secrétaire adjoint au Foreign Office, a renoncé à la demande des autorités israéliennes, à se rendre ce vendredi chez MM. Chakal et Kahane, les deux maires palestiniens avec qui il avait pris rendez-vous. Non seulement le gouvernement israélien lui a demandé de ne pas aller voir chez eux, mais il a refusé de lui donner un passeport. M. Was, maire de Naplouse, et Karim Khalaf, maire de Ramallah, déclinent une semaine plus tôt par les autorités israéliennes, mais l'armée a interdit l'entrée de la maison du maire de Naplouse au numéro deux du consulat général de Grande-Bretagne à Jérusalem, qui lui apportait une lettre d'excuses.

Selon la télévision israélienne, la décision d'empêcher les rencontres a été prise « en très haute lieu ».

« Le Jordanie a déposé jeudi 1<sup>er</sup> avril devant le Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution qui condamne les récentes mesures prises par les autorités israéliennes en Cisjordanie, à Gaza et sur le Golan et demande à Israël d'y mettre fin. Le texte jordanien condamne, d'autre part, que le secrétaire général fasse, au plus tard le 7 avril, un rapport au Conseil sur l'exécution de cette résolution. — (A.F.P.)

## VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)  
VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)  
Livraison, grat. dans 100 km à Paris  
26 MARQUES REPRÉSENTÉES  
Garantie jusqu'à dix ans  
Ouvert du lundi au samedi : 9 h 15 h



## N° 301 l'Arche

Reportage photo avant l'évacuation du 25 avril  
(En vente dans les dragages et au journal, 14, rue Georges Berger, 75017 Paris)  
Abonnement : 120 F/an.

# Cisjordan



## Cisjordanie : Daoud contre Goliath

### IV. - Des Palestiniens sur mesure

De notre correspondant FRANCIS CORNU

Depuis l'accession au pouvoir de M. Begin, les Israéliens ont accentué leur mainmise sur la Cisjordanie, rebaptisée Judée-Samarie, qu'ils occupent depuis 1967. La longueur de cette occupation et la nature de la répression menée par les militaires ont suscité des humiliations et des colères qui entraînent, surtout dans la jeunesse, l'acte vague de violence.

Dans le cadre de sa lutte contre les maires élus de Cisjordanie, le nouvel « administrateur civil » du territoire, M. Mesahem Milson, menace de remettre en cause la politique des « ponts ouverts », inaugurée il y a quatre ans par Moshe Dayan. La menace est prise très au sérieux par les Palestiniens, qui estiment qu'une telle mesure constituerait un nouveau pas, peut-être le dernier, vers l'annexion formelle (le Monde des 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril).

Jérusalem. - « Ils ne nous aiment pas, c'est vrai, je l'accepte... » Le général Benjamin Ben Eliezer faisait cette simple constatation il y a tout juste un an, alors qu'il était encore à la tête du gouvernement militaire de Cisjordanie. Il parlait, bien sûr, de ses administrés, les Palestiniens, et ajoutait : « C'est un fait, ils ne veulent pas des Juifs pour les diriger ». En disant cela, il ne remettait pas en cause la politique du gouvernement Begin puisqu'il l'avait servie avec application pendant trois ans. Il était convaincu qu'une « coexistence » entre Palestiniens et Israéliens était possible et « nécessaire ». Mais il était réaliste : la présence israélienne dans les territoires occupés sous quelque forme que ce soit (occupation, autonomie, annexion) serait toujours imposée. Il fallait donc, selon lui, trouver un *modus vivendi* acceptable en sachant que l'on ne pourrait changer les sentiments profonds des Palestiniens.

Aujourd'hui, un an après, le général Ben Eliezer, revenu à la vie civile, est furieux. Sans pour autant passer dans l'opposition, il a le sentiment que l'on a tout gâché. Il proteste et contredit catégoriquement la thèse officielle selon laquelle les derniers événements ont été provoqués par une campagne d'agitation orchestrée par l'O.L.P. et que le gouvernement a été contraint de réagir en conséquence. Dans une interview publiée par l'hebdomadaire américain Newsweek, il a affirmé que « l'O.L.P. n'a pas été l'instigateur des troubles », mais qu'il a déclaré : « Précisons avec une certaine fermeté que l'O.L.P. doit « se réjouir » de la situation, il déclare que ce sont les initiatives prises par le gouvernement qui sont la cause de l'agitation. Il vise ainsi notamment l'installation d'une administration civile au sein du gouvernement militaire, parce qu'elle est considérée comme un premier pas vers une annexion formelle. Solution qui ne peut qu'être rejetée par l'ensemble des Palestiniens. Le général Ben Eliezer traduit de cette façon une opinion largement répandue à présent parmi les Israéliens opposés à la création d'un État palestinien - l'immense majorité : M. Begin et M. Ariel Sharon, ministre de la défense, en nommant M. Milson - administrateur civil - (1), ont fait chez les Palestiniens une unanimité qui n'a jamais existé. « La politique actuelle jette la population arabe dans les bras de l'O.L.P. », déclare M. Pères, président du parti travailliste.

En arrivant au ministère de la défense, qui lui donnait la tutelle de l'administration des territoires occupés, M. Sharon était résolu à mettre en œuvre une politique très simple, celle de la carotte et du bâton. Fidèle à sa réputation de baroudeur qui ne s'embarrasse pas de nuances, il voulait mettre fin à l'influence de l'O.L.P. tout en facilitant l'apparition d'un mouvement de Palestiniens prêts à « participer » à la gestion de leurs affaires sous l'autorité israélienne. Faute de pouvoir négocier un projet d'autonomie avec l'Égypte, on allait progressivement instaurer un régime selon les seules conceptions israéliennes. D'où l'opération de liquidation consistant à « civiliser » l'ad-

ministration militaire dans l'espoir que peu à peu des Palestiniens « modérés » pourraient y prendre des responsabilités. La première tâche de M. Milson a été de trouver ces Palestiniens sur mesure.

#### Un mauvais souvenir

Il a tenu au départ un raisonnement plein de bon sens et, objectivement, nombre de Palestiniens l'admettent. Les habitants des villes sont bien davantage politisés que ceux des campagnes. Dans les zones rurales, où vivent 60 % à 70 % de la population de Cisjordanie, les structures traditionnelles de la société arabe subsistent solidement. Les notables et leurs familles règnent encore et sont représentés par les *moukhtars* (chefs de village) qui, de tout temps, ont été les intermédiaires de l'autorité sous l'Empire ottoman comme sous l'administration jordanienne, avant 1967. Mais M. Milson a commis l'erreur de reprendre une expérience qui avait laissé de mauvais souvenirs, celle des ligues de villages. De telles organisations avaient déjà été constituées dans les années 30 par des « étrangers », par l'Agence juive, puis par les Britanniques pour diviser les Palestiniens. En 1978, afin de tenter de faire accepter les accords de Camp David, le gouvernement militaire avait relancé la formule dans la région d'Hébron. A la fin de l'année 1981, elle a été développée et étendue aux secteurs de Bethléem, de Ramallah, et tout au nord de la Cisjordanie, dans les environs de Jenin et Tulkarim (2).

Dans la plupart des cas, remarque un instituteur, les ligues n'ont pu recueillir l'adhésion des notables et des *moukhtars* puisqu'ils paraissent concurrencer leurs pouvoirs. C'était irrémédiable. Dans un milieu où les choses vont lentement, les Israéliens ont agi avec précipitation. Les ligues sont devenues une courroie de transmission de l'administration israélienne. M. Milson n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir ses amis. Pour la moindre démarche, obtenir par exemple un permis de construire, un prêt, un emploi, on est obligé de passer par les ligues où elles sont implantées. Leurs appréciations sont un certificat de bonne conduite. Alors que les notables sont souvent restés très liés au régime jordanien - qui paie toujours les salaires des fonctionnaires - qu'il avait nommés avant 1967 et qui distribue encore d'importantes subventions aux collectivités locales, les dirigeants des ligues ont vite donné l'impression de former une machine antijordanienne. De surcroît, les membres des ligues ont été accusés de se discréditer lorsque certains ont reçu des Israéliens l'autorisation de porter des armes après l'assassinat en novembre d'un de leurs chefs, près de Ramallah.

Ce sont des mercenaires, déclare un *moukhtar* d'un petit village voisin de Bethléem. Ils se sont vendus aux Israéliens : en arabe il n'y a rien de pis que le mot « traître ». Depuis que le gouvernement d'Anwan a annoncé, le 9 mars, que les membres des ligues avaient un mois pour renoncer à leur choix, sous peine d'être accusés de trahison et de risquer la peine de mort (s'ils se rendent en Jordanie, ce qui est fréquemment le cas pour les habitants de Cisjordanie), l'expérience est sinon vouée à l'échec, du moins gravement compromise, alors qu'elle ne fait que commencer. Une cinquantaine de personnes auraient, en moins de trois semaines, fait savoir à leur entourage qu'elles n'appartenaient plus aux ligues de villages.

#### La fin

#### de la « solution jordanienne »

Que ce soit dans les villes ou dans les campagnes, les éléments dits « pro-jordanien » sont la seule force susceptible de contrebalancer celle des mouvements nationalistes plus ou moins proches de l'O.L.P. Les Israéliens, ces dernières années, n'ont pas pu ou pas su se concilier leurs vœux. Immédiatement après le début de l'occupation israélienne, les « pro-jordanien » étaient largement majoritaires ; ils étaient disposés à composer avec l'occupant, d'autant plus que dans les années 1970 et 1971 le roi Hussein faisait la guerre à l'O.L.P. pour chasser la résistance palestinienne de Jordanie. D'autre part, à cette époque, les travaillistes étaient au pouvoir en Israël et proposaient de restituer à la Jordanie la plus grande partie des territoires occupés.

Mais dès 1974 le roi Hussein acceptait de reconnaître l'O.L.P. comme seul et légitime représentant du peuple palestinien. Ce fut un

tourant difficile pour les jordanien, qui se sentaient un peu perdus. Ce qui explique, entre autres raisons, qu'ils se soient fait battre dans la plupart des principales villes de Cisjordanie par le Mouvement national, proche de l'O.L.P., lors des élections municipales de 1976. Depuis cette date, une quelconque entente avec les autorités israéliennes est devenue presque impossible, car, avec l'accession de M. Begin au gouvernement, c'était la fin de la « solution jordanienne ». Le nouveau premier ministre étant partisan du rattachement de la Cisjordanie à Israël, et déclarant que s'il y avait un État palestinien, c'était la Jordanie, de tels propos ne pouvaient que déplaire vivement au roi Hussein. Dans le village le plus reculé de Cisjordanie, on ne peut plus l'ignorer : si l'on n'est pas soi-même directement touché par la colonisation on a un frère, un cousin, un ami dont les terres ont été acquises par les Israéliens. Cette conquête menée par le gouvernement de M. Begin lui a définitivement aliéné beaucoup de ruraux modérés, que M. Milson prétend maintenant séduire.

Face à M. Begin et Sharon, il ne peut y avoir de modérés », nous a déclaré une personnalité qui accepte de se considérer comme telle, mais, à cause de cela, préfère conserver l'anonymat. « L'O.L.P. se livre au terrorisme tout court et exerce un terrorisme intellectuel qui nous

contraint à ne pas nous démarquer. Mais, par une répression sanglante, le gouvernement israélien a opposé le terrorisme d'État : il fait le jeu de l'O.L.P. Il y a certes des Palestiniens comme moi qui, malgré cela, jugent préférable de dialoguer avec l'occupant parce qu'il faut bien vivre. Cependant, que les Israéliens ne s'y trompent pas ! Les accommodements ne pourront jamais porter que sur le provisoire, car je ne connais pas de Palestinien qui puisse imaginer pour toujours être gouverné directement ou indirectement par des Israéliens. »

#### Une vision manichéenne

De son côté, un ami de M. Karim Khalaf, le maire de Ramallah récemment destitué, souligne que les dirigeants israéliens ont une vision manichéenne de la situation dans les territoires occupés et qu'ils méconnaissent la « complexité » de l'attitude politique de la majorité des Palestiniens : « Si l'on s'identifie à l'O.L.P., dit-il, cela ne veut pas dire qu'on approuve tout ce qu'elle représente, tout ce qu'elle dit et fait. Mais autodétermination et indépendance sont la seule alternative. Même le roi Hussein l'a compris, après avoir constaté que les travaillistes n'étaient pas vraiment sérieux lorsqu'ils suggéraient un compromis territorial. Le monde entier le reconnaît à présent. Même le pré-

sident Mitterrand lors de sa venue en Israël l'a proclamé devant la Knesset. Nous sommes fixés sur la valeur des solutions israéliennes. Nous disons oui à la coexistence avec l'État juif, mais avec une frontière qui nous sépare. »

Cet homme refuse farouchement, comme beaucoup de Palestiniens affiliés au Mouvement national, l'étiquette d'« extrémiste », et il précise : « Tout est relatif, nous ne sommes pas de dangereux révolutionnaires, comme le laisse entendre M. Begin. M. Bassam Chakaa, par exemple, est, par son origine, lié avec les plus grandes familles de Naplouse. Karim Khalaf, lorsqu'il a été élu à la mairie de Ramallah en 1972, était jugé « modéré » par les Israéliens. En outre, le Comité d'orientation nationale (3), qui vient d'être mis hors la loi, comprenait des communistes, qui, eux, ont toujours reconnu l'existence d'Israël. Enfin, ce comité n'était pas aux « ordres » de l'O.L.P., en dépit des accusations de M. Milson. Il l'avait notamment prouvé, en 1979, en envisageant, contre l'avis de l'O.L.P., une démission collective des maires au moment où Bassam Chakaa était arrêté et menacé d'expulsion. »

En déclarant de manière solennelle qu'il livrait actuellement une « bataille décisive » contre l'O.L.P. dans les territoires occupés, le gouvernement israélien a considérablement accru le prestige de celle-ci et fait des modérés des Palestiniens in-trouvables. Beaucoup de Cisjordanien qui ne sont pas des admira-

teurs inconditionnels de cette organisation mettent l'accent sur ce point. Et il est significatif que des Israéliens très peu suspects de sympathie envers la résistance palestinienne tiennent maintenant un langage qui n'est guère différent à son sujet. Ainsi, à l'instar du général Ben Eliezer, le général Raphaël Vardi, ancien détenteur du poste-clé de « coordonnateur » de l'administration des territoires occupés, en est convaincu. « Limoger les maires et nommer des officiers à leur place, dit-il, ne me paraît pas servir le but que l'on entend poursuivre, c'est-à-dire donner aux habitants (de Cisjordanie) la possibilité de gérer leurs propres affaires et préparer l'autonomie. (...) Nous sommes en train de créer une situation où il n'y aura plus aucun modéré à qui parler. »

FIN

(1) Le 1<sup>er</sup> novembre 1981, au moment du départ à la retraite du général Ben Eliezer, en principe, le gouvernement militaire dans ce secteur demeurerait - si ce n'est en droit international - à l'avenir clairement la fin de l'occupation et le début de l'annexion - mais en fait M. Milson dirige toute l'administration de Cisjordanie, celle-ci restant cependant composée essentiellement de militaires.

(2) Les autorités israéliennes se montrent très discrètes au sujet des effectifs des ligues. Selon certaines estimations, il semble que le nombre des adhérents ne dépassait pas trois mille avant les derniers événements.

(3) Dont faisaient partie les maires des principales agglomérations, à l'exception de Bethléem.

## Avec le TGV, en 3H26\*, les Parisiens peuvent aller au cœur de St-Etienne pour 185F.\*\*

Paris-Saint-Etienne. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions couple, famille, vermeil	
1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>
273F**	185F**	141F**	97F**



TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

\*Meilleur temps de parcours au service d'été 1981-82 : 2 h 45 en 1983  
\*\*Prix à 1482. Un supplément est perçu pour les TGV circulant aux heures de pointe. Renseignements dans les gares et les agences de voyages.

© HANES COURTESY, 1981

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Claude Julien.  
Imprimé en France par l'Imprimerie de la Presse, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37437.  
ISSN - 0395 - 2037.

De Spontony

de Von Kries, mise en scène Patrick Gaudin, en collaboration avec le Théâtre National

promouvoir le cinéma, l'ingénierie absolue des produits, les sciences, mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'aggraver : les exploitations ind-

quelque un cinéma, Martin Scorsese, cinémas à 14-Juillet, MK-2 Diffusion) se peut qu'apparaître aujourd'hui la volonté d'ou-

S'il y a séparation d'un GTE Gaumont-Pathé (on coupe l'annonce d'un long métrage), la mi-liste a

les bouleversements technologiques  
CLAIRE DEVARRIEUX



# EUROPE

## Pologne

### Un quotidien de Varsovie publie des lettres de lecteurs favorables à Solidarité

Varsovie. — Des militants de Solidarité vont tenter de diffuser le 12 avril sur Varsovie une brève émission de radio-pirate en modulation de fréquence. Ce projet, annoncé dans un tract qui a commencé à circuler jeudi dans la capitale, était en préparation depuis un peu plus de deux mois. S'il se réalisait, il donnerait un important succès psychologique aux mouvements clandestins du syndicat, qui affirmerait ainsi leur présence d'une manière très spectaculaire dans un pays où la fois communiste et en état de guerre.

Les responsables de cette opération ont délibérément choisi de faire connaître longtemps à l'avance non seulement la date de cette émission, mais aussi la longueur d'ondes (70,1 mégahertz) sur laquelle ils vont essayer de se faire entendre. Leur calcul est apparemment d'assurer la plus grande publicité possible à l'opération en comptant que le brouillage probable constituera le certificat de naissance de leur radio et incitera les auditeurs à participer à la partie de cache-cache qui s'engagera ensuite sur les ondes. Le risque est évidemment qu'un coup de filet policier ne transforme, dans les dix jours à venir, un projet ambitieux en revers.

Zydzio Warszawy, le quotidien distribué le matin à Varsovie, a pour

De notre correspondant

sa part, réservé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, une surprise aux plus attentifs de ses lecteurs en publiant, dans sa rubrique Courrier, des lettres critiquant la suspension de Solidarité : « Le mouvement syndical polonais fonctionnait sur la base de statuts légaux et dont la conformité à la Constitution avait été reconnue par des tribunaux indépendants (...). Ce qui se passe actuellement dans le pays ne conduit pas à l'annulation de la loi », lit-on dans l'une de ces lettres. Une autre demande si les lecteurs ne peuvent pas pour participer à la « discussion » ouverte par les autorités sur l'avenir du mouvement syndical et si cette discussion peut vraiment avoir lieu alors que « critiquer le pouvoir peut être considéré comme une façon de s'en prendre à l'Etat ». Une troisième, enfin, constate que « la forme du mouvement syndical établi après août 1980 a été acceptée par la classe ouvrière ».

La publication de ces lettres vient donner un semblant de réalité à une « discussion » qui consiste à demander leur avis à dix millions de syndiqués sans jamais leur donner la parole et après avoir suspendu l'organisation qu'ils s'étaient donnée et emprisonné ses dirigeants élus.

Cet article et soudain soulevé de crédibilité montre l'iniquité que finit

par susciter dans les milieux officiels le total isolement politique du régime. Il y a néanmoins peu de chances que ce geste, même si l'on peut imaginer qu'il se répète, marque l'annonce d'une volonté de dialogue, que rien ne laisse entrevoir.

Le tribunal militaire de Katowice vient ainsi de condamner à trois ans de prison un mineur coupable de ne pas s'être présenté à son travail, alors qu'on ne peut abandonner une entreprise militarisée que lorsqu'on en est licencié. Un de ses camarades employé dans la même mine s'est vu, lui, infliger huit mois de détention pour absence sans motif valable. L'agence PAP qualifie d'« attitude en raison du jeune âge de l'accusé ». L'agence indique, le même jour, que la production de charbon avait augmenté de 13 % au premier trimestre par rapport à 1981. On a enregistré en mai-mars, 5 492 accidents, dont 24 mortels, contre 10 000, dont 89 mortels pour l'année passée. Rapports qu'il y avait eu 127 morts en 1980.

Après ses voyages à Moscou et à Berlin-Est, le général Jaruzelski se rendra « au début de ce mois » en visite officielle à Prague. Le général a fait graver, jeudi, d'un humour inhabituel en déclarant, à propos de l'interruption des livraisons de matériel américain : « L'administration des puissants Etats-Unis a déclaré la guerre aux unités polonaises et obtenu, comme on le sait, un certain succès dans cette guerre. » On peut évidemment, a-t-il ajouté, vaincre les puissances polonaises, mais on ne peut pas vaincre les Polonais, les ouvriers et les paysans polonais ».

BERNARD GUETTA.

Deux pilotes polonais ont détourné jeudi 1<sup>er</sup> avril un avion militaire de type Antonov II sur Vienne, et demandé l'asile politique en Autriche. A bord de l'appareil, se trouvaient également leurs épouses, leurs quatre enfants, âgés d'un à quatre ans, et un ami. Le mécanicien de bord a indiqué aux services de sécurité autrichiens qu'il avait été contraint de rester à bord de l'appareil, et il a demandé à rentrer en Pologne. Peu après avoir décollé de Cracovie, où ils participaient à un exercice militaire, les pilotes avaient posé l'appareil dans un champ pour y faire monter leurs familles. (Corresp.)

### L'accord sur le rééchelonnement de la dette polonaise envers les banques occidentales serait signé le 6 avril

L'accord de rééchelonnement de la dette polonaise non garantie de 1981, sera signé mardi 6 avril, au siège de la Dresdner Bank à Francfort, en présence du ministre polonais des finances, M. Marian Krzak, a indiqué jeudi 1<sup>er</sup> avril, le président de l'établissement de crédit ouest-allemand, M. Hans Friederichs.

Au cours d'une conférence de presse dont fait état une dépêche de l'A.F.P., en provenance de Francfort, M. Friederichs a confirmé officiellement que les

Polonais avaient « rempli les conditions » posées par les cinq banques occidentales créancières de Varsovie à la signature de cet accord, c'est-à-dire qu'ils avaient accepté de payer leurs intérêts dus en 1981 sur les crédits non garantis.

L'accord en question devait être conclu le 29 décembre dernier, sous la condition habituelle que les Polonais acquittent la totalité des intérêts sur les 24 milliards de dettes venues à échéance après le 30 mars 1981 et non remboursées. Cette condition n'ayant pas été remplie, la date de la signature fut plusieurs fois reportée. Les facilités de paiement accordées par les banques privées (créditaires des dettes non garanties), ressemblent à celles que les Etats occidentaux ont consenties fin avril pour le montant de la dette non garantie et qui est venue à échéance en 1981 (2,5 milliards de dollars environ). Le remboursement sera étalé sur une longue période (sept à huit ans), avec une franchise pour les quatre premières années.

La question qui se pose est de savoir si la dette venant à échéance en 1982 (plus de 5 milliards de dollars au total) va aussi être consolidée, faute de quoi il suffirait qu'un établissement créancier s'adresse à un tribunal pour que la Pologne risque d'être déclarée officiellement en état de cessation de paiement. Les seize pays créanciers, réunis à Paris le 18 mars, ont, en principe, décidé de ne pas revenir sur la décision qu'ils avaient prise le 14 janvier dernier de suspendre les négociations à ce sujet aussi longtemps que n'apparaîtrait pas un signe de dégel de la situation politique en Pologne. Cependant, les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis, ont plusieurs reprises marqué leur intention d'éviter une mise en faillite ouverte de la Pologne. Traditionnellement, les banques privées attendent que les gouvernements aient défini leur attitude pour négocier avec Varsovie.

Le montant total de la dette polonaise envers les pays occidentaux s'élève à quelque 27 milliards de dollars. Le montant de la dette vis-à-vis du Comecon n'est pas connu.

La dette extérieure de la Pologne en devises convertibles et non convertibles atteindra inévitablement d'ici trois à quatre ans la somme de 40 à 45 milliards de dollars, voire même 50 milliards, estime pour sa part un économiste polonais dans un article que publie, jeudi, le quotidien Rzeczpospolita, organe du gouvernement.

« C'est paradoxal que cela puisse paraître, écrit le commentateur, le rétablissement de notre souveraineté économique ne passe pas par une réduction mais par une augmentation de la dette polonaise. » C'est d'ailleurs, estime-t-il, dans l'intérêt de nos créanciers, bien que certains d'entre eux à l'Ouest, se dissimulent actuellement guider « par des raisons politiques et des émotions plutôt que par un froid calcul ».

(Publié)

## POLOGNE TOUJOURS

La crise économique qui paralyse ce pays ami est loin d'être terminée. Si vous avez à cœur d'aider ce vaillant peuple, ou des Polonais membres de votre famille. Adressez-vous à :

### « TERRES ET PROGRES »

11, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 PARIS

Tél. : 246-72-72 et 824-53-13

## Portugal

### L'immobilisme du gouvernement Balsemao reflète une véritable paralysie des institutions

A l'appel de la C.G.T.P., la centrale syndicale proche du parti communiste, trois colonnes de travailleurs, parties le 28 mars respectivement de Porto dans le nord et d'Evora dans la région de l'Alentejo au sud convergent actuellement vers Lisbonne où leur arrivée, le 3 avril, donnera lieu, espèrent les organisateurs, à une des plus grandes manifestations que le pays ait connues. « Si cela dépendait du parti socialiste, le gouvernement de M. Balsemao

tomberait demain », a d'autre part déclaré M. Mario Soares, leader de cette formation, après un entretien le 28 mars avec le président de la République, le général Eanes. De fait, la position du premier ministre, leader d'une coalition de centre-droit, apparaît de plus en plus fragile. Les forces armées elles-mêmes semblent le tenir de plus en plus en suspicion. Notre correspondant à Lisbonne fait ici le point sur la situation politique et sociale.

De notre correspondant

Lisbonne. — « Si le premier ministre avait un minimum de dignité, il aurait déjà donné sa démission. » Ainsi parle le commandant Vasco Lourenço, membre du conseil de la révolution, l'organe institutionnel de la « révolution aux ciseaux » de 1974. Le 8 mars, ce « capitaine d'avril » a saisi le procureur de la République d'une plainte contre M. Pinto Balsemao, le chef du gouvernement portugais, qu'il accuse d'avoir violé le secret de l'instruction.

L'affaire remonte à octobre dernier lorsque, dans un article publié dans le quotidien Diário de Notícias, le commandant Lourenço s'est insurgé contre « l'insertion » de l'armée dans la vie politique, au sein d'un gouvernement qui avait dénoncé, à la suite de ces déclarations, la police judiciaire avait ouvert une enquête préliminaire et le commandant Lourenço était entendu en tant que témoin.

Le 18 décembre, le premier ministre adressait une lettre au président de la République pour protester contre « certains conseillers de la révolution » qui empêchaient l'application du programme approuvé au Parlement. Comme exemple d'obstruction, M. Balsemao produisait une photocopie des déclarations du commandant Lourenço à la police judiciaire, afin de démontrer que l'officier n'était pas en mesure de confirmer ses accusations.

La réaction du conseiller de la révolution a été violente. « J'étais loin d'imaginer, a-t-il observé, qu'un leader politique pourrait utiliser dans l'exercice des fonctions temporaires de chef de gouvernement, les méthodes les moins admissibles. Tout il se sert, d'ailleurs, très souvent au sein de son parti ».

Cet incident, qui fait couler beaucoup d'encre, n'est pas isolé. La plupart des conseillers de la révolution acceptent, certes, leur futur effacement de la scène politique, après la révision de la Constitution prévue pour juin. Ils ne rechignent pourtant pas leur amertume de laisser une « œuvre inachevée ». Aussi, à l'approche de leur retrait, les signes de mécontentement se multiplient.

Vigoureusement contesté par le secteur progressiste des forces armées, le gouvernement de l'Alliance démocratique (qui figurent le parti démocrate et le centre démocratique et social) subit aussi des attaques systématiques de la part des forces de la gauche syndicale et politique. Jamais, comme pendant ce premier trimestre de l'année 1982, le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier trimestre de l'année 1982. Le Portugal n'a connu autant de grèves. En ce qui concerne les transports, par exemple, des arrêts successifs perturbent la vie de la capitale. Une grève dans l'entreprise nationalisée des tabacs a privé les Portugais de cigarettes pendant le premier



# EUROPE

## Espagne

### LE PROCÈS DES PUTSCHISTES A MADRID

## L'image des principaux accusés a pâli au sein de l'armée

Tandis que le procès des auteurs du putsch manqué de février 1981 se poursuit à Madrid, l'agitation continue au Pays basque. Le quotidien madrilène « El País » vient de révéler qu'un médecin qui avait été enlevé et assassiné par des séparatistes de l'ETA militaire aurait également été torturé par ses ravisseurs. Il s'agit du docteur Ramiro Carasa, chef du service de traumatologie à l'hôpital de la Sécurité sociale de Saint-Sébastien, dont le cadavre a été retrouvé le mardi 30 mars, la tête criblée de balles et le corps couvert d'hématomes.

Selon une première version, le médecin

aurait été assassiné pour avoir refusé de soigner un militant blessé de l'ETA, ce qui ne concorde pas avec son emploi du temps. Un autre médecin basque, le docteur Esteban Muruetagoyena, mort lundi, quatre jours après être sorti des locaux de la garde civile, où il avait été emprisonné pendant neuf jours, fait l'objet d'une polémique. Les milieux indépendants affirment en effet que le médecin est décédé d'un infarctus du myocarde à la suite des tortures qu'il aurait subies. Ils ont décrié une « journée de lutte » pour protester contre cet « assassinat ».

### De notre correspondant

rieux, il ne se sont guère posés la question de savoir s'ils agissaient également en conformité avec la Constitution : les règlements militaires, réformés en 1978, précisent pourtant que l'on ne peut faire état du devoir d'obéissance pour justifier des délits contre la Charte fondamentale.

### Les accusés

#### coordonnent leurs versions

La majorité des accusés ont tenté, dans leurs déclarations, de présenter le général Armada et son « homme de confiance », le commandant Cortina, comme les deux principaux organisateurs du putsch. À travers le premier, c'est le roi — dont le général Armada fut longtemps le précepteur — qu'il s'agit d'atteindre. L'avocat général a souligné toutefois que les imputations faites par plusieurs autres accusés contre son client n'avaient aucune valeur. Certains juristes présents aux audiences s'étonnent d'ailleurs que les accusés cohabitent depuis le début de la phase publique du procès, ce qui leur permet, le cas échéant, d'harmoniser, voire de coordonner leurs versions.

Ce n'est pas seulement le souvenir que les accusés, aidés par les questions suggestives de leurs avocats, ont cherché à mettre en cause. Ils ont voulu aussi donner l'impression que diverses personnalités, civiles et militaires, avaient subi de ruses, qu'eux de se retrouver sur le banc des accusés. Les allusions les plus insistantes visaient le général Juse, commandant à l'époque l'importante division blindée Brunete (qui ne se serait

pas opposé à ce que certaines de ses unités appuient le putsch), le général Aramburu, directeur général de la garde civile (qui n'aurait pas cherché outre mesure à obtenir la reddition de son subordonné, le lieutenant-colonel Tejero) ou encore certains dirigeants de la police nationale, comme les commissaires Ballesteros (1) et Fernandez Dopico (qui, envoyés au Congrès par leurs supérieurs, auraient exprimé à leur arrivée leur soutien aux putschistes).

Cette campagne d'intoxication a fait monter la tension politique dans la capitale espagnole. Après plusieurs semaines de flottement, le président du gouvernement, M. Calvo Sotelo, et les leaders des quatre principaux partis ont réagi en affirmant, chacun séparément, leur appui au roi face à ces tentatives pour l'impliquer dans la conspiration. La formation gouvernementale U.C.D. (Union du Centre démocratique) et l'Alliance populaire (droite), se sont toutefois refusées à une déclaration commune des quatre grands partis, qui était demandée par les communistes.

Le procès devrait durer encore un mois. On pense que la sentence donnera lieu à un recours au tribunal suprême, qui est un organisme civil. La période d'incertitude pour le système démocratique s'en trouvera prolongée d'autant. Dans les milieux militaires fidèles à la Constitution, on relève toutefois un élément positif : le spectacle des accusés se rejetant mutuellement la responsabilité du complot et cherchant à tirer leur épingle du jeu n'a pas contribué à relever leur image au sein de l'armée et a plutôt rebondi l'enthousiasme de leurs sympathisants potentiels.

THIERRY MALINIAK.

## Italie

## L'auteur du faux publié par « l'Unità » a été retrouvé décapité

### Son assistante s'est donnée la mort

#### Correspondance

Rome. — La découverte, le 1<sup>er</sup> avril, à Ottaviano, commune de l'arrière-pays napolitain, du corps décapité du professeur Aldo Semerari, ainsi que le suicide, à Rome, d'une belle dans la tête de ses collaboratrices directes, Maria Fiorella Carrara, ont encore épaissi le mystère entourant « l'affaire Cirillo » qui depuis maintenant quinze jours secoue l'Italie (nos dernières éditions du 2 avril). La presse parle désormais de « giallo » (littéralement le noir) Cirillo où brigades rouges, bandes rivales de la Camorra (mafia napolitaine), hommes des services secrets liés à la très spéciale loge maçonnique P.2, clients de la démocratie chrétienne ont côtoyé, l'un des cerveaux du terrorisme noir. Pourtant, blassé en matière d'intrigues politico-policières à l'extrême, l'opinion en reste stupéfaite.

La macabre mise en scène autour du cadavre d'Aldo Semerari, expert psychiatrique du tribunal de Rome, personnalité de premier plan du néo-fascisme extrême, soupçonné d'être l'un des cerveaux du terrorisme d'extrême droite, est celle d'un crime de Camorra (mafia propre à Naples).

Le lien où le cadavre a été déposé comme par défi, Ottaviano, lieu du « boss » Raffaele Cutolo, le billet laissé près du corps avec la sigle L.P. (Libera Patria), laissent à penser qu'il s'agit probablement d'une vengeance d'un clan rival. Aldo Semerari qui a eu l'occasion de faire l'expertise psychiatrique de Cutolo, ne cachait pas une certaine admiration pour ce chef de bande. Cela ne l'empêchait pas d'avoir des rapports avec ses rivaux, et il semble qu'il se soit justement rendu à Naples pour rencontrer un représentant du clan adverse, celui de Pupetta Matrasa.

Mais quel rôle a joué justement Semerari dans l'affaire Cirillo ? A l'origine de ce scandale, il y avait le paiement d'une rançon de 1 milliard et demi de lire aux Brigades rouges pour la libération d'un conseiller régional démocrate chrétien de Campanie, Cirillo, enlevé le 29 avril 1981. L'intermédiaire entre les « amis » de l'homme politique napolitain et le groupe terroriste a été le

« boss » de la Camorra napolitaine, Raffaele Cutolo, incarcéré à la prison d'Ascoli-Piseno dans les Marches.

Cette affaire avait rebondi, il y a cinq jours, quand Aldo Semerari reconnaît, par une lettre envoyée au quotidien communiste l'Unità être l'auteur du « faux document » publié par ce journal le 18 mars. Se basant sur un prétendu rapport de police, ce journal avait accusé deux démocrates chrétiens, membres du cabinet gouvernemental, MM. Botini et Patriarca, d'avoir été les intermédiaires pour le paiement de la rançon aux Brigades rouges. Les deux personnalités étaient innocentes. À la Chambre, le groupe communiste avait dû présenter des excuses publiques. Le directeur du quotidien avait démissionné. La journaliste auteur du scoop avait été arrêtée (le Monde des 18, 21-22 et 26 mars).

### M. Spadolini devant la Chambre

Une rançon a pourtant bel et bien été payée aux terroristes, comme l'a reconnu lui-même M. Cirillo, amenant le 30 mars sa démission de toutes ses fonctions publiques et politiques.

Elle avait été versée près de la gare de Rome, directement au chef brigadiste « dissident », Semerari, par un « ami » de Cirillo, ce qui laisse penser que, contrairement à ce qui s'était passé pendant l'affaire Moro, les proches de l'homme politique napolitain n'ont pas été soumis à une étroite surveillance de la police. Pourquoi cet étrange laxisme ?

En outre, dans sa prison, Raffaele Cutolo a reçu de nombreuses visites d'hommes des services secrets du SISDE (civil) et du SISMI (militaire), accompagnés même, semble-t-il, de l'un des bras droits du « boss » de la Camorra recherché depuis plusieurs années.

Qui avait cherché à agiter le P.C.I. sur une fausse piste ? Qui

a tué Aldo Semerari, après lui avoir extorqué le texte de cette lettre d'auto-accusation ? Qui cherche à protéger qui et pourquoi ? Interrogés par la commission parlementaire de contrôle des services secrets, les ministres de la justice et de l'intérieur ont répondu que leurs subordonnés ont rencontré Cutolo uniquement pour la recherche d'informations pour leur enquête.

Une telle explication peut se justifier pour le SISDE, mais le service secret militaire n'avait, a priori, aucune raison de s'intéresser directement à l'affaire.

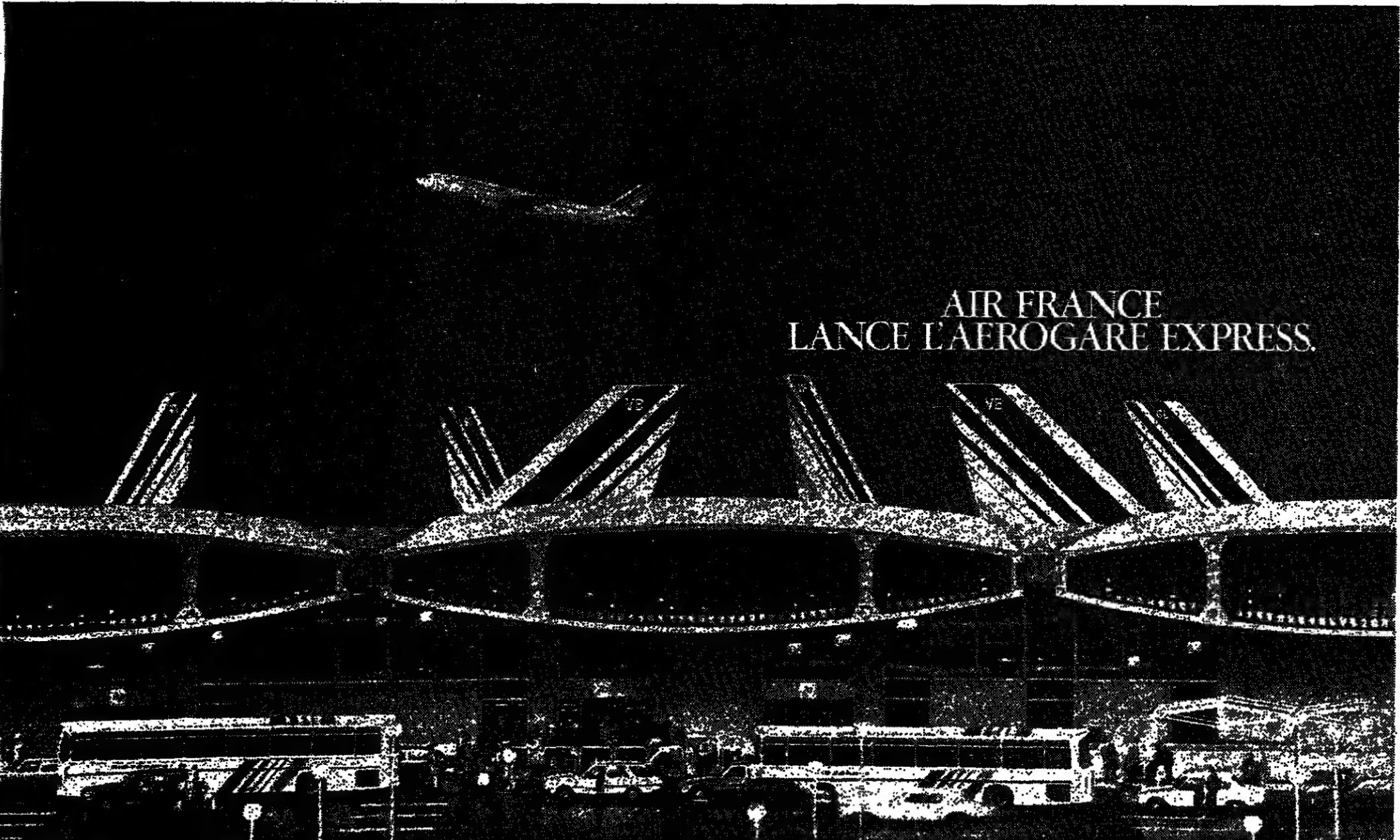
Le président du conseil, M. Spadolini, devrait répondre, ce 2 avril à la chambre des députés, aux interrogations parlementaires sur une affaire qui semble désormais avoir des résonances politiques sur la coalition gouvernementale. Le sous-secrétaire d'Etat à la justice, le socialiste Scarmaci, n'a pas hésité à affirmer que les négociations pour la libération de Cirillo, « ont vu la participation des services secrets liés aux intérêts particuliers de la démocratie chrétienne elle-même ».

MARC SEMO.

## Yougoslavie

### DE NOUVEAUX INCIDENTS ONT EU LIEU AU KOSOVO

Belgrade (A.F.P.). — Des incidents « de grande ampleur » ont eu lieu mercredi soir 31 mars à la cité universitaire de Pristina (capitale de la région de Kosovo, dont la majorité de la population est d'origine albanaise), rapporte le quotidien de Belgrade « Politika ». Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>avril</sup> 1981, de violentes émeutes avaient eu lieu dans cette région. Mercredi, plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés entre 11 h 30 et 13 heures, sur le campus. Ils ont scandé des slogans et ont commencé des « cordons », ajoute « Politika », sans donner plus de précisions. Le service d'ordre les a dispersés par « une action énergique » et a procédé à de nombreuses arrestations.



AIR FRANCE  
LANCE L'AÉROGARE EXPRESS.

Le 28 mars, à Paris, Air France invite le monde entier à découvrir CDG 2, la nouvelle Aérogare Express. Express parce que la distance à parcourir pour vous rendre à votre avion, 70 mètres sur un seul niveau, est parmi les plus

courtes du monde. Express parce que vos bagages sont délivrés très rapidement grâce à un circuit simplifié. Express parce que le temps de correspondance minimum entre 2 vols est de 45 minutes seulement, faisant de

Paris une plaque tournante idéale, où les horaires ont été spécialement étudiés pour vous offrir un maximum de correspondances pratiques. Express parce que les vols en provenance des capitales régionales

arrivent à quelques pas des départs internationaux. Alors, pour votre prochain voyage, voyagez avec nous. CDG 2 est une raison de plus pour choisir Air France.

**AÉROPORT DE PARIS**  
UNE RÉALISATION AIR FRANCE

**AIR FRANCE**  
PARIS CHARLES DE GAULLE AÉROGARE 2

De Spadovany

de Van Klee... m... en... Patrick G...  
et... réalisation... la... Théâtre Médical

protéger le cinéma...  
l'ingénierie absolue des produits...  
américains. Mais il a eu des consé-  
quences néfastes, qui ne peuvent  
être ignorées : les exploitants ind-

quelqu'un comme M...  
cinéma « 14-Juillet », MK-2 Diffu-  
sion) ne peut qu'appeler à l'au-  
jourd'hui la volonté d'ou-

S'il y a séparation du GIE  
Gascogne-Patrimoine (son...  
Gascogne-Patrimoine, le...  
Gascogne-Patrimoine, le...

les bouleversements technologiques...  
CLAIRE DEVARRIEUX



Le Monde

# politique

## L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DE PRINTEMPS

### Le résultat des élections cantonales conforte l'opposition dans sa stratégie de cohésion

Les députés de la majorité et de l'opposition, qui se retrouvent ce vendredi 3 avril pour l'ouverture de la session parlementaire de printemps, auront en mémoire deux sortes de souvenirs : le revers électoral subi par la gauche lors des élections cantonales et le climat conflictuel de la dernière session d'automne. Tout en se gardant d'en tirer des conclusions abusives quant à la légitimité du pouvoir exercé par la gauche, les représentants des groupes R.P.R. et U.D.F. ne manquent pas de faire valoir que, au vu des résultats des scrutins des 14 et 21 mars, la gauche est minoritaire dans le pays.

Cette affirmation ne contribue pas à améliorer l'ambiance des travaux parlementaires d'autant que, même si elle se refuse, dans l'immédiat, à censurer le gouvernement, l'opposition est, plus que jamais, décidée à ne pas faciliter la traduction législative de la politique de changement pour laquelle la gauche a été élue. Ce en quoi elle reste dans son rôle. Si, à l'ouverture de la septième législature, les dirigeants de l'U.D.F. (du moins certains d'entre eux) étaient enclins à une relative modération dans leur nouvelle situation d'opposants, consistant à ne condamner que sélectivement les projets gouvernementaux, voire à appuyer certains d'entre eux, ils ont rapidement adopté la ligne du R.P.R., celle d'un refus en bloc et sans appel des initiatives de la gauche. La « bourse » du vote, en première lecture, du projet de décentralisation, qui avait révélé l'abstention volontaire des députés C.D.S., est demeurée isolée.

Aujourd'hui, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., et M. Jean-Claude Gaudin, son homologue du groupe U.D.F., se félicitent de la cohésion et de l'émulation dont ont fait preuve les élus de leurs formations res-

pectives au cours de la session d'automne. Ils sont conduits à constater que cette unité — sans doute conjoncturelle, mais essentielle en la compte aux relations inter-majoritaires de la période précédant l'élection présidentielle — a joué un rôle non négligeable dans leurs succès électoraux du mois de mars. M. Gaudin pense que l'opposition a exactement répondu à l'attente de son électorat, en faisant valoir la justification d'une stratégie qu'il n'y a aucune raison de modifier. Le député des Hauts-de-Seine demeure un fervent partisan de l'action « unitaire » pour « sanctionner le gouvernement ». Cette attitude prévaudra donc durant les quatre mois de travaux parlementaires qui attendent les députés.

À terme, pourtant, la cohésion de l'opposition peut se trouver ébranlée. Pousée à l'extrême, elle est, en effet, la négation des spécificités. Les gaullistes n'entendent pas être assimilés à des « centristes » et, par conséquent, M. Giscard d'Estaing ne s'est pas privé de souligner, dans une interview récente (le Monde daté 29 mars), qu'il n'a, à la tête de l'opposition, deux formations politiques, dont l'une — le R.P.R. — est traditionnellement nettement plus conservatrice que l'autre. Il s'agit de la gauche, qui, dans les nationalisations et, dans une moindre mesure, la décentralisation, les électeurs de l'opposition auraient éprouvé quelques difficultés à discerner, parmi leurs porte-parole, lesquels se réclamaient du R.P.R. plutôt que de l'U.D.F. et vice versa. C'est pour remédier à ce risque d'effacement de leur originalité propre que les partis d'opposition mènent un combat séparé à l'occasion des élections régionales et européennes.

M. Labbé ne méconnaît pas un autre risque. Après son échec du

10 mai, M. Giscard d'Estaing avait adopté un « profil bas », se mettant en réserve pour des temps meilleurs. Mais l'ancien président de la République a effectué une sorte de rentrée politique à l'occasion des élections cantonales et son groupe de travail le « conseil pour l'avenir de la France », organisé autour d'une idée directrice (« Réflexions de la gauche »), qui n'est pas précisément celle de laisser encore très longtemps à M. Giscard d'Estaing le rôle de « conseiller », estime avoir déjà suffisamment contribué à l'histoire de son pays. Il est donc possible, pense M. Labbé, que le jour où le groupe U.D.F. recevra directement et ostensiblement des « impulsions » de M. Giscard d'Estaing, les relations entre les deux formations changent de nature.

Cette évolution est d'autant plus indésirable que les responsables de l'U.D.F. ne peuvent se permettre de laisser encore trop longtemps M. Jacques Chirac apparaître comme le seul leader de la droite, à la fois pour l'élection présidentielle et pour les élections régionales. M. Giscard d'Estaing, qui a fait de la mesure de son rôle de conseiller, dans une interview récente (le Monde daté 29 mars), qu'il n'a, à la tête de l'opposition, deux formations politiques, dont l'une — le R.P.R. — est traditionnellement nettement plus conservatrice que l'autre. Il s'agit de la gauche, qui, dans les nationalisations et, dans une moindre mesure, la décentralisation, les électeurs de l'opposition auraient éprouvé quelques difficultés à discerner, parmi leurs porte-parole, lesquels se réclamaient du R.P.R. plutôt que de l'U.D.F. et vice versa. C'est pour remédier à ce risque d'effacement de leur originalité propre que les partis d'opposition mènent un combat séparé à l'occasion des élections régionales et européennes.

M. Labbé ne méconnaît pas un autre risque. Après son échec du

10 mai, M. Giscard d'Estaing avait adopté un « profil bas », se mettant en réserve pour des temps meilleurs. Mais l'ancien président de la République a effectué une sorte de rentrée politique à l'occasion des élections cantonales et son groupe de travail le « conseil pour l'avenir de la France », organisé autour d'une idée directrice (« Réflexions de la gauche »), qui n'est pas précisément celle de laisser encore très longtemps à M. Giscard d'Estaing le rôle de « conseiller », estime avoir déjà suffisamment contribué à l'histoire de son pays. Il est donc possible, pense M. Labbé, que le jour où le groupe U.D.F. recevra directement et ostensiblement des « impulsions » de M. Giscard d'Estaing, les relations entre les deux formations changent de nature.

Cette évolution est d'autant plus indésirable que les responsables de l'U.D.F. ne peuvent se permettre de laisser encore trop longtemps M. Jacques Chirac apparaître comme le seul leader de la droite, à la fois pour l'élection présidentielle et pour les élections régionales. M. Giscard d'Estaing, qui a fait de la mesure de son rôle de conseiller, dans une interview récente (le Monde daté 29 mars), qu'il n'a, à la tête de l'opposition, deux formations politiques, dont l'une — le R.P.R. — est traditionnellement nettement plus conservatrice que l'autre. Il s'agit de la gauche, qui, dans les nationalisations et, dans une moindre mesure, la décentralisation, les électeurs de l'opposition auraient éprouvé quelques difficultés à discerner, parmi leurs porte-parole, lesquels se réclamaient du R.P.R. plutôt que de l'U.D.F. et vice versa. C'est pour remédier à ce risque d'effacement de leur originalité propre que les partis d'opposition mènent un combat séparé à l'occasion des élections régionales et européennes.

M. Labbé ne méconnaît pas un autre risque. Après son échec du

### Le programme des travaux

La session parlementaire ordinaire de printemps, qui s'ouvre ce vendredi 3 avril et qui sera prolongée par une session extraordinaire pendant tout ou partie du mois de juillet, sera notamment consacrée aux projets de loi relatifs à la réforme de l'audiovisuel, au transfert des compétences de l'État aux collectivités locales et aux droits nouveaux des travailleurs.

À l'Assemblée nationale, la séance de vendredi devrait être limitée au renouvellement du bureau qui comprend, outre le président de l'Assemblée, M. Louis Merinas — élu pour la durée de la législature — six vice-présidents, trois questeurs et deux secrétaires. M. Merinas devait prendre la parole et le premier ministre, M. Pierre Mauroy, lui répondra brièvement.

Mardi 6 avril, les six commissions permanentes se réuniront pour procéder à l'élection de leur bureau et les membres de la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée seront nommés. Le même jour, la conférence des présidents se réunira pour fixer le calendrier des premiers jours de travail législatif. Cependant, et bien que la maîtrise de l'ordre du jour ordinaire appartienne au législatif et non à l'exécutif, un programme de travail indicatif a été préparé par le gouvernement.

Selon celui-ci, les travaux parlementaires pourraient se succéder, à l'Assemblée nationale, de la manière suivante :

Mardi 6 avril : projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 ; projet portant règlement définitif du budget de 1980 ; projet portant création d'un régime d'épargne populaire.

Mercredi 7 : questions au gouvernement ; suite de l'ordre du jour de la veille ; projet modifiant l'article 7 du statut de la fonction publique (suite de la veille) ; première lecture par le Sénat et dont l'objet est de limiter le nombre de corps de fonctionnaires dérogant à la règle de l'égalité des sexes ; projet relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger.

Jeudi 8 : projet de ratification du protocole international relatif à l'adhésion de l'Espagne au traité de l'Atlantique-Nord ; projet relatif aux conjoints d'artistes et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale ; projet relatif au contentieux franco-guinéen.

Vendredi 9 : événementiellement, suite de l'ordre du jour de la veille ; questions orales sans débat.

Mardi 12 : deuxième lecture du projet portant modification de certaines dispositions du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes ; p. o. j. e. portant suppression d'indemnités pécuniaires des forces armées (T.F.A.) en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire.

Mercredi 14 : questions au gouvernement ; suite de l'ordre du jour de la veille ; projet de loi sur la réforme des prestations familiales ; projet relatif au délit d'adultère.

Vendredi 16 : questions orales sans débat ; fin de la réforme des prestations familiales.

Mardi 20 : projet portant statut de société coopérative de banque ;

### M. JOSY MOINET QUITTE LE M.R.G.

M. Josy Moynet, sénateur de la Charente-Maritime, a annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, sa décision de quitter le Mouvement des radicaux de gauche. M. Moynet, qui vient de perdre au profit du P.S. la présidence du conseil général de la Charente-Maritime, a constaté qu'après l'échec de la gauche aux élections cantonales, le M.R.G. ne saurait plus se confirmer son lent et inévitable effacement, conséquence logique de son incapacité à affirmer la présence et l'originalité d'un courant radical dans la gauche.

Estimant que « la faute par le nombre, le M.R.G. aurait pu, s'il en avait eu la volonté, faire entendre sa voix avec plus de force et plus de liberté », M. Moynet observe : « Les radicaux de gauche ont préféré au niveau national pratiquer l'auto-censure et renoncer dans les faits à exercer le droit à la différence qui n'est autre que la liberté de défendre ses idées contre celles des autres. »

Après avoir renoué sa confiance au président de la République, M. Moynet explique : « Parce que je doute de la volonté et de la capacité de la direction nationale du M.R.G. d'affirmer la présence radicale autrement que dans les mots, je choisis de mener le combat de la gauche humaniste et réaliste en dehors du M.R.G. aux côtés de ses militants et de ses élus qui partagent ma conviction. »

La décision de M. Moynet — qui reste membre de la gauche démocratique — entraîne son départ de la « formation des sénateurs radicaux de gauche rattachés administrativement au groupe de la gauche démocratique ». Cette formation ne comptant désormais plus que deux membres, l'adhésion de certains dirigeants du M.R.G. à la construction d'un groupe autonome au Sénat (ce qui n'est possible qu'avec la participation de quinze sénateurs) semble s'éloigner. Même si la demande de M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne, de réintégrer le M.R.G., est satisfaisante.

LAURENT ZECCHINI.

### La séance du vendredi

Enfin, l'opposition serait sans doute plus facilement prête à accepter certaines de ces propositions si la possibilité lui était offerte de constituer — de droit — une commission d'enquête parlementaire sur un sujet qu'elle choisirait elle-même.

Ces propositions n'étaient actuellement que du seul groupe socialiste. De ce petit groupe d'experts est chargé d'élaborer une « tolérance » du règlement de l'Assemblée nationale. L'Hotel Matignon lui a déjà refusé, mais se garde, pour le moment, d'émettre un avis. M. Merinas devait, prudemment, faire quelques suggestions vendredi après-midi. Le président de l'Assemblée nationale souhaite avant tout que les députés puissent travailler mieux et plus dans un temps plus court. Si l'opposition répond favorablement à ce vœu, une forme de règlement pourrait s'élaborer rapidement. Dans le cas contraire, cette initiative risque fort d'être la préface à de nouveaux affrontements entre majorité et opposition, et de ne jamais voir le jour. Sauf si elle est imposée par une majorité.

LAURENT ZECCHINI.

### Une réforme du règlement

Dans quel esprit les députés socialistes abordent-ils, de leur côté, cette session parlementaire ? L'ancien ministre, M. Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, n'avait pas tort en affirmant (le Monde du 2 avril) que le résultat des élections cantonales a été « une victoire de la gauche ». L'échec de la gauche, en effet, est bénéfique pour l'attitude de députés socialistes, qui, à l'automne dernier, avaient trop tendance, en raison de leur très large supériorité numérique, à mésestimer les capacités de réaction des députés R.P.R. et U.D.F.

Parallèlement, cet échec a fortifié leur détermination à ne pas laisser l'opposition retarder l'application des réformes. C'est-à-dire, à l'Assemblée nationale, l'adoption des projets gouvernementaux. En janvier et février dernier, nombre de députés socialistes et communistes se sont exaspérés de ce qu'ils ont jugé être les « manœuvres d'obstruction » des élus de la minorité, qui ont réclamé l'élaboration de procédures permettant d'accélérer le travail législatif.

De façon plus directe, M. Merinas, président de l'Assemblée nationale, avait parlé, à la fin de la session extraordinaire de février, de la nécessité de « limiter un nombre abusif d'amendements ». Envisagée sous cette forme, une réforme du règlement de l'Assemblée nationale ne pouvait que rencontrer une vive hostilité de la part de l'opposition, qui craignait que l'on portât atteinte au droit constitutionnel d'amendements. Depuis les passions sont un peu calmées. Mais, dans l'Assemblée, il devait prononcer vendredi après-

### UNE ENQUÊTE SUR L'IMAGE DES DÉPUTÉS P.S.

31 % des personnes interrogées considèrent que la majorité socialiste ne respecte qu'« en partie » les droits de la minorité

M. Pierre Jose, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a rendu compte, jeudi 1<sup>er</sup> avril, des résultats d'une enquête commandée à l'IFOP sur l'image des députés socialistes. Cette enquête a été réalisée du 12 au 23 mars auprès d'un échantillon national représentatif des électeurs inscrits dans les circonscriptions dont l'un est un député socialiste. Mille cent cinquante

interviews ont été effectuées. Ces résultats sont les suivants : 62 % des personnes interrogées déclarent que c'est le parti socialiste qui a eu « la participation la plus satisfaisante de la dernière législature depuis 1958 », contre 7 % pour le R.P.R., 3 % pour le P.C. et 1 % pour l'U.D.F. 51 % se déclarent très satisfaites ou plutôt satisfaites de la manière dont les députés socialistes jouent leur rôle à l'Assemblée, contre 29 % plutôt mécontentes ou très mécontentes. Pour les autres groupes politiques, les chiffres sont les suivants : députés R.P.R. : 32 % satisfaites, 37 % mécontentes ; U.D.F. : 27 % satisfaites, 37 % mécontentes ; P.C. : 31 % satisfaites, 40 % mécontentes ; 42 % des électeurs communistes se déclarent plutôt satisfaits des députés socialistes et 20 % de ces mêmes électeurs sont plutôt mécontents.

### LES DÉPUTÉS SOCIALISTES DÉBATTENT DU PROJET DE LOI SUR L'AUDIOVISUEL

Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Jean Auroux, ministre du travail, ont été entendus, jeudi 2<sup>er</sup> avril, par les députés et une délégation de sénateurs socialistes réunis à l'Assemblée nationale pour leurs journées parlementaires.

Dans une atmosphère qualifiée de « studieuse » par M. Claude Estier (Paris), porte-parole du groupe, M. Auroux a commenté les quatre textes sur les droits des travailleurs qu'il défendra prochainement devant l'Assemblée nationale. Le ministre du travail estime nécessaire de « fixer une nouvelle règle du jeu qui ne soit plus remise en cause par les relations entre patrons et travailleurs dans l'entreprise, nous étions jusqu'à présent une sorte de code de protection des travailleurs dans l'entreprise. Nous voulons en faire un code de démocratie économique », a-t-il dit.

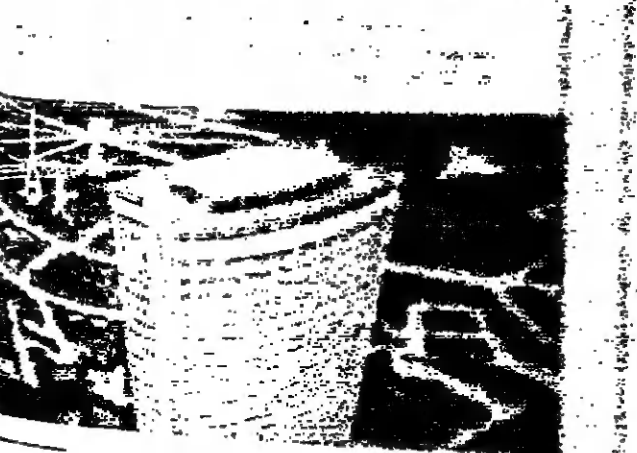
Pour sa part, Mme Nicole Questiaux a estimé que « l'effort considérable » réalisé afin d'améliorer les prestations sociales « n'est pas toujours bien connu ». Mme Questiaux a remarqué que les députés socialistes sont soucieux de ne pas discuter les lois sociales « par petits bouts ». Elle les a assurés de son accord pour obtenir du gouvernement qu'il leur présente un projet global.

Vendredi 2 avril, les députés socialistes devaient débattre, en présence de M. Georges Fillard, ministre de la communication, du projet de loi sur l'audiovisuel, puis entendre M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Pour sa part, M. Pierre Mauroy devait être entendu par le bureau du groupe en fin d'après-midi.

RECTIFICATIF. — Nous avons indiqué par erreur, dans nos éditions de vendredi 2 avril, que M. Hubert Gouze, député socialiste du Tarn-et-Garonne, avait été élu vice-président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il s'agit, en fait, de M. Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne).

Le Comité d'Etudes est invité à participer à la direction de l'U.D.F.

Tour Montparnasse l'autre sommet de Paris



Le Monde

le nouvel an percé la maison de l'iran offre

— 40 %

La maison de l'iran

65-67, Champs-Élysées, 75008 Paris



## M. Giscard d'Estaing est invité à participer à la direction de l'U.D.F.

L'U.D.F. a décidé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, d'inviter M. Giscard d'Estaing à participer aux réunions hebdomadaires de son bureau politique. Ainsi en quelques mots, celui qui avait été le grand battu du 10 mai, celui sans lequel il fallait apprendre à vivre, celui, dont on se félicitait ensuite qu'il n'aurait pas été élu, se voit proposer de revenir comme acteur au sein du mouvement créé en 1978 pour le soutenir.

En se présentant aux élections cantonales, M. Giscard d'Estaing n'était effrayé de donner à son retour à la vie publique un caractère de simplicité. Simplicité qu'avaient soulignée de nombreuses personnalités de l'opposition, notamment M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., qui déclarait, le 25 février : « C'est bien courageux et sympathique de ne pas jouer au grand seigneur et d'aller à la base. »

C'est donc une démarche « toute naturelle », comme on se plaît à le remarquer au bureau politique de l'U.D.F., que celle qui consiste à réintégrer au sein d'un mouvement celui qui en fut l'inspirateur et c'est tout. « J'ai été dehors par les événements ».

Cette démarche intervient toutefois à un moment où l'U.D.F., après les élections cantonales, se sent renforcée et estime avoir fait la preuve qu'elle peut exister par elle-même. Elle intervient à un moment où M. Lecanuet, que l'on disait menacé en Seine-Maritime, voit réaffirmée son autorité. L'U.D.F. existe. Elle a encore pour dix-huit mois un chef, M. Lecanuet. Le retour en son sein de

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## Une élection sénatoriale partielle

### COMPÉTITION DANS LA MANCHE ENTRE U.D.F. ET R.P.R.

De notre correspondant

Charbourg. — Si, dans la Manche, l'opposition est assaillie de conserver le siège de sénateur vacant depuis le décès d'Auguste Coussin (C.N.P.), maire et conseiller général de Saint-Sauveur-le-Vicomte, ses différentes tendances n'ont pu s'entendre avant l'élection sénatoriale partielle du 4 avril.

Président du conseil général, sénateur, M. Léon Jossau-Marguier (C.N.P.), qui vient d'être élu à la présidence du conseil régional de Basse-Normandie, aurait souhaité qu'on le voie siéger au Sénat.

M. Henri Baudouin (U.D.F.-P.R.), député de la troisième circonscription de la Manche, cette solution aurait eu pour conséquence de faire siéger à l'Assemblée nationale le suppléant de M. Baudouin, qui est M. Jean-François Legrand, conseiller général R.P.R. de Lessay.

Ce compromis politique a été décliné par la candidature annoncée très tôt du deuxième homme fort du sud de la Manche, le vice-président départemental du R.P.R., M. Pierre Aguilon, qui a jugé — sans doute — que son parti n'aurait pas à faire un tel cadeau au R.P.R. Face à cette ambition, les gaullistes ont donc décidé de présenter M. Legrand aux suffrages des grands électeurs du département.

Un tel jugement fait comprendre que certains parlent d'un simple « stratagème » offert à M. Giscard d'Estaing.

Il s'agit de MM. Fernand Le Rachet, conseiller général de Canisy, qui se présente comme candidat antipolitique de ce scrutin politique, Georges Patome, conseiller général et maire de Tourville (P.R.), président de la communauté urbaine de Cherbourg, et Georges Regnaud, vice-président de la communauté urbaine de Cherbourg, secrétaire de la fédération de la Manche du P.C.

Conseiller général de Brécourt, M. Aguilon, cinquante-six ans, qui avait affirmé sans succès M. René Bist (app. R.P.R.) à l'élection des députés de 1978 et de 1979, est un ancien magistrat qui a fait partie des cabinets de MM. Pompidou, Bonnet et d'Ornano lorsqu'ils étaient ministres. M. Legrand, quarante ans, vétérinaire, est le président départemental du R.P.R. Il aura pour suppléant le président gaulliste de la chambre des métiers de la Manche, M. Leprieux.

RENE MOIRAND.

## LE CONTENTIEUX DES CANTONALES

LOIRET. — A Orléans, le maire, M. Jacques Doufflaques (U.D.F.-P.R.), vient de retirer ses déclarations à l'un de ses adjoints, M. Jean Grosbois (radical). Il lui reproche d'avoir favorisé dans le canton d'Orléans-Saint-Marc, l'élection de M. Michel de La Fourrière, membre du secrétariat national du P.S., que M. Doufflaques considère comme son principal adversaire aux prochaines municipales. M. Grosbois, ancien conseiller général, qui au premier tour, avait recueilli 8,74 % des suffrages exprimés, ne s'était pas déstabilisé pour le conseiller général sortant. Également adjoint de M. Doufflaques, M. Chabot, arrivé en tête du ballottage, il avait demandé à ses électeurs de voter « pour le soutien du changement » dans les collectivités locales. M. Chabot (mod.), battu de 125 voix par M. de La Fourrière, a déposé un recours en annulation (le Monde du 31 mars).

— (Corresp.)

AIN. — Dans le canton de Bourg-en-Bresse-Est, M. Daniel Veyron (P.R.), devancé d'une voix sur 588 suffrages exprimés par Mme Françoise Comvert (R.P.R.), a déposé un recours en annulation. Il fonde sa demande sur quatre irrégularités consignées au procès-verbal. — (Corresp.)

## VISITE PANORAMIQUE

### Tour Montparnasse L'autre sommet de Paris

Belvédère - Terrasse - Bar - Boutique.  
Toujours ouvert enfants - familles - étudiants - groupes.  
Tous les jours de 9 h 30 à 23 h 30 - Tél. 538.52.56



Le Monde tient à la disposition de ses lecteurs les résultats des deux tours des élections cantonales publiés dans les numéros datés 16 et 23 mars 1982.

Prix : 3 F (+ frais d'envoi)

S'adresser au journal Le Monde

Vente au numéro

5, rue des Beaux-Arts - 75427 PARIS Cedex 09

Jusqu'au 5 avril

pour le nouvel an perse la maison de l'Iran offre

— 40 %

sur sa superbe collection de tapis rares

la maison de l'Iran

65-67, Champs-Élysées, 75008 Paris  
25, promenade des Anglais, Nice

## BE BRITISH!

PAQUES/ETE 82

VACANCES LINGUISTIQUES EN GRANDE-BRETAGNE

1- SEJOURS EN FAMILLE

Jour de 12 à 16 ans

2- STAGES INTENSIFS

EN RESIDENCES

plus de 18 ans et adultes

13, rue de Valenciennes, 75007 Paris

FOL 544.62.28

Non

Prénom

Adresse

Classez les séjours par ordre de préférence

Chèque 100 F

DU SAMEDI 3 AVRIL AU SAMEDI 10 AVRIL

L'affaire Fourrure de votre VIE!.

# GRANDE BRADERIE ANNUELLE

DES FOURRURES DU NORD

PENDANT CETTE VENTE Les "AVANTAGES FOURRURES DU NORD"

■ CREDIT GRATUIT 9 MOIS  
■ GARDE ET ASSURANCE GRATUITES etc...

MANTEAUX	PRIX	Braderie
Opossum	4250 F	1850 F
Chevrette, gris, marron	3250 F	1850 F
Astrakan pleine peau	4850 F	2750 F
Marmotte	6750 F	3450 F
Wiesel	6850 F	3750 F
Patte de Renard roux	4950 F	2750 F
Ragondin	5750 F	3750 F
Lapin-Casterotte	2450 F	1350 F
Rat d'Amérique (fiancé)	5750 F	3850 F
Castor	11750 F	6750 F
Vison dark	17850 F	11750 F
Vison pastel	22850 F	16850 F
Queue de Vison	8750 F	5350 F
Patte de Marmotte	5250 F	2750 F
Patte d'Astrakan	2650 F	1350 F
Lapin	1150 F	570 F
Patte Guano	4850 F	2750 F
Rat d'Amérique	6350 F	3350 F
Chat d'Asie	2750 F	1450 F
Patchwork d'Opossum	3450 F	1750 F

VESTES	PRIX	Braderie
Renard-bleu	3250 F	1850 F
Chacal	2350 F	980 F
Bleuon-Patchwork Marmotte	2850 F	1650 F
Chat d'Asie	1450 F	650 F
Renard-Lynx (morceaux)	4250 F	2350 F
Coyote	5850 F	3250 F
Vison et cuir	5850 F	3350 F
Astrakan	3250 F	1850 F
Astrakan Swakara	4750 F	2450 F
Marmotte	9350 F	4650 F
Renard d'Argentine	2750 F	1350 F
Agneau Toscane	2850 F	1350 F
Agneau Béarn	1450 F	850 F
Blouson moutonne intérieur lapin	435 F	230 F
Mouton champagne	1150 F	650 F
3/4 Mouton doré	2150 F	1150 F
Lapin	950 F	480 F

PELISSES	PRIX	Braderie
Intérieur Lapin (morceaux)	1850 F	850 F
Intérieur Lapin-Casterotte	2650 F	1350 F
Intérieur Casterotte, col Ragondin	3750 F	1950 F

115, 117, 119 rue La Fayette PARIS 10<sup>e</sup>  
100 Av. Paul Doumer PARIS 16<sup>e</sup>  
PRES GARE DU NORD ANGLE RUE DU POUME  
MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H  
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

De... Patrick Guiraud

protège le... produits américains... ne peuvent que s'accroître... les exploitants ind-

quelqu'un... MK-2 Diffusion... ne peut qu'applaudir au... jour lui la volonté d'...

S'il y a séparation... Gaudon-Patrick... le m... le...

les bouleversements technologiques... CLAIRE DEVARIEUX.



173

W  
L



# GALERIES LAFAYETTE

Avec la participation de l'Institut Italien pour le Commerce Extérieur

## VISAGES DE L'ITALIE

AVRIL À L'ITALIENNE.

Du 2 au 30 avril, les Galeries Lafayette fêtent l'Italie ! Des expositions, des rétrospectives, des spectacles... et des milliers de produits "made in Italy", mis en avant dans tous les rayons du magasin : meubles, objets de décoration, art de la table... Quant au chic italien, encore un autre visage de l'Italie, il a bien sûr sa place d'honneur : toute la mode, l'élégance et le raffinement italiens sont au rendez-vous au cœur de Paris, aux Galeries Lafayette !

CHEFS-D'ŒUVRES D'HIER.

Les Galeries Lafayette ont tenu à rendre hommage au riche et célèbre passé artistique de l'Italie, et vous offrent à ce titre une manifestation unique : une exposition de statues originales des musées du Capitole représentant 17 bustes de femmes, ainsi qu'une remarquable collection d'objets féminins (bijoux, peignes, coffrets)... datant du 2<sup>e</sup> siècle av. J.-C., jusqu'au 5<sup>e</sup> siècle après J.-C. A signaler également la reconstitution de 10 machines exécutées d'après des dessins de Léonard de Vinci : une machine volante, ancêtre de l'hélicoptère, un ascenseur...

CHEFS-D'ŒUVRES D'AUJOURD'HUI.

Les siècles ont passé... mais aujourd'hui encore on retrouve beaucoup de noms italiens parmi "les grands" de l'ameublement et de la décoration. Leurs plus belles créations "20 ans de créations italiennes" vous attendent au 4<sup>e</sup> étage du magasin : des meubles, des tables en marbre, une boutique signée Castelli, des meubles peints florentins, des lampes de tous styles... et tous ces "chefs-d'œuvres" peuvent être achetés ou commandés sur place. A découvrir également, les plus belles pièces du musée de Venini et les sculptures de Claudio Trevi.

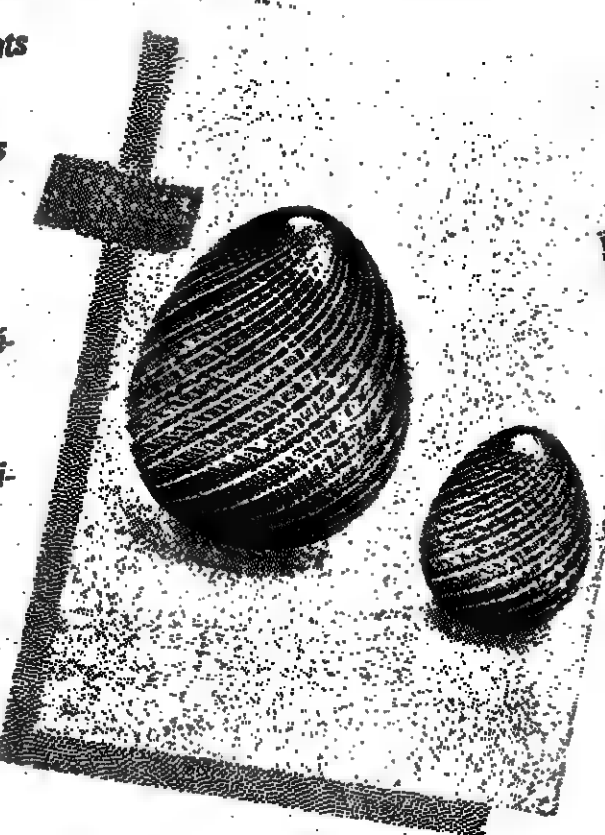
LA DOLCE VITA.

La Dolce Vita aux Galeries Lafayette, ce sont : des représentations de Comedia dell'arte, une rétrospective de danses et de chants populaires, une reconstitution sur place de mosaïques de Ravenne... et au sous-sol du magasin, sur 400 m<sup>2</sup> : charcuterie, fromages, vins, anti-pasti... tout, tout, tout sur la cuisine italienne ! Alors vous aussi, venez vivre à l'heure italienne !

DU 2 AU 30 AVRIL

Galeries Lafayette

HAUSSMANN



PHOTOGRAPHES  
V. 6008

de Spontini

de Van Houten, d'après un dessin de Patrick Guinand  
et de l'association avec la Jeune Théâtre National

protéger la "batterie" humaine  
l'ingénierie absolue des produits  
américains, mais il a eu des consé-  
quences néfastes, qui ne peuvent  
être réparées : les exploitants indé-

quelqu'un comme Alain Kervin, né  
le 14-Juillet, M. Diffu-  
sion), se peut qu'apparaître sur  
aujourd'hui la volonté d'ouvrir

S'il y a séparation du GIE  
Gaspard-Péris (on coupe l'arbitrage  
d'après les principes de la loi sur le

les bouleversements technologiques  
CLAIRE DEVARREUX



## SPORTS

## Borg joue les qualifications du Tournoi de Monte-Carlo

Le Suédois Björn Borg devait disputer, ce vendredi 2 avril, les qualifications du tournoi de Monte-Carlo avec trente et un autres demi-solde du Grand Prix. Après cinq mois de repos, le champion aux records tennistiques les plus prestigieux est accueilli par les nouvelles règles du tennis professionnel de

[illegible]

faire sa rentrée par la porte de service. Voilà bien une des absurdités où « même le tourbillon de passion et d'intérêts qui balait sans cesse le tennis ! Toutefois, la véritable question est maintenant de savoir à quel niveau on se situe l'ancien champion du monde.

## Une star à l'essai

Tout en contraire, le coureur professionnel s'est mis, lui aussi, à travailler. En cela, il rappelle les gardes (Jouret invité par les organisateurs), désormais réservés aux professionnels engagés dans les tournois professionnels. Mais, à la différence de ces derniers, les gardes « ont atteint leur point de rupture. Professionnel pragmatique, Borg s'est contenté de faire quelques tournois. En clair, il ne veut bien vouloir jouer les qualifications de Monte-Carlo (ville où il a son domicile), mais il ne veut pas donner son nom pour qui concerne les tournois du grand chelem. Roland-Gerros et Wimbledon en particulier. Quant à la dernière, il ne veut pas finir par les organisateurs. Ceux de Wimbledon ont évité de surcroît le ridicule en leur quintuple victoire en éliminant les favoris de papier ou se dévoue le pré-tournoi — et s'emploient activement à contourner la réglementation. Mais Borg n'en est pas encore là.

Pour l'heure, il doit tenter de convaincre les supporters et lui-même qu'il peut continuer à jouer.

## La règle des dix tournois

Ainsi s'est-il terminé que les  
 instances tennisistes s'ingénient  
 à lui compliquer la tâche en lui  
 imposant la règle commune des  
 six tournois de Paris dans laquelle  
 ou bien les fournes caducues  
 qualifications. Outre les événe-  
 ments du grand chelem, le Sué-  
 dais ne souhaite pas s'aligner  
 dans plus de sept tournois  
 car il ne lui aucune appa-  
 rence de le circuit  
 (W.C.T.) de Lamar Hunt, il trouve  
 inacceptable lui la faire  
 à la fois faire la part  
 d'un vulgaire figurant.  
 Certes, il n'avait pas protesté  
 contre la décision de la fédération  
 mais il pensait qu'un

les ténors Connors, Vitas, Lendl et  
 les barytons Pecci, Cieri, McNa-  
 mán, Fautsch et Flach vont aussi  
 donner de la voix.

**ALAIN GIROUD.**

(2) *Portrait de Pierre de France*  
 dans le journal d'avril.

**FOOTBALL. — Vainqueur du**  
**Paris Football Club par 3 à 0.**  
 le 11 mars au Parc des Princes  
 se sont déroulés les deux der-  
 nières rencontres de la Coupe  
 d'honneur de France de deuxième  
 division. Toulouse possède  
 désormais deux points d'avance  
 sur l'honno, son principal  
 adversaire en la course en pre-  
 mière division.

**ALAIN GIRAUDO.**

(2) [redacted] de [redacted] de [redacted]  
dans le numéro d'avril.

**FOOTBALL.** — Vainqueur du Paris Football Club par 3 à 0, le 31 mars au Parc des Princes en match en retard du championnat de France de deuxième division, Toulouse possède désormais deux points d'avance sur Thonon, son principal rival pour la montée en première division.

## DÉFENSE

**L'armée de terre demande à ses vingt mille officiers de participer à une campagne d'information sur le métier militaire**

Devant des officiers réunis au centre des opérations de terre, le ministre de la Guerre, le général Jean Delamain, chef d'état-major de l'armée de terre, a lancé, récemment, une campagne d'officiers. Il s'agit de recruter, en annonçant la distribution, à six vingt mille cadres, d'un *cadre-mecum* d'une quarantaine de pages destiné à « scribouler, détecter et orienter les candidats officiers ».

Constatant, comme l'a fait remarquer le général André Schar, « que les officiers et les professions (ONISRF) » ont de publier une brochure d'environ cinquante pages sur les carrières de l'armée de terre, le chef d'état-major a demandé à ses officiers — des grades de lieutenant et de capitaine — d'aller dans les lycées, de conférences dans les lycées en faveur du métier d'officier. Le *mecum* qui sera envoyé vingt mille cadres les atera, selon le général Delamain, « pour diversifier » valoir en outre éventuel des carrières mil-

commencer par le thème de l'absence de la terre d'origine, les hommes pas capables de faire nos affaires, de nous vendre nos marchandises et de gêner le général DeLamany a confiné à des pour nous de la mer, la République civile le fait de maintenir, par consultations auprès de lycéens et l'image de l'officier perçu par les femmes. Le retour de cette enquête, pour reprendre les concessions du général DeLamany, que les jeunes Français volent les officiers comme des fonctionnaires sélectionnés dans la dynamique. Partie d'informations, les jeunes interrogés ont du mal à imaginer en quoi consistent le métier d'officier, sa diversité et sa technicité.

La général DeLamany a regretté « une certaine décadence » de notre pays, la guerre allemande nous montrant que le fait d'avoir neuf cents candidats pour cent quarante places à l'entrée de Saint-Yves assure une « certaine sélection » du concours, paradoxalement, à en croire le chef d'état-major de l'armée de terre, il existe « des occasions stériles en quantité, c'est-à-dire des occasions où l'on ne peut rien faire ». Formés au cours de leur service, à l'heure où les candidats potentiels ont été précisés le général DeLamany, que se souhaite toucher à travers la campagne d'information lancée sur le thème de l'officier.

Après avoir rappelé que l'Office national d'information sur les armées françaises a été créé par les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

## RELIGION

**Dans un document adressé aux prêtres du monde entier**

## Jean-Paul II déclare que le sacerdoce est un « don et non un droit »

Pour ce quatrième depuis son élection, Jean-Paul II s'adresse aux prêtres du monde entier à l'occasion du Jeudi saint. Le pape rappelle l'importance de l'Eucharistie. Mais cette année, au lieu d'une lettre le pape publie le texte d'une prière du Jeudi saint, qui sera lue le 25 mars et rendue publique le 1<sup>er</sup> avril.

Le document — quatre pages — Jean-Paul II expose sa « théologie traditionnelle » du sacrement et émet quelques notes en garde contre « les options erronées qui ont empêché de saisir la nature même de la sainte eucharistie » au moment, dont il souligne l'importance.

En (I), ces opinions « cite « le sécularisme et le désir de nous conformer à tout pris à la culture moderne » et « la volonté de cacher son sacerdoce aux yeux des hommes et d'en éteindre tout signe extérieur » et la « volonté de nier la prééminence du droit à la liberté ».

L'Eucharistie, poursuit le pape, est surtout le don fait à l'Eglise (...). Le sacrement aussi est un don fait à l'Eglise, en vue du salut de l'humanité tout entière, que l'on dit : la communion « a droit à l'Eucharistie, il faut rappeler d'une manière particulière l'importance de la communion des croyants à prier le maître de la messe ».

« Pour sa mission », (Jean-Paul, 9, 10, 11) « l'Eglise prie et agit ».

« Elle ne peut donc pas alors affirmer avec une conviction intime que la communauté y a droit ? ».

« Non », dit le pape, « mais implicitement le pape qui invoque le « droit à l'Eucharistie » des communautés chrétiennes, surtout les communautés catholiques, ne pénurie de prêtres est grande, pour susciter de la base des présidents de l'Eucharistie qui ont le droit de célébrer les sacraires — même mariés. En rappelant qu'un tel droit est un droit, le pape refuse d'en raison-

ALAIN WOODROW

(3) Le « caractère » sacramentel est une notion dogmatique scolastique définie par le concile de Trente selon laquelle un sacre est un acte particulier qui confère dans le sacrement une « *grâce* » que l'on ne peut retirer : la « *grâce* », la « *communion* », l'ordre.

(Publicité)

« *L'Accès* de chrétiens »  
Le retour aux *sources*

Fraternité johannique diffuse  
Bulletin mensuel sur rétes liturgiques  
par chrétiens primitifs.  
F. R. P. 100  
R.P. 25 - 59670 CASSEL  
Spécimen sur demande  
ainsi que la liste des abonnés.

**ILE DE PAQUES  
TAHITI-AUSTRALIE  
NOS TOURS DU MONDE 8**

1. Du 2 août au 5 sept. 1983  
2. Du 18 oct. au 21 nov. 1983

Paris - Rio - Santiago - Île de Pâques  
Tahiti - Moorea Rangiroa - Nouvelle  
Zélande - Sydney - Grande Barrière de  
Corail - Alice Springs - Darwin  
Singapour - Paris

REMY : 28 000 F

LA GUYANE DU SUD

Chaque jour dans  
**Le Monde**  
ventes dans les  
5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>  
et 17<sup>e</sup> arrondissements  
**NEUILLY, BOULOGNE**  
**SAINT-CLOUD**

**ENGINEERING : COPIES COULEURS**  
Qualité et précision comme professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 13 ☎ 347 21 32

**ODOUL** AGENT  
d'immobilier  
*Garde-meubles*  
208 10-30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

# Le Monde de la MUSIQUE

Télérama



# DALBERTO ENGERER

**DEUX PIANISTES  
DONT ON PARLE  
ONT ESSAYÉ POUR VOUS  
PLUS DE 15 PIANOS  
A QUEUE ET DROITS.**

## OPERA: FESTIVALS

**LES FESTIVALS D'OPÉRA  
DU MONDE ENTIER.  
COMMENT RÉSERVER  
VOS PLACES**

**Dans le numéro d'avril:  
un grand dossier piano.**

## DISQUES CHRONIQUES

**TOUTE L'ACTUALITÉ  
CLASSIQUE ET JAZZ,  
CHANSON ET ROCK.  
LES 7 DISQUES "CHOC"  
DU MONDE DE LA MUSIQUE.**

# Petite classe au pupitre

VACANCES EN TOUTE SAISON EN  
**ROUMANIE**

[illegible]











## Chez Kit Carson, tueur d'Indiens

L'HOMME s'appelle nonchalamment à la porte du saloon, son chapeau enfoncé très bas sur les yeux, une jambe croisée sur l'autre, il cigarette collée à sa bouche. Sous son gilet de peau, on devine la bosse d'un fusil. Il siffle soudain, il se redresse, sa mâchoire carrée se crispe, ses yeux très bleus se durcissent, il dégage une aura de violence. Le bar-keep le regarde et brandit son revolver. Le Far-West, la frontière, les auberges et les cow-boys existent-ils pour de vrai ? Il suffit d'aller à Durango, au sud du Colorado (Etats-Unis).

Les guides précisent : « Dans la rue principale, subsistent encore de nombreuses vieilles maisons de la fin du siècle dernier et du début de celui-ci. » Dans l'Ouest, 1880, c'est le Moyen Age. Divine surprise, une rue et bien d'autres sont bordées de maisons basses en bois style « ranch », surmontées d'un auvent ombreux. L'inévitable rocking-chair dans lequel le héros est censé se balancer dès qu'il descend de cheval. Dans les années 1880, une vingtaine de saloons bordaient la Main Street. Les bars s'appellent toujours des saloons et celui de l'hôtel Strater, centenaire et coquet, est irrésistible. On y passerait bien des heures à prendre pour Molly Brown : bar en bois, mosaïque dans un coin, pompes, lampes à pétrole et le piano nostalgique qui agrémente les notes des vieillards. Après de l'Ouest.

Les serveuses ont des bas à rayures, le décolleté généreusement offert aux regards des clients et un geste inimitable pour se tourner quelques dollars de plus entre les seins. Pourtant

### Un cactus, un ennemi

La rivalité est éternelle entre les compagnies. La Santa Fe Railway et la Denver et Rio Grande Company s'affrontent au sud, la Northern Pacific et l'Union Pacific au nord. Des batailles rangées opposent les travailleurs du « grand chemin de fer ».

— puritaine Amérique ! — elles sont intraitables : non, les enfants mineurs n'ont pas le droit d'être seuls au bar. Mais Durango, c'est aussi le train. La compagnie Denver et Rio Grande Railroad fonda la « ville » en 1880. Car les « rails », l'Ouest, la « loi du colt », les autres règlements de comptes à O.K. Corral » font oublier que le peuplement de l'Ouest est dû au remplacement des diligences de la Wells Fargo Company par le train. Lincoln encouragea donc la conquête de l'Ouest en attribuant des terres non seulement aux pionniers, mais aussi aux compagnies de chemin de fer. Elles ont insisté à favoriser l'installation de villes le long de leurs lignes et, au fur et à mesure que progressait le chemin de fer, une ville de telle ou telle hauteur de la tête de ligne.

Sur tout ne pas rater les offrandes de photos qui vous ridiculisent, pour l'éternité et l'album de famille, en costume de shérif ou de pensionnaire de maison close 1880.

La chevachée est rude, les pistes caillouteuses, poussiéreuses, chaque cactus cache un ennemi, chaque bosquet un danger. L'ombre des chevaux, menaçante, s'allonge au crépuscule. Qu'elle est longue, la piste de Santa-Fé ! Le Nouveau Mexique porte bien son nom, plus mexicain que nouveau. Les peun-neux sont sous-titrés en espagnol. Les gens s'avouent catholiques sans honte, bruns, la peau mate.

C'est le royaume de l'adobe ocre rosé, sorte de terre séchée utilisée par les Indiens depuis des siècles, des hautes encoches de plexus en bois, de la flèche méditerranéenne sur la piste. Depuis 1880, la piste de Santa-Fé aboutit à cette ville.

Il y a aussi le trapper Jedediah Smith, elle vit passer Billy the Kid enchaîné, et des milliers d'immigrants en quête de fortune. Après des semaines de marche solitaire et de rudes chevachées, Santa-Fé ressemblait au paradis avec ses tavernes et ses femmes, le charme de ses pistes et son ranch.

Près de Santa-Fé, Taos était tout près (pour l'Amérique, ça fait quand même 100 kilomètres) sans incidence, sans maisons basses, sa végétation luxuriante, hélas ! aussi le souvenir de l'effrayant Kit Carson. Ce héros de bande dessinée avait pour vocation, disait-il, de massacrer tous les Peaux-Rouges mâles et de capturer les femmes et les enfants. Il volait leur bétail pour les attirer. Il

avait apparemment à Taos d'une excellente réputation. Le cimetière grouille d'une foule dense qui se recueille sur sa tombe : sa maison ravissante est mirabolante par les photographes amateurs ; le petit intérieur soigneusement truffé de poèmes en son honneur ; la forêt pétrifiée son nom et la station-service est peinte du portrait du justicier. Il était mort, à Taos, en B.A.

Le parc national de Mesa Verde recèle, dans ses canyons, villages d'Indiens Pueblos, villages en terre bûche dans les grottes, accrochés au flanc du rocher, nichés dans les

cavernes géantes, invisibles puisque de couleur terre, inaccessibles puisque surplombant le précipice. Les Indiens sont là depuis la préhistoire, mais la plupart des villages de Mesa Verde datent du douzième siècle. Les usages dans les autres maisons n'ont ni porte ni fenêtre ; on y pénètre par le toit. Elles sont surmontées d'une terrasse-foyer sur laquelle se déroulaient la vie domestique, tissage, cuisine, aliments, vivante, communautaire. Le « ranger » qui commente la visite précise que l'espérance de vie moyenne de trente ans pour les

hommes et vingt ans pour les femmes indiennes au siècle dernier s'est améliorée grâce à l'hygiène, à la nourriture, à l'alphabetisation, bref aux bienfaits apportés par la civilisation blanche. Elle est aujourd'hui quarante ans pour les hommes et trente-cinq ans pour les femmes.

A 5 kilomètres de Taos, ville soignée, on trouve ce village-musée où l'on admire également les traces des Indiens d'avant. Comme à Mesa Verde ? Pas du tout. Le village est encore habité : il faut payer pour entrer, comme au zoo : 3 dollars pour visiter, 1 dollar pour photographier, 1 dollar pour filmer.

Ces cow-boys et Lucky Luke et Blueberry, les frères John Wayne, à Monument Valley on se fait égarer, même par l'immensité géologique du site. Des vallées de rochers aux formes multicolores violettes, roses, jaunes, orange, aux formes irrégulières, fascinantes, démentielles, parsemant les centaines de kilomètres de désert entre Arizona et Utah.

On l'a vu, ce paysage de chaos, de gènes, on l'a vu dans les films de western, dans la littérature fantastique, la Conquête de l'Ouest, King of the King, et dans l'art. Les chemins de grès sauvages, pointus, ondules, monstrueux, qu'on voit vers un ciel impossible, des plateaux de pierre, des rochers de soleil au-dessus du monde, sont inviolés, d'un vif intérêt. On trouble le seul art d'un vau-tour et on course préhistorique d'un lézard.

Au loin, sur la ligne d'horizon, un homme à cheval attrape une vache au lasso. Inlassablement.

LIANE DELWASSE.

### Au galop vers Santa-Fé

L'AVION vous dépose à Albuquerque : n'y perdez pas un temps précieux, filez immédiatement sur Santa-Fé. L'hôtel La Fonda, 101 de la Plaza, style madécain-Indien, est ravissant. A Taos, ne manquez pas le cimetière : d'après les biographies, c'est là que les pierres tombales, une belle collection de coquilles, se dressent pour l'éternité. N'oubliez pas de visiter Kit Carson ni le musée ethnologique.

Pour Mesa Verde, au départ de Durango, comptez une grande journée, si vous souhaitez faire la visite des Indiens d'Amérique ou de course. Pour Balcony House, la visite est guidée par des rangers-archéologues. A Taos, il y a un musée des endurantes.

Gardez un grand moment pour le musée : des dioramas illustrent admirablement la vie des Pueblos et leur évolution dans l'histoire.

A Monument Valley, un hôtel à l'entrée du parc national, le Goulding Trading Post, téléphone : (505) 727 3231. La vue sur les rochers est impressionnante. A Kayenta (vingt kilomètres de Monument Valley), un excellent Holiday Inn par des Indiens.

N'oubliez pas d'emporter le guide « L'Ouest sauvage » (1), de chez Hachette. Vous aurez tout ce qu'il faut pour aller vivre l'aventure au Far-West. N'oubliez pas non plus d'acheter les fameux colliers en turquoise des Indiens Navajos (il y a des vendeurs de turquoise et d'argent sur tout leur territoire).

(1) L'Ouest sauvage, coll. « Les guides des cinq continents », Hachette, 60 F.

**17<sup>e</sup> FOIRE A LA BROCANTE**  
THORIGNÉ-SUR-DUË (SARTHE)  
R.N. 23 - C. 302  
Entre LÉ MANS - VIBRAYE - LA FERTE-BERNARD  
SAMEDI - DIMANCHE - LUNDI DE PAQUES  
MEUBLES ANCIENS - BIBELOTS DE QUALITÉ

## Plus d'Amérique pour moins cher.



Personne ne peut vous offrir un plus grand choix de vacances aux Etats-Unis que Comitour. Et personne ne peut vous offrir des tarifs transatlantiques, sur vols réguliers, plus bas que Pan Am. Ensemble, Comitour et Pan Am mettent la totalité des Etats-Unis, le Mexique, les Caraïbes et Hawaï à votre portée.

Séjours, location de voiture, motorhomes, circuits accompagnés sportifs, location de villas et d'appartements. Toutes les formules que vous souhaitez. A des conditions inégalables.

Un exemple : vous pouvez avoir un appartement luxueux en Floride à partir de 100 F seulement par jour et par personne ! Alors si vous pensez Amérique pour vos prochaines vacances, allez vers Comitour et Pan Am. Vous en aurez beaucoup plus pour beaucoup moins.

Demandez la brochure gratuite Comitour à votre Agence de voyages ou retournez ce bon à Comitour - 1, rue Darnou - 75002 Paris - Tél. 261.67.08.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**COMITOUR**  
**PAN AM**

# 1995<sup>F</sup>

## Voici l'Irlande, kilométrage illimité.



L'Irlande avec Aer Lingus, c'est une simple question de bon sens : 90 petites minutes d'avion, une voiture qui vous attend à l'aéroport et voilà aussitôt parti à la découverte d'une Irlande tour tour sauvage et intime mais toujours inattendue.

Louez un cottage bien à vous, passez quelques jours chez des Irlandais bon teint, ou dénichiez de petits hôtels typiques. Vous en ferez le choix. Preuves, s'il en était besoin, qu'une voiture en Irlande c'est quand même plus pratique.

Aer Lingus assure toute l'année des vols quotidiens de Paris-Charles de Gaulle à Dublin, Cork ou Shannon.

(Prix basse saison par personne sur la base de 2 personnes, sous réserve d'augmentation.)

Pour tout savoir sur les idées de vacances Aer Lingus, demandez gratuitement la brochure en couleurs Free Drive 1982 à votre Agent de Voyages, ou retournez ce coupon à : Aer Lingus, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 01 25 12 50

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**Aer Lingus**  
L'Irlande toute proche

DE S...  
protéger le...  
quelqu'un comme...  
S'il y a séparation du GIE...  
CLAIRE DEVARRIEUX.



## Balade à la carte

✓ 2

Page 88

W

L'Autriche  
dépayse  
e plus pr



## Tirage éclair

Une première nous vient de ■ que ■ machines ■ sont pas ■ aux grands ■ à l'équipement ■ simples points de vente, sont bien dans ■ les centres de distribution. C'est ■ les supermarchés ou ■ en produits photographiques. Chacune ■ trois ■ conçue pour un type d'opération : traitement des films pour diapositives (comme Kodak et films similaires des autres marques), films des négatifs (Kodacolor : ■ films similaires), tirage des épreuves ■ couleurs sur papier ■ format ■ 9 cm ■ des ancrages ■ 62 cm ■ hauteur). Le Phœnix dans un coin de boutique et ■ automatique ■ traitements. Leurs prix ■ part, sont bien ■ ceux ■ des machines ■ de photos en courants ■

## Pat- correspondence

La qualité moyenne des photos tirées sur ces machines n'est pas différente de celle des épreuves traditionnelles. C'est ce que nous avons

On peut observer que la vente par correspondance — qui élimine les déplacements du client — a entraîné les pertes de temps et qui, pour les tirages en couleurs, pratique des prix de 50 % moins élevés que ceux du commerce de détail. Les ventes sont fortement : 50 % par exemple, depuis 1976 (chiffre de 1976 pour les tirages photographiques : 100 millions de francs en 1976).

Certains fabricants de produits photographiques ont rapproché du client pour réduire les coûts de transport et les prix. Ces derniers ont en effet le plus en plus avancé par la

## Champions aux travaux forcés

[illegible]

## Synonymes

part, un moment où les deux jockeys ont signé un contrat, n'a pas été l'affaire de la semaine. L'homme a été envoyé vers la Californie. Le jeune jockey (vingt-deux ans) Cash Amussen, - numéro trois - américain dans la hiérarchie de la profession, est venu passer quatre jours à Chantilly. Tout est réglé. Amussen ne peut pas aller aux États-Unis, car il a des problèmes avec la justice. Mais, rentré à Los Angeles, il a signé un contrat sur le point d'être signé.

En tout cas, voici la première française sans jockey attitré, du

Après le mort tragique (et télescopé) de l'entraîneur *Mon Ptit A* à Aulnay, quel des deux entraîneurs d'un tel accident ?

La mort du joueur vers sa propriété d'un joueur qui se tue à Aulnay une indemnité de 15 M F - En outre, les propriétaires peuvent verser leurs cotisations. En outre, la prime annuelle est de l'ordre de 15 % de la valeur du joueur. Le joueur d'un tel joueur peut, une fois mort,

**LOUIS DENIEL.**

**LOUIS DENIEL**

**GRAND HÔTEL, tél. : 260.33.50**  
Fax : 260.33.50

En même temps que K&A, en octobre, **Ilford** Lumière lançait plusieurs compacts mais également plus volumineux qu'une Photoflex. La C.F.C. (Cibachrome Print Center) permettant d'agrandissements on peut d'ailleurs dire que c'est la seule véritable alternative à la Photoflex. L'idée d'**Ilford** est la même : réduire le tirage de tirage des photos. C'est celle de Kodak qui, en annonçant le nouveau procédé de disque photo, a proposé un système d'appareil simplifiant les traitements et donc les coûts. Ainsi, la première entreprise à fabriquer des matériels et les autres à proposer des matériels pour le tirage de photo. C'est tout pour dire quelle est l'ampleur de la transformation à accomplir.

**ROGER BELLONE**

**PAR TÉLÉPHONE : au 321-49-44**

**Renseignements:** Union Valaisanne du Tourisme, CH-1951 Sion, Tél. (0)22 31 61 ou directement auprès des stations ou l'Office National du Tourisme, Porte de la Suisse, 11bis, rue Scribe, 75013 Paris, Tél. (01) 742 45 45



**Office National Autrichien du Tourisme**  
47, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

**Office National Autrichien du Tourisme**  
47, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

**AUSTRIAN AIRLINES** - **AUSTRIA**

**De Schieding**  
de Von Klein, naar geschied Patrick Guinand  
aan de Jeune Théâtre National

protéger la [ ] l'ingérence absolue des produits américains. Mais il [ ] ou des [ ] quences néfastes, qui ne peuvent [ ] les exploitants ind

quelqu'un comme Jean Karmine des cinémas « 14-Juillet », MK-2 Diffusion) ne peut qu'appuyer sur le fait que la volonté d'ouvrir

S'il y a séparation du GIE  
Gaumont-Pathe (on coupe Gaumont  
d'une des 2 structures), le ministère a

CLAUDE DEVARRIEUX







**échecs** N° 963

**DÉLICATEMENT**

(Tournoi International  
de Hastings, 1882.)  
Blancs : X. RBE  
Noirs : V. KUPREITCHIK.  
Gambit — D. Défense slave.

**bridge № 960**

# UN CONTRE DANGEREUX

1. W	45	21. Fx45	Fx45	Tchoukounov, 1897).	Le	Cr
2. W	46	22. Cx45	4x45	tant il le variante classique		Cr
3. W	47	23. Fx45	4x45	dix45 = 4x pour		
4. W	48	24. D45	Cx45	conséquence		
5. W	49	25. Fx45		b) On a : Fx45 = 4x45, 4x45		
6. W	50	26. D45		& D45, Fx45 = 7. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
7. W	51	27. D45	C45	7. Cx45 = 10. Fx45, 4x45 = 11. Cx45		
8. W	52	28. D45	C45	(Sokolovskiy-Vizniakov, 1871).		
9. W	53	29. Fx45	C45	4x45 = Fx45, 4x45 = Fx45		
10. W	54	30. Fx45	C45	4x45 = Fx45, 4x45 = Fx45		
11. W	55	31. Fx45	C45	pour le blanc.		
12. W	56	32. Fx45	C45	c) 7. 46 épaulé : 7. 46 dix45 = 11. Cx45		
13. W	57	33. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
14. W	58	34. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
15. W	59	35. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
16. W	60	36. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
17. W	61	37. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
18. W	62	38. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
19. W	63	39. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
20. W	64	40. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
21. W	65	41. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
22. W	66	42. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
23. W	67	43. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
24. W	68	44. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
25. W	69	45. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
26. W	70	46. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
27. W	71	47. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
28. W	72	48. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
29. W	73	49. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
30. W	74	50. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
31. W	75	51. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
32. W	76	52. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
33. W	77	53. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
34. W	78	54. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
35. W	79	55. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
36. W	80	56. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
37. W	81	57. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
38. W	82	58. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
39. W	83	59. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
40. W	84	60. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
41. W	85	61. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
42. W	86	62. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
43. W	87	63. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
44. W	88	64. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
45. W	89	65. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
46. W	90	66. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
47. W	91	67. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
48. W	92	68. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
49. W	93	69. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
50. W	94	70. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
51. W	95	71. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45, 4x45 = 11. Cx45		
52. W	96	72. Fx45	C45	4x45 = 11. Cx45,		

Quand on a pas le chien « en main », il vaut mieux ne pas combattre car la contre peut faciliter la tâche de l'adversaire. Ici le contre permettait au déclarant de jouer comme à contre ouvert, mais il ne s'est pas en tirant un avantage surrécant.

♠ A87543  
♥ 4  
♦ R765  
♣ 8

♠ E10  
♥ A83  
♦ D843  
♣ A85

NOES

♠ DV82  
♥ 78  
♦ 7643  
♣ 75432

♥ DV10932  
♠ AV102  
♦ R10

Ann. : H. Don, E.-O. Vain.

Passe Nord	Est	Sud
Short Stephens	Duncan	Hankins
1	2	3
2	3	2
3	2	1
4	1	2
5	2	3
6	3	4
7	4	5
8	5	6
9	6	7
10	7	8
11	8	9
12	9	10
13	10	11
14	11	12
15	12	13
16	13	14
17	14	15
18	15	16
19	16	17
20	17	18
21	18	19
22	19	20
23	20	21
24	21	22
25	22	23
26	23	24
27	24	25
28	25	26
29	26	27
30	27	28
31	28	29
32	29	30
33	30	31
34	31	32
35	32	33
36	33	34
37	34	35
38	35	36
39	36	37
40	37	38
41	38	39
42	39	40
43	40	41
44	41	42
45	42	43
46	43	44
47	44	45
48	45	46
49	46	47
50	47	48
51	48	49
52	49	50
53	50	51
54	51	52
55	52	53
56	53	54
57	54	55
58	55	56
59	56	57
60	57	58
61	58	59
62	59	60
63	60	61
64	61	62
65	62	63
66	63	64
67	64	65
68	65	66
69	66	67
70	67	68
71	68	69
72	69	70
73	70	71
74	71	72
75	72	73
76	73	74
77	74	75
78	75	76
79	76	77
80	77	78
81	78	79
82	79	80
83	80	81
84	81	82
85	82	83
86	83	84
87	84	85
88	85	86
89	86	87
90	87	88
91	88	89
92	89	90
93	90	91
94	91	92
95	92	93
96	93	94
97	94	95
98	95	96
99	96	97
100	97	98
101	98	99
102	99	100
103	100	101
104	101	102
105	102	103
106	103	104
107	104	105
108	105	106
109	106	107
110	107	108
111	108	109
112	109	110
113	110	111
114	111	112
115	112	113
116	113	114
117	114	115
118	115	116
119	116	117
120	117	118
121	118	119
122	119	120
123	120	121
124	121	122
125	122	123
126	123	124
127	124	125
128	125	126

**scrabble®** N° 134

DE LA MAIN  
A LA MAIN

**TOUJOURS**  
mardi 30 h. et samedi 14 h. 30

Suite de notre chronique « Un miroir aux malins » du 8 février, sur l'étymologie de certains nouveaux mots « non-conventionnels » :

**LE KIMONO** qui, fondamentalement, signifie « **BIGNE** » (les quatre tiers du KIMONO) : Ce genre de maillot est censé « nous déshabiller pour les spécialistes » (c'est-à-dire les spécialistes du monde atomique, américaine, sur l'atoll de Bikini, dans l'océan

Le dictionnaire en vigueur est le « **FLA** » (« Petit Larousse illustré ») de l'année. Sur la grille, les cases des rangées 1 et 2 sont respectivement marquées d'un nombre de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot se trouve dans la grille, celle-ci est notée horizontalement ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le ruban du tirage s'arrête à cet endroit, et que des voyelles ou de consonnes.

	TIRAGE	SOLUTION	REP.	POINTS
1	I M O P E S T			75
2	A S P P F R E U	IMPORTS	H 2	87
3	B E H I O Q U E	RAFFINES (a)	7 C.	87
4	D E T T T U E	PHOBIQUE	4 E.	96
5	O T U + B L N O	TETES	O 1	42
6	A A A R E G E	DOUBLANT	D 3	74
7	A R G + O D E	ARANA	9 A.	31
8	D E L + E L U	CACH	E 3	72
9	R E I M N E U	DELOGEE	J 9.	68
10	A L L M O P S	ASURINE (b)	A 4	77
11	A E I N N E U	POELAMES (c)	13 M	158
12	C E E S T T ?	ASURINE	N 4	70
13	E E I I J M S	REC(S)TTES (d)	12 A	70
14	E I M S + A J	JEU	S 2	60
15	E I W + I E S V	MISAI	L 3	36
16	E I W + A L U	MAY	4 E	46
17	E I W + L N V	VIVE	L 3	36
18	E I W + D E E J	LYCAON (e)	C 10	34
19	D I R W X + L U	S(E)E	O 8	48
20	D L R U W	JIX	S 3	33
21		WUS	H 10	12
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				
42				
43				
44				
45				
46				
47				
48				
49				
50				
51				
52				
53				
54				
55				
56				
57				
58				
59				
60				
61				
62				
63				
64				
65				
66				
67				
68				
69				
70				
71				
72				
73				
74				
75				
76				
77				
78				
79				
80				
81				
82				
83				
84				
85				
86				
87				
88				
89				
90				
91				
92				
93				
94				
95				
96				
97				
98				
99				
100				

Pacifique (fils Marshall),  
j= mouffler, mouffler, ou  
ne mouffier, c'est le  
pas se mouvoir (SPUMATO)  
demi-jour vapoureux qui baigne  
dans l'air moufflé (MUFFLE-  
MOUFFTAS). Si la POGNE est  
fermée comme le poing, la PALU-  
CHE est plinte comme une palette  
(cf. PONGE, PELUCHA et  
EPUGHA). LA PETOCHÉ est  
nomme ainsi par son caractère  
de signer avani-con-  
débatte  
PIOUTER, c'est se  
PIEU, c'est-à-dire, autrefois,  
un lit. PIONNER, c'est pousser.  
POILER, c'est s'arracher  
poils de vire (cf. Phomangman  
POBLER). Si vous n'avez pas  
cette chronique lire POI-  
LANT, c'est écouler pour avec une  
ANTIQUE

[illegible]

## les grilles du week-end

# MOTS CROISÉS

**Horizontalement**

I. Poser brouillard ou poser frêle.  
— II. Peuplier. Fréquente Mirabeau.  
— III. Tout n'y est pas.  
Marque une fuite. — IV. Vers la Grèce. Spécialité du jeu de puce.  
— V. L'homme majeur. Chacun prend le sien au départ. — VI. Bénédicte d'une permission provisoire. Donnent l'apprenti. — VII. Les deux frères ennemis.  
— VIII. Ce qui se passe dans un large. — VIII. Il lui fait quelque chose en plus. On y vit la fin du règne. Après la fin du règne.  
— X. Le maître du monde. Jupiter, entre autres. — X. Tous les biens de tout un chacun.

**Verticalement**

1. On parle fréquemment de lui à Pichet. — 2. Fabrique des poissons. Déjà l'arpentier. — 3. Ce n'est pas un grand rôle. Au théâtre de Paris. Romantisme. Voyelles. Prend le pli. — 6. En bonne case de classification. — 7. Rime à rime. Un peu de temps. — 8. C'est le même. — 9. Saute avec. Fleuve. — 9. Espaciers. Sable s'emporte comment. — 10. Stupeur. Une loi bouillonnante. — 11. Les deux frères ennemis. Voyelles. Parenté. — 13. Certains sont.

**Solution du n.° 190**  
**Horizontalement**  
I. Fompe de terre. — II. Eleve.  
Membre. — III. Savoir-pu.  
IV. Serait, Cien. — V. Sue. Rap-  
pocher. — VI. Bata. Seul-  
VII. Fange. — VIII. Vite.  
IX. Ne. — X. Ne. — XI.  
Epique. Née. — XII. Extrême-  
leur.  
**Verticalement**  
1. Presse-pour. — 2. Oiseau.  
IGN. — 3. Méchant. — 4. A.  
5. Usine. — 6. S. — 7. Brig-  
— 8. Mens. Etern. — 9. Enver-  
— 10. S. Fout. Outil. — 11. S. En-  
— 12. S. — 13. S. — 14.  
Restées. — 15. S. — 16. S. — 17.  
Restées. — 18. S. — 19. S. — 20. S.  
Restées. — 21. S. — 22. S. — 23. S. — 24. S. — 25. S. — 26. S. — 27. S. — 28. S. — 29. S. — 30. S. — 31. S. — 32. S. — 33. S. — 34. S. — 35. S. — 36. S. — 37. S. — 38. S. — 39. S. — 40. S. — 41. S. — 42. S. — 43. S. — 44. S. — 45. S. — 46. S. — 47. S. — 48. S. — 49. S. — 50. S. — 51. S. — 52. S. — 53. S. — 54. S. — 55. S. — 56. S. — 57. S. — 58. S. — 59. S. — 60. S. — 61. S. — 62. S. — 63. S. — 64. S. — 65. S. — 66. S. — 67. S. — 68. S. — 69. S. — 70. S. — 71. S. — 72. S. — 73. S. — 74. S. — 75. S. — 76. S. — 77. S. — 78. S. — 79. S. — 80. S. — 81. S. — 82. S. — 83. S. — 84. S. — 85. S. — 86. S. — 87. S. — 88. S. — 89. S. — 90. S. — 91. S. — 92. S. — 93. S. — 94. S. — 95. S. — 96. S. — 97. S. — 98. S. — 99. S. — 100. S. — 101. S. — 102. S. — 103. S. — 104. S. — 105. S. — 106. S. — 107. S. — 108. S. — 109. S. — 110. S. — 111. S. — 112. S. — 113. S. — 114. S. — 115. S. — 116. S. — 117. S. — 118. S. — 119. S. — 120. S. — 121. S. — 122. S. — 123. S. — 124. S. — 125. S. — 126. S. — 127. S. — 128. S. — 129. S. — 130. S. — 131. S. — 132. S. — 133. S. — 134. S. — 135. S. — 136. S. — 137. S. — 138. S. — 139. S. — 140. S. — 141. S. — 142. S. — 143. S. — 144. S. — 145. S. — 146. S. — 147. S. — 148. S. — 149. S. — 150. S. — 151. S. — 152. S. — 153. S. — 154. S. — 155. S. — 156. S. — 157. S. — 158. S. — 159. S. — 160. S. — 161. S. — 162. S. — 163. S. — 164. S. — 165. S. — 166. S. — 167. S. — 168. S. — 169. S. — 170. S. — 171. S. — 172. S. — 173. S. — 174. S. — 175. S. — 176. S. — 177. S. — 178. S. — 179. S. — 180. S. — 181. S. — 182. S. — 183. S. — 184. S. — 185. S. — 186. S. — 187. S. — 188. S. — 189. S. — 190. S. — 191. S. — 192. S. — 193. S. — 194. S. — 195. S. — 196. S. — 197. S. — 198. S. — 199. S. — 200. S. — 201. S. — 202. S. — 203. S. — 204. S. — 205. S. — 206. S. — 207. S. — 208. S. — 209. S. — 210. S. — 211. S. — 212. S. — 213. S. — 214. S. — 215. S. — 216. S. — 217. S. — 218. S. — 219. S. — 220. S. — 221. S. — 222. S. — 223. S. — 224. S. — 225. S. — 226. S. — 227. S. — 228. S. — 229. S. — 230. S. — 231. S. — 232. S. — 233. S. — 234. S. — 235. S. — 236. S. — 237. S. — 238. S. — 239. S. — 240. S. — 241. S. — 242. S. — 243. S. — 244. S. — 245. S. — 246. S. — 247. S. — 248. S. — 249. S. — 250. S. — 251. S. — 252. S. — 253. S. — 254. S. — 255. S. — 256. S. — 257. S. — 258. S. — 259. S. — 260. S. — 261. S. — 262. S. — 263. S. — 264. S. — 265. S. — 266. S. — 267. S. — 268. S. — 269. S. — 270. S. — 271. S. — 272. S. — 273. S. — 274. S. — 275. S. — 276. S. — 277. S. — 278. S. — 279. S. — 280. S. — 281. S. — 282. S. — 283. S. — 284. S. — 285. S. — 286. S. — 287. S. — 288. S. — 289. S. — 290. S. — 291. S. — 292. S. — 293. S. — 294. S. — 295. S. — 296. S. — 297. S. — 298. S. — 299. S. — 300. S. — 301. S. — 302. S. — 303. S. — 304. S. — 305. S. — 306. S. — 307. S. — 308. S. — 309. S. — 310. S. — 311. S. — 312. S. — 313. S. — 314. S. — 315. S. — 316. S. — 317. S. — 318. S. — 319. S. — 320. S. — 321. S. — 322. S. — 323. S. — 324. S. — 325. S. — 326. S. — 327. S. — 328. S. — 329. S. — 330. S. — 331. S. — 332. S. — 333. S. — 334. S. — 335. S. — 336. S. — 337. S. — 338. S. — 339. S. — 340. S. — 341. S. — 342. S. — 343. S. — 344. S. — 345. S. — 346. S. — 347. S. — 348. S. — 349. S. — 350. S. — 351. S. — 352. S. — 353. S. — 354. S. — 355. S. — 356. S. — 357. S. — 358. S. — 359. S. — 360. S. — 361. S. — 362. S. — 363. S. — 364. S. — 365. S. — 366. S. — 367. S. — 368. S. — 369. S. — 370. S. — 371. S. — 372. S. — 373. S. — 374. S. — 375. S. — 376. S. — 377. S. — 378. S. — 379. S. — 380. S. — 381. S. — 382. S. — 383. S. — 384. S. — 385. S. — 386. S. — 387. S. — 388. S. — 389. S. — 390. S. — 391. S. — 392. S. — 393. S. — 394. S. — 395. S. — 396. S. — 397. S. — 398. S. — 399. S. — 400. S. — 401. S. — 402. S. — 403. S. — 404. S. — 405. S. — 406. S. — 407. S. — 408. S. — 409. S. — 410. S. — 411. S. — 412. S. — 413. S. — 414. S. — 415. S. — 416. S. — 417. S. — 418. S. — 419. S. — 420. S. — 421. S. — 422. S. — 423. S. — 424. S. — 425. S. — 426. S. — 427. S. — 428. S. — 429. S. — 430. S. — 431. S. — 432. S. — 433. S. — 434. S. — 435. S. — 436. S. — 437. S. — 438. S. — 439. S. — 440. S. — 441. S. — 442. S. — 443. S. — 444. S. — 445. S. — 446. S. — 447. S. — 448. S. — 449. S. — 450. S. — 451. S. — 452. S. — 453. S. — 454. S. — 455. S. — 456. S. — 457. S. — 458. S. — 459. S. — 460. S. — 461. S. — 462. S. — 463. S. — 464. S. — 465. S. — 466. S. — 467. S. — 468. S. — 469. S. — 470. S. — 471. S. — 472. S. — 473. S. — 474. S. — 475. S. — 476. S. — 477. S. — 478. S. — 479. S. — 480. S. — 481. S. — 482. S. — 483. S. — 484. S. — 485. S. — 486. S. — 487. S. — 488. S. — 489. S. — 490. S. — 491. S. — 492. S. — 493. S. — 494. S. — 495. S. — 496. S. — 497. S. — 498. S. — 499. S. — 500. S. — 501. S. — 502. S. —

**ANA-CROISÉS®**  
N° 191

Les mots sont des mots dont les définitions sont remplacées par les mots à trouver. Les mots qui ont certains tirages correspondent au nombre d'annales possibles, mais implacables sur la grille. Les mots en point conjugué. Les mots figurent la première partie du Petit Larousse illustré. L'année (les mots prononcés ne sont pas admis).

**Horizontalelement**  
 - 1. AELNRSV. - 2. AAEBSLT  
 - ■ AEAILIS. - 4. EIMNNVTU  
 - ■ DEIORFS. (+ 1). - 6.  
 - AEBRSU. - 7. EMOST. (+ 2)  
 - ■ EECOPSTU. (+ 3). - 11.  
 - ACEPTIN. - 10. ■  
 + 37). - 11. AELNLSU (+ 1)  
 - 12. EIMOST. (+ 1). - 13.  
 - ACCEELR. (+ 3). - 14. EEPIN.  
 + 2). - 15. DILNLTU. - 18.  
 - AELNRUV. - 17. AELNLS.  
 + 1). - 18. AEBGNR. (+ 3). -  
 9. EEBNST.

**Verticalelement**  
 - 20. ACEITUV. - 21. CEBLNNO  
 - 22. EGBLNR. - 23. CEINR.  
 - 24. (+ 4). - 24. AELNR. 25.  
 - 26. EELN. - 26. EIMNDR.  
 - 27. ELNOS. - 28. DELNRS.  
 - 29. EPIRLSE. - 30. BINOSS.  
 + 1). - 31. EPIFLT. - 32.  
 - EULNRT. - ■ EBNORT.  
 - CEBNORU (+ 2). - ■ EBN.  
 - ■ ■ AEBST. - ■ AEBSTU.

Solution, ds n° 190

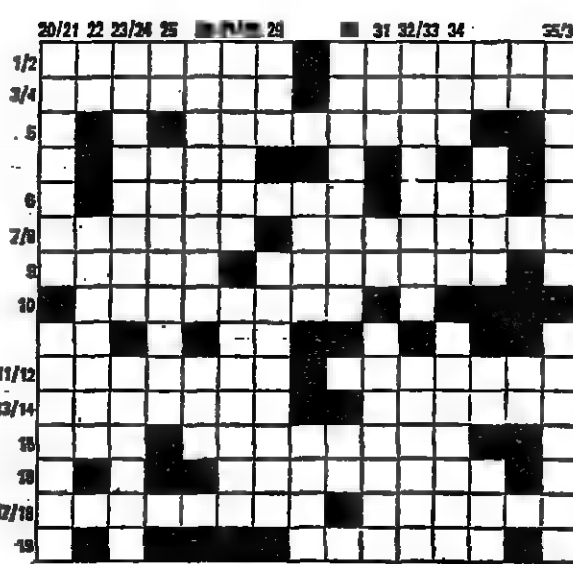
**Horizontalelement**  
 1. PIFERADE. - 2. AELN  
 DOMINA, MONDAU. - 3. AN

MATE. 4. ESCALERA. - U. SU-  
MMATE. - 5. THESARD. (Z.  
LARAIRE (RALERA I).  
ANORMAL. - 2. VOILERA (LO-  
VERAL, REVOLLA, REVOLAI,  
VARIOLE, VIOLEA, VOLE-  
RAI). - 10. DIERSEE (DESIE-  
REE, SIDEREE). - 11. \_ \_ \_  
RADE. - 12. \_ \_ \_ \_ \_  
\_ \_ \_ \_ \_ - 14. STINCULA (CE-  
LAIENT). - 15. \_ \_ \_ \_ \_  
(REMETTEUR). - 16. CURUSOSE  
- 17. TRREEL (LIERREE, RE-  
LIER, BELIRE). - 18. ETAN-  
CHE (CHANTEE, ECHANTE,  
ENTACHE). - 19. ARIENNE

**Verticalement**  
 ■ PANSLAVE. — 21, ASTUCE  
 (CUESTA). — ■ ~~PIEDROFF~~  
 ■ PIEDROFF (DIOPTRE). —

24. ~~ILLE~~ (ENLISERA, ~~IL~~  
SILERA, LANSERA, ~~IL~~  
GRAT, GERMAIT). — 25. RACTIME (EMI  
GRAT, GERMAIT). — 26. ~~IL~~  
FIB (ILLEPRA REFRAIT).  
27. ~~ILLE~~ (DENTALE). —  
28. ~~IL~~ (31) ORNIERE.  
— 29. ~~IL~~ (ADDERENT,  
DENTARE, DERANT,  
TRAIDE, ~~IL~~) — 31.  
DECATR (CARDITE, CREDI-  
TARE, DESCRIAT, DICTERA).  
— 32. DEPECE — 33. ULCERE  
(RECLUE). — 34. DICENTRA  
(DESCINTRA, DESCRIANT, TRI-  
DACNE) — 35. ~~IL~~  
36. ~~IL~~ (GRUMELE, MEU

**MICHEL CHARLEMAGNE**  
**et CATHERINE TOFFIER.**



**Dr. Spillenberg**  
de Van Kleef, miss en scène Patrick Guinard  
à la suite en avec le jeune Théâtre National

protéger le cinéma français contre l'ingérence absolue des producteurs américains. Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent être oubliées : les exploiteurs indus-

quelqu'un comme Martin Kamenz (des cinémas « 14-Juillet », MK-2 Diffusion) ne peut qu'applaudir au jourd'hui la volonté d'ouver-

S'il y a séparation du GIE  
Gaumont-Pathe (on coupe Gaumont  
d'une part, Pathe d'autre part), le ministère

**CLAIRE DEVARRIEUX**



# PARIS c'est oui!

## Les blancs secs de Bordeaux 81: un millésime exceptionnel

Clairs, secs, et fruités,  
ils ont la fraîcheur de la jeunesse  
Vous les trouverez à Paris chez :

**PARIS 1<sup>er</sup>**  
RUC UNIVERS, 10, rue de la Harpe.  
BISTROT CHAUBERT, 30, P. 1.

**PARIS 3<sup>e</sup>**  
LE MARCAGE, 8, rue de Beauce.  
AMBASSADE D'AUVERGNE, 22, rue de la Harpe.

**PARIS 4<sup>e</sup>**  
L'YLOT VACHE, 35, rue St Louis en l'île.  
LE GRENIER SUR L'EAU, 14, rue du Pont Louis Philippe.  
LE QUAI DES ORMES, 72, quai de l'Hôtel de Ville.  
LES PHILOSOPHES, 26, rue Voltaire du Temple.

**PARIS 5<sup>e</sup>**  
MARTY, 20, avenue des Filles du Calvaire.  
LA PEROUSE, 51, quai des Grands Augustins.  
LE LIPP, 151, boulevard St Germain.  
LA CLOSERIE DES LILAS, 171, boulevard du Montparnasse.  
AU PACTOLE, 44, boulevard St Germain.  
BISTROT D'ISA, 3, rue St Benoit.  
LA GROSSE HORLOGE, 22, rue St Benoit.  
LA BARBUE, 4, rue Ponceau.

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
LA PEROUSE, 51, quai des Grands Augustins.  
LE LIPP, 151, boulevard St Germain.  
LA CLOSERIE DES LILAS, 171, boulevard du Montparnasse.  
AU PACTOLE, 44, boulevard St Germain.  
BISTROT D'ISA, 3, rue St Benoit.  
LA GROSSE HORLOGE, 22, rue St Benoit.  
LA BARBUE, 4, rue Ponceau.

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
LES CHAMPS D'OR, 32, rue du Champ de Mars.  
ANNÉE DU QUAI, 11, rue de la Harpe.  
L'ENTHOUSE, 37, rue de Lile.  
MARIUS, 25, rue Duverrier.  
LA CHAÎNE, 124, rue de la Harpe.  
LE CHAMP DE MARS, 17, avenue de la Motte Picoté.

**CHEZ FRANÇOISE, Aéroport des Invalides.**

**PARIS 8<sup>e</sup>**  
LE PONT CARRAL, 18, rue Quentin Baubert.  
RUC ST LAZARRE, 2, rue de la Pépinière.  
MARIUS ET JANETTE, 4, avenue George V.  
LAMAZERE, 25, rue de Ponthieu.  
CHEZ ANDRÉ, 12, rue Marbeuf.  
HOTEL DU PRINTEMPS, 1, rue de l'Ély.  
ROYAL MADEIRA, 11, rue de l'Ély.  
NOVA PARK ELYSEES, 51/53, rue François 1<sup>er</sup>.  
LA FENÊTRE MARBEUF, 5, rue Marbeuf.  
CHEZ EDGAR, 4, rue Marbeuf.  
LE POUQUET'S, 59, avenue des Champs Élysées.  
L'ARC EN CIEL D'ORIENT, 34, rue de Ponthieu.  
LE MANOIR NORMAND, 77, boulevard de Courcelles.

**PARIS 9<sup>e</sup>**  
LE PERSIL FLEURS, 8, rue Boudreau.  
LE PUPILLIN, 19, rue Notre Dame de Lorette.  
LE CAFE DE LA PAIX, 6, place de l'Opéra.  
LA MAISONNETTE, 28, rue de Dauterive.  
LE CROQUEN BOUCHE, 84, rue de Provence.

**PARIS 11<sup>e</sup>**  
ARTIER, 44, rue Jean-Pierre Thibault.  
LES ESPRITS DE CARTOUCHE, 8, boulevard des Filles du Calvaire.  
LE GRAND MERICOURT, 22, rue de la Folie Méricourt.

**PARIS 12<sup>e</sup>**  
LA CHAÎNE, 124, rue de la Harpe.  
LE CHALET DE LA PORTE JAUNE, Avenue de la Harpe.  
AU PERE TRANQUILLE, 65, avenue Daumesnil.  
LA BICHE AU BOIS, 45, avenue Ladrin Rollin.  
LE PLATEAU DE GRAVELLE, Route du Passage.

**PARIS 13<sup>e</sup>**  
LES VIEUX METIERS, 13, boulevard Auguste Blanqui.  
HIPPO TOLBIAC, 34, rue Tolbiac.

**PARIS 14<sup>e</sup>**  
LES QUERTE ST AMOUR, 208, boulevard Raspail.

**LE MOULLE, 106, boulevard de Montparnasse.**

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
TY COX, 11, rue de Valenciennes.  
LE PETIT, 4, rue Pénel.  
LES SAINTS DE LA RUE, 205, rue La Courbe.  
LA GAULOISE, 59, avenue de la Motte Picquet.  
RELAIS DE SEVRES, 8 à 12, rue Louis Armand.  
PARIS HILTON, 18, avenue de Suffren.  
LE BOCAL FLEURS, 18, rue Danton.  
VILLA DE SHANGAI, 18, rue Auguste Chabrier.  
AUX PYRÉNÉES, 53, avenue de la Motte Picquet.  
LA GAULOISE EN BERN, 53, avenue de la Motte Picquet.

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
LE HAMEAU, 8, rue du Hameau.

**PARIS 17<sup>e</sup>**  
LE CORSAIRE, 1, boulevard Bessières.  
CHEZ MICHEL PASQUET, 58, rue de la Fontaine.  
L'ORÉE DU BOIS, 1, allée de Longchamp.  
SCOSSA, 51, place Victor Hugo.  
LE REIDE, 11, avenue de la Grande Armée.  
HAMEAU D'AUTREUIL, 5, place de Barcelone.  
AU REGAL, 4, rue de la Harpe.  
AUBERGE D'ART, 161, rue de la Harpe.  
LA CHAÎNETTE, 7, rue Paul Voltaire.

**PARIS 18<sup>e</sup>**  
L'AUBOIS, 2, rue des Moines.  
LE ROYAL TERNES, 1, avenue des Ternes.  
RECH, 62, avenue des Ternes.  
AUX PYRÉNÉES, 101, avenue des Ternes.  
MA CURSIVE, 18, rue Bayard.  
L'ECREVISSE, 212 bis, boulevard Pains de Sucre.  
LA TOQUE, 15, rue de Valenciennes.  
LE REIDE, 11, avenue de la Grande Armée.  
MA CURSIVE, 18, rue Bayard.

**PARIS 19<sup>e</sup>**  
LES CLAIRS DE LA LUNE, 9, rue Poulbot.  
LE LAMPADAIRE, 106, rue Leprieux.  
BEAUVILLIERS, 62, rue Lamartine.  
LE GIBLON DU MOULIN, 102 ter, rue Leprieux.  
L'AUBERGE DU XVII<sup>e</sup>, 68, rue Gauthier.

**PARIS 20<sup>e</sup>**  
AUX BACS FINS, 44, boulevard de Montmartre.

**77000 SEINE ET MARNE**  
PROVINS  
HOTELLERIE DE LA CROIX D'OR.

**95000 VAL D'OISE**  
ROISSY  
ELTAIR MAXIMS, Aéroport 1<sup>er</sup>, Aéroport Roissy Charles de Gaulle.  
ST LÉO LA FORET  
PIZZERIA ROSSINI, 18, rue de la Harpe.

**94000 VAL DE MARNE**  
CRETEIL  
LA TERRASSE, 36, avenue de Verdun.  
RUMES HALLS  
LE GRAND PAVILLON, 5, quai de l'Orfèvre.  
RELAI DE RUMES, Place du Palais.  
REY  
CHEZ GODETTE, 36, avenue de Verdun.  
LE PERREUX  
LE ROUAS, 42 ter, rue Gabriel Péri.

**93000 SEINE SAINT DENIS**  
SAINT DENIS  
LE ROUAS, 42 ter, rue Gabriel Péri.

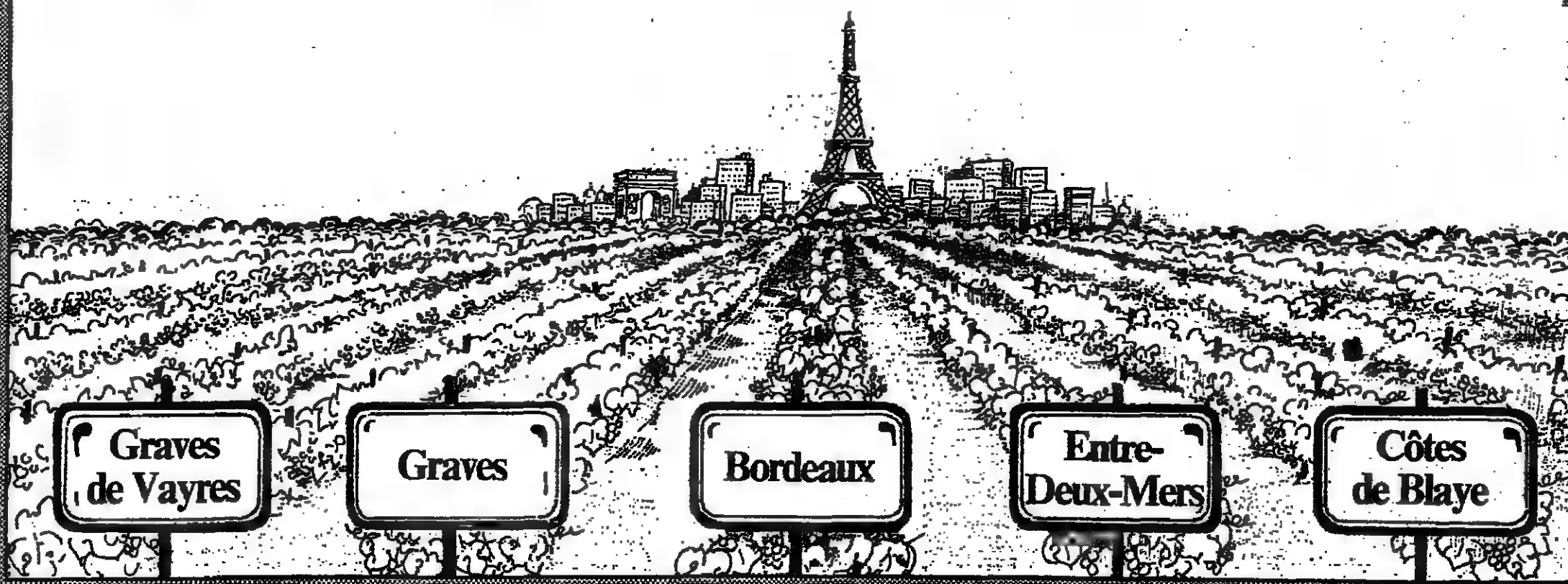
**LA SAINTE-GENEVIEVE, 1, rue Lamoignon.**

**SAINT OMER**  
LE ROBIN DES BOIS, 35, rue Lecourbe.  
LE PETIT FENAN, 77, rue E. Renan.  
L'ESCARBOT, 110, route de Bondy.  
LE RANCY  
LE CHALET DES PINS, 51, avenue de Livry.

**92000 HAUTS DE SEINE**  
BOULOGNE  
LE PISCICORE, 76, avenue Pierre Grenier.  
LA PETITE AUBERGE PIANO CONTONE, 98, avenue J. B. Clément.  
NEUILLY SUR SEINE  
PATTAYA, 5, rue Paul Chateaubriand.  
JARRASSE, 4, avenue de Madrid.  
MALAKOFF  
RESTAURANT DU STADE, 50, rue Anvers.  
GENEVILLIERS  
LA CHAÎNE, 140, avenue Louis Roche.

**91000 ESSONNE**  
MORANGIS  
LE REVE D'ALSACE, 45, av. Edmond Rostand.  
SURES SUR YVETTE  
AUBERGE DE LA CROIX DE MARS, 104, route de Châtenay.

**78000 YVELINES**  
VELLEUILLE  
HOTEL RAMADA, 22, avenue de l'Europe.  
BOUGIVAL  
HOTEL FOREST HILL, 10/12, rue Yvon Tourquenot.  
PORT VILLEZE  
LA CHAÎNETTE  
JOUY EN JOSAS  
LE VAL



Le Monde

MUSIQUE

De l'histoire

NOTES

La samouraï



UN  
GLISSEMENT  
FANTASTIQUE  
DANS LE  
TEMPS

GU  
L'AR

THAIS Belle Epice • 201-01-01  
LA KARENNE Paramount • 201-01-01  
PARLY 2 Studio • 201-01-01

سكول من زليخ



Le Monde

culture

MUSIQUE

Zubin Mehta dirige l'Orchestre de Paris  
De Bonaparte à Napoléon

Zubin Mehta remplaçait à la fois Eugen Ormandy et Lovro von Maderic cette semaine à la tête de l'Orchestre de Paris, un remplaçant « de luxe », est-il besoin de le dire ? Le Philharmonique du New York l'a fait avec sa maîtrise habituelle. L'Ouverture d'Egmont, un premier accord solennel, une introduction majestueuse et un allegro de style très large marquaient la volonté de donner à l'orchestre toute sa souplesse.

plénitude sonore et grandiose. Les dépens pour être de l'accent français, combattant, intrépide de cette « guerre de libération » magnifiée par Beethoven.

A quarante-six ans, Mehta n'est plus ce jeune général volcanique qui menait ses troupes tambour battant sous la mitraille, tel Bonaparte au pont d'Arcole. C'est un Napoléon impérial qui salue d'une courte inclination de tête, satisfait de son superbe travail à la tête d'instrumentistes à plein rendement.

Dans le Concerto pour orchestre de Bartok, cependant, on regrette le Bonaparte éprouvé et fulgurant : tout se déroule trop bien, les rouages sont trop huilés, les phrases trop surprenantes, les effets un peu « cherchés ». Le mystère, l'angoisse intérieure de ce chef-d'œuvre où Bartok a réuni toute sa vie, ont été évacués. Produit américain de grand standard présenté sous-cellophone.

Mais la Cinquième symphonie de Beethoven, œuvre cérémonielle et oratoire, resplendit dans l'interprétation puissante, hautaine, incendiaire de Zubin Mehta au sommet de sa gloire, d'où il se retournera bien un jour pour retrouver l'intimité visionnaire de ses débuts. Bon sang ne saurait mentir.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Mehta vient d'enregistrer les cinquième et huitième symphonies de Beethoven avec la Philharmonique de New York (CBS 11 969) et cassette.

NOTES

Théâtre

« Une balle perdue »  
au Petit Athénée

L'année dernière, Serge Valletti faisait du « cave-théâtre » dans la propre cave, sur appel téléphonique pour deux personnes au plus. Maître de cérémonie plutôt que parti pris d'artiste. Serge Valletti a transposé son théâtre de la cave au grenier, tout de haut de l'Athénée, salle Christian-Bérard, pas grande, mais quand même. Le décor prolonge le rose pompier des murs, une petite chaise dorée est le seul accessoire. Sensible et grimpant, Serge Valletti joue avec son ombre, joue avec son texte, qui se déplace comme une sorte de marionnette, ou le ciel cite l'enfer, où s'entrechoient ombre et lumière.

L'usage d'une cerise au coin des lèvres fait rebondir des ricochets de souvenirs qui s'écrasent et plongent dans des profondeurs visuelles. C'est là que Serge Valletti suit les chemins de sa vie, s'amusant, avec son air de jeune homme bien élevé, à des glissements sur le terrain du grivois, pour arriver au défilé de l'usage obsédant d'une cerise, un peu de sang sur les lèvres paternelles, une balle perdue. — C. G.

\* Athénée (les mardi et mercredi, à 18 h 30, les jeudi, vendredi et samedi, à 20 h 30).

Photo

Marie-Laure De Decker  
la Remise du parc

Il est rare, sans doute, de voir finaliser sur les quatre murs d'une galerie des photos qui ont été prises dans un laps de temps d'une heure à peine. Avec une série toute simple, qui se fait que célébrer un instant de vie et le bonheur d'un corps nu qui se balade, Marie-Laure De Decker évase un peu son image de marque de grand reporter, photographe des rebelles du Tchad ou « envoyée spéciale » sur l'affaire Claude. Ici on se trouve entre la photo de Lisette Model de la grosse femme hirsute de sa robe dans une vague et les saints du conseil Zénon pris au vol par Larigot.

Après d'une rivière, d'un fleuve qui peut être le Rhône avant que la Seine ou l'Oise, un jour de soleil, Marie-Laure De Decker a surpris une petite fille qui grimpait sur un tronc d'arbre perché pour se jeter à l'eau la grande victoire du temps d'exposition la fait marcher au-dessus du courant. Toutes les techniques de ses accompagnés par la petite fille se déroulent chronologiquement dans la séquence, comme une planche-contact agrandie et dépliée. Les conditions de lumière étaient sans mystère (un contre-jour qui fait frémir les feuilles des arbres), les cadrages ne sont pas formidables, et rien n'est fait, dans cette « collection » très morte, pour rendre les photos à elles seules pas encastrées. Marie-Laure De Decker témoigne simplement d'une fonction pressentie de la photographie, la sensation d'existence.

HERVÉ GUIBERT.

\* 2, impasse des Bourdonnais, Paris.

Rock

Depeche Mode  
au Palace

Voilà des musiciens anglais qui ressemblent à s'y méprendre à d'autres musiciens anglais, qui font ce qui se fait aujourd'hui en Angleterre et qui monnent ce que le public anglais veut voir. Pas de risques, ni de surprise, mais un savoir-faire indéfectible et une création séduisante qui, en somme, en vaut bien une autre.

Les gens de Depeche Mode font dans l'électronique remuante, puisque tel est le goût du jour au menu des hit-parades britanniques, où ils se tiennent en bonne place. La recette est simple et efficace : mélodies faciles, passées à la moulinette des synthétiseurs et des boîtes à rythmes, pulsations rigides et métroscopiques, sensibilité glacée par un son uniforme, production lichte, voix claire et neutre, le tout est prêt à servir dans les discothèques. Mais tout de même, au milieu de la précision des interventions et de la mise en place, on souhaiterait un peu de folie, quelque chose qui dérape pour donner à cette musique une âme, des moires l'apparence d'un visage.

ALAIN WAIS.

\* Ce vendredi 2 avril à 19 h 30 au Palace.

\* Discographie chez Vogue.

Variétés

Les Goulatines  
de Naphtaline

Naphtaline est un petit bout de femme, le cœur sur la main, qui a commencé par faire la manœuvre dans les restaurants de la côte vendéenne. Depuis trois ans, elle va d'une région à l'autre sans discontinuer, avec une camionnette et une ressource. Elle s'arrête sur les places de marché ou se fait embaucher dans les cafés.

Elle sort de la remorque un piano mécanique, un laudan fringant supportant un orgue de Barbarie et, la voix haut perchée et gonflée, la mèche de cheveux rebelle, au point sur une lambe et une main tournant la manivelle de l'orgue de Barbarie, elle chante les vieilles chansons réalistes et les complaintes de rue du début du siècle.

Avec un plaisir tranquille, une sorte de ferveur épurée, Naphtaline respire, dispose les notes qui, sur un air de jazz, mettent en scène les mauvais garçons, les marions, les filles légères et les mécontents. Elle chante Montéaux, Fréhel, Berthe Sylva et Mistinguett. L'horizon de la chanson, le Coco, l'air fait en deux, Moi, l'air de maux et Du gris. Le public, très divers et bon enfant, s'étonne, entre dans le jeu et chante avec elle.

Pendant quatre semaines, Naphtaline chante les jeudi, vendredi et samedi au Musée de la musique mécanique, près de Rouen, dans une petite salle peuplée de pianos mécaniques, d'orgues de Barbarie et de vieux phonographes.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Musée de la musique mécanique, 20 h 30.

CINÉMA

Mise en place de nouvelles structures

Présentant, le jeudi 1<sup>er</sup> avril, la réforme du cinéma, M. Lang, ministre de la culture, a tenu à préciser, dans ses discours d'introduction, qu'il appelle « les lignes du changement ». Ce changement, il a voulu l'ordonner autour de cinq thèmes : la présence du cinéma français à l'étranger, la reconnaissance du public populaire, les dangers de la concentration économique, qui

paralyse les capacités de création, le renouvellement, la faiblesse économique, du cinéma d'auteur, de la recherche individuelle, la nécessité de définir le rapport du cinéma avec les nouvelles techniques audiovisuelles.

Le ministre refuse catégoriquement le développement d'un double cinéma du

cinéma, à haute rentabilité commerciale, d'une part, films marginaux, de l'autre. « Les orientations majeures de la politique culturelle », conclut M. Jack Lang, expriment une conviction personnelle que la création ne peut être séparée du mouvement de la vie. Une « tension créatrice » doit exister entre l'art et l'industrie.

Un plan à trois permettrait la modernisation des industries techniques françaises.

IV. - LES SALLES ET LE PUBLIC

Une agence pour le développement régional du cinéma va être mise en place. M. Jack Lang doit en jeter les bases dans les six mois à venir. La politique de l'agence aura pour fin l'implantation de nouvelles salles dans les zones mieux appropriées. Une dotation budgétaire spéciale est prévue au budget 1983.

La petite exploitation verra ses capacités d'accès aux films améliorées, le compte de soutien pourra financer moitié le tirage des copies supplémentaires pour ces salles. Le but recherché : la diffusion du film en profondeur.

ciné-clubs et salles d'art et d'essai voient reconnaître un rôle déterminant dans la formation du goût du public. Les primes d'encouragement à l'animation culturelle seront accordées aux salles. Le rôle des salles de recherche du circuit art et essai sera encouragé dans les régions où elles n'ont pas accès.

V. - LE CINÉMA ET L'AUDIOVISUEL

Un cahier des charges relatif au cinéma est prévu aussi bien pour la communication audiovisuelle (câbles, satellites) que pour les sociétés de télévision. Ces dernières doivent respecter un double quota pour la diffusion de l'antenne en ce qui concerne les productions françaises et les films européens. La contribution des sociétés au compte de soutien de l'industrie cinématographique sera multipliée par deux. On développera la recherche sur l'utilisation de nouvelles techniques. La diffusion en salles des films aura préséance sur la diffusion en cassette.

VI. - LE CONSEIL NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Un Conseil national de la cinématographie est créé, sous la présidence du ministre de la culture. Ses membres sont nommés pour trois ans. Le but de ce Conseil : « Créer une instance permanente de dialogue et de participation... qui aura compétence pour donner au ministère au ministère de la culture tous avis sur les orientations et les actions du cinéma ».

I. - LA PLACE DU CINÉMA FRANÇAIS DANS LE MONDE

Le cinéma français doit élargir ses relations avec les cinématographies étrangères.

Il s'agit de la promotion d'un espace cinématographique européen... pour contrebalancer l'influence de l'industrie américaine. Et d'abord avec la République fédérale d'Allemagne et l'Italie.

Il redéfinira ses rapports avec le cinéma américain : d'un premier accord, les Américains s'engagent à investir dans la diffusion du film français à l'étranger une somme proportionnelle à leurs investissements en France.

Il développera ses relations avec les pays de la zone méditerranéenne et du tiers-monde.

Pour réaliser le développement des exportations françaises en 1985, deux séries de mesures sont envisagées :

1) Des opérations de programmes pluriannuels de l'Etat et les sociétés exportatrices. L'Etat et les sociétés devraient pouvoir disposer de 10 millions de francs par an.

2) Des opérations ponctuelles de l'Etat et les sociétés exportatrices. Les manifestations, foires et expositions commerciales, d'autre part à l'occasion du doublement, le sous-tirage et le tirage des copies pour l'étranger.

Le rôle d'Unifrance ne s'arrête pas à l'agent de la promotion du cinéma français. Diverses actions ponctuelles sont en cours : relations avec les ministères de l'économie et du commerce extérieur, une meilleure information de l'information pour les étrangers que pour les professionnels français du cinéma.

II. - PATRIMOINE, FORMATION ET CREATION

1) Une action systématique va être entreprise pour la sauvegarde et la diffusion du patrimoine cinématographique.

Il s'agit de la sauvegarde des films de cinq ans, à mener en commun avec le service des archives du film et les diverses cinémathèques, devrait permettre la sauvegarde de deux mille films par an. On développera la recherche sur la conservation de la couleur et le transfert de la pellicule sur vidéo-disque.

Les archives de la Cinémathèque française seront accrues. Une grande bibliothèque du cinéma est en cours de création, composée de

Fonds de la bibliothèque de l'IDHEC. Le Musée du cinéma Henri-Langlois sera agrandi.

En accord avec d'autres institutions dans les régions, avec les cinémathèques de province, la cinémathèque de Toulouse, le développement et la sauvegarde du patrimoine cinématographique doivent être poursuivis.

Une banque de données du cinéma sera mise à la disposition du public et des professionnels. Une loi de 1982 du C.N.C. Un projet de loi pour l'Etat le droit de préemption dans les liquidations judiciaires et à permettre le déblocage des films retirés de la circulation par suite de la mort ou du silence des ayants droit.

2) La création d'une grande école de formation du cinéma et de l'audiovisuel est envisagée. Un groupe de travail présidé par Jean-Denis Bredin et animé par Robert Enrico et Michel Ciment doit préparer un projet de recommandations seront mises en discussion avec les responsables de l'IDHEC.

Un projet de construction de locaux capables d'accueillir l'IDHEC et tout autre établissement d'enseignement du cinéma est annoncé ; ils pourraient faire partie de la future Maison de la communication prévue à la loi 1982.

3) Des possibilités de financement de films offerts à la création et à la recherche.

La Commission d'avances sur recettes, mise en place depuis le 1<sup>er</sup> mars 1981, est présidée par Jacques Perrin, voit sa dotation portée à 48 millions de francs en 1982. La commission aidera aussi à la préparation des projets (écriture du scénario) qu'à la diffusion des films achevés, avec garanties aux distributeurs et avances aux ayants droit.

Le court métrage fait l'objet d'une attention particulière. Il devra trouver sa place dans les programmes des salles ; les producteurs de films courts bénéficieront de l'aide automatique du Fonds de soutien au court métrage, une agence de diffusion de court métrage sera créée.

Le GREC (Groupe de recherches et d'essais cinématographiques) bénéficiera de moyens accrus, ainsi que le cinéma expérimental.

Le Fonds de création audiovisuelle du ministère de la culture

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Les bons procédés

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

Un tel système a eu le mérite de protéger le cinéma français, l'ingérence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences négatives : qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants indé-

pendants, ceux-là même qui ont fait le travail de recherche, n'ont plus accès au travail sans s'en rendre compte par le jour : l'œuvre est produite, les salles des grands circuits. Dans le même temps, les distributeurs n'ont pas accès aux films. Ainsi, privés de moyens, les distributeurs ont de plus en plus de mal à survivre. Et donc, à faire ce travail de recherche qui est le vrai travail du cinéma.

Qu'il ne va pas, ne va plus, dans l'organisation actuelle, c'est la concentration des pouvoirs. Trois grands circuits (Gaumont-Pathé, U.G.C., Parafrance) programment environ 80 % des films dans les territoires, ils réalisent plus de la moitié de la recette annuelle. C'est là leur position dominante en matière de production, de distribution, pour des films qui alimentent ensuite les circuits.

Un programmeur de films, puisque c'est lui qui répartit dans les salles en fonction des recettes qu'il prévoit. Comme il n'y a que trois programmeurs (un par circuit), s'ils réalisent un film, celui-ci a peu de chances d'être vu.

OLIVIER  
THEATRE  
Le Prince  
de Sombourg  
de Van Cliburn  
mise en scène Patrick Guitard  
11 rue de la République, Paris 11

THE BANK OF...  
de Paris 11, rue de la République, 75011 Paris. T. 261-58-33.

C'EST FANTASTIQUE











## Le projet de loi sur

**Henri TACHAN**  
**NOUVEL ALBUM**  
 AZ/2 398

**J'ai une idée,  
si on faisait l'amour**  
Tél. 232.61.03  
NOUVEL ALBUM DE CARON 30 cm n° 6313 308

20 h ■ **Fauleuilton : Marcheloup.**  
D'après M. Genevoix, adapt. J.-D. ■ ■ ■  
réal. R. Pigaut. Avec P. Le Person, B. Brunoy, A.-M. Bosc.  
*Une nouvelle fresque paysanne classique un peu esuyreuse.*  
*Une famille de saboteurs chassée d'un village parce qu'elle*  
*prend* ■ ■ ■ *une satire.*

■ h 35 **Apostrophes.**  
Au siècle dit « des lumières »,

22 h 15, **Concert (en direct de Stuttgart) :** « Symphonie le Matin », « Scène de Bérénice pour soprano et orchestre », « Concerto pour violoncelle », « Symphonie le Miracle », de Haydn par l'Orchestre symphonique de Radio Stuttgart, dir. N. Maier. Avec M. Price, H. Schiff.

Quant aux radios libres M. Schwartzberg regrette qu'elles ne puissent bénéficier de recettes publicitaires plafonnées et régies par la loi.

L'entrée des représentants politiques des régions dans les conseils d'administration des sociétés déconcentrées de l'Etat a été l'élément, selon le syndicat, d'un processus qui accroît encore la dépendance de la télévision originale.

Enfin, la confédération F.O. estime que le ministre a pris pour les syndicats n'aient pas été respectés (maintien de la nécessité de France-Inter et de France-TOM et la création nationale

Se félicitant de la volonté de régionalisation, la C.F.T.C. déplore la composition de la haute autorité, devenue « par la volonté du président de la République un organe strictement technique, foyer par ailleurs du personnel sur les journaux en particulier ». Même si la C.F.T.C. n'a pas de la haute autorité : la désignation des membres uniquement par les présidents de la République et des Assemblées régionales, estime-t-elle, et la nécessaire indépendance du système audiovisuel, le risque n'est pas garanti si la Haute autorité n'est pas une « véritable instance d'un pouvoir dévoué au pouvoir en place ». Cependant la C.F.T.C. se déclare dans l'ensemble satisfaite d'un projet de loi qui « restaure et renforce le service public », qui « assigne pour objectif la pluralité et la régionalisation », et qui fait de la convention audiovisuelle « le véritable

En 1982, après la décision du **Conseil d'Etat** annulant certaines dispositions du projet de loi sur les nationalisations, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., déclarait, le 18 jan-

On va d'étonnement en étonnement si l'on se réfère à certains commentaires de l'opposition sur la composition de la Commission : **ceux** qui ont admis le mode de désignation des membres du Conseil **peuvent-ils** être **en** contrôle politique **qui** **encore**, **Alain Madelin, député U.D.F. du** Monde **du 1<sup>er</sup> avril** sur l'instance suprême de l'Etat **?** **Ne** **pas** **se** **contradire**, l'opposition **s'abstient** de juger **les** juges **de** **c'est** être le but recherché — et la majorité de condamner ceux à la constitutionnalité ; c'est, peut-être, le prix payé. Dans les deux cas, il y aura possibilité de **puisque** aussi **derrière** les instructions il y a les hommes qui les émettent. **Leur** choix contribue à éclairer l'esprit de la loi.

**7 h 30 Pour les jeunes.**  
Les contes du folklore japonais (et 11 18 h 5) : Mon ami Guignol ; 17 h 55 : Aglaé et Sidonie : les Aventures de Peter ; 18 h 15 : Le petit chevalier de ( ) ; Les Wambles ; 18 h 30 : Ulysse (le royaume d'Hades).

**DIMANCHE 4 AVRIL**

- M. Louis Mermaux, président de l'Assemblée nationale, participe à l'émission « Le grand jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.

- M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h.

هكذا من الاعمال



# INFORMATIONS « SERVICES »

## L'audiovisuel

### Le pouvoir et les ondes

L'entourage du premier ministre considère qu'une meilleure exploitation de la politique audiovisuelle est, désormais, une priorité. Les récentes déclarations de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, le démontrent encore plus crûment : « Nous ne sommes pas suffisamment aidés dans ce travail d'explication, j'ai la franchise de le dire, par les médias, l'ensemble de l'audiovisuel. Nous n'avons pas la télévision du changement. Il nous faut une meilleure télévision. »

Il est certain que la « décolonisation » amorcée sur les ondes, à la suite du vote du 10 mai 1981, n'a pas conduit à un soutien complet des réformes engagées par le gouvernement. Est-ce une raison suffisante pour souhaiter un retour aux mauvaises habitudes de l'information télécom-muniée ?

Si le gouvernement estime que sa politique n'est pas présentée d'une manière satisfaisante par le service public, la radio, il dispose d'un droit reconnu dans la loi n° 7 du 17 juillet 1974 — toujours en vigueur — et qui dit : « ART. 16. — Le gouvernement peut, à tout moment, faire programmer et diffuser toutes déclarations ou communications qu'il juge nécessaires. Les émissions sont émanées du gouvernement. »

On retrouve d'ailleurs cette même disposition (art. 31) dans le projet de loi sur l'audiovisuel que le gouvernement s'apprête à déposer à l'Assemblée nationale.

Aurait-on oublié que, dans les années 1954-1955, M. Pierre Mendès France avait inauguré, à cette formule de communication, introduite vingt ans plus tard dans la loi ?

Il est tentant pour le pouvoir, quel qu'il soit, d'utiliser des journalistes pour faire la promotion de sa politique, plutôt que de l'expliquer à visage découvert. C'est le régime auquel ont été soumis, depuis plus de vingt ans, ceux du service public de l'audiovisuel.

Même si l'enjeu comporte quelque risque, le gouvernement doit user des dispositions prévues par la loi pour expliquer sa politique. Mais, aux journalistes, le temps de trouver certains réflexes déontologiques que les plus jeunes d'entre eux n'ont même jamais connus, plutôt que de fantasmer sur un éventuel retour aux ambiguïtés d'antan.

C.-D.

● **TV Lyon, canal 22**, la chaîne de télévision privée qui a émis à Lyon plusieurs reprises, s'étonne « du comportement frivole et éhéméroïde d'une proposition » la loi qui garantit la liberté de la presse, du monopole, de plus rejette d'ouverture de nouvelles espaces libérés pour l'expression audiovisuelle. TV Lyon.

A TF 1

### ● Démission de M. Philippe Vasseur. ● Réintégration de M. Jean Bertolino.

M. Philippe Vasseur, chef du service économique et social de la rédaction de TF 1, a annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, qu'il démissionnait de la chaîne en raison de « certaines contraintes imposées à la rédaction ». Dans la lettre de démission qu'il a adressée au président de TF 1, M. Jacques Bouret, M. Vasseur explique notamment : « La démission officielle de M. Sylvain Gouz du poste d'adjoint chef du service économique constitue un exemple de... »

M. Vasseur a déclaré : « Je suis sûr que des nominations d'adjoints interviendront sans accord du chef du service intéressé ni du rédacteur en chef. »

M. Philippe Vasseur était chef du service économique et social de la première chaîne depuis le 27 janvier 1981. Avant d'entrer à la télévision, il avait longuement travaillé aux Échos et il occupait le poste de rédacteur en chef depuis 1976.

Vu

### Le pouvoir et la peur

Deux journalistes appartenant à Amnesty international sont allés en Grèce interviewer d'anciens membres de l'ESA — la Gestapo des colonels — et quelques-uns de ceux qui leur ont survécu. Diffusés sur A 2 dans la série « Affaires vous concernant », l'émission qui vient du Danemark a pour titre le fils de ton voisin. Il ne s'agit pas de dénoncer un pays en particulier à un moment de son histoire, mais de montrer comment des hommes ni mauvais ni bons deviennent des tortionnaires. A l'aide des témoignages, les auteurs ont reconstitué le plus minutieusement possible les méthodes d'entraînement. Cette partie fiction n'est pas romancée. Elle se borne à rapporter des faits, le glissement insensible dans l'engrenage de la cruauté, d'en souligner la banalité. Cette partie fiction est plus abstrait que les récits surréalistes : les voix françaises recouvrent les paroles originales, mais le passé vit dans les corps mutilés, sur les visages, dans les regards, les hommes qui parlent, même s'ils se refusent au pathos ou aux justifications.

Les méthodes d'entraînement : on les connaît pour les avoir vues dans des films antitotalitaires, au théâtre, dans des reportages que les Américains ont réalisés sur les marines (s'il existait de tels reportages sur l'armée française, passerait-elle à la télévision ?). C'est toujours la brutalité concertée, les humiliations, la peur, l'incertitude (« On ne savait pas pourquoi, ni combien de temps ça durait », l'attribution des punitions suivies de douches paternelles (« Vous êtes les meilleurs soldats, vous n'avez qu'à obéir aux ordres ») avec comme résultat les réflexes de pouvoir (« l'illusion de représenter le pouvoir »), la sécurité qui se remplace (« La police moulée dans des vêtements des hommes », et la reconnaissance (« A partir de là, vous êtes leur égal »). Après, il faut faire comme tout le monde : taper. La carotte et le bâton, la méthode est vieille comme l'humanité. C'est la base de toute éducation, mais poussée jusqu'à la cruauté déraisonnable.

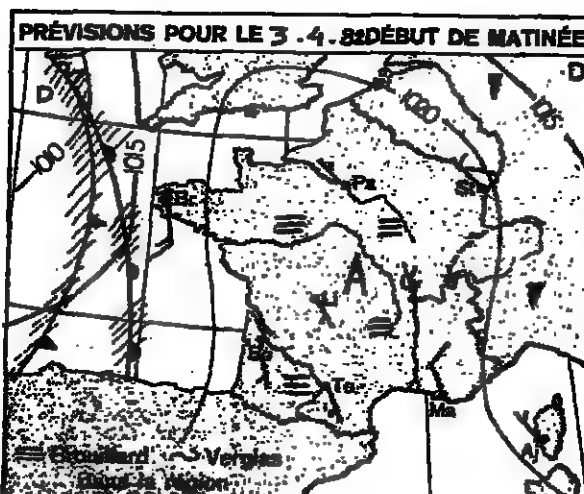
L'important, ici, est la simplicité des attitudes et des paroles, leur lucidité, l'absence de sensationnel. La litanie, malgré son côté un peu appliqué, force au malaise. Il ne s'agit pas de savoir si on serait capable de résister ou non, la question est sans réponse. Le malaise vient de ce que, plus ou moins, on sait ce qui est dit et montré. D'une certaine manière, on l'admet. On admet que cela puisse exister. Chez le voisin.

COLETTE GODARD.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE02.04.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3-4. DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 2 avril à 0 heure et le samedi 3 avril à 24 heures :

Une perturbation pluvieuse achèvera de se dissiper sur l'Est et le Sud-Est de notre pays mais une nouvelle perturbation s'approchera de nos côtes de l'Atlantique, à l'avant de celle-ci le temps sera plus doux et plus ensoleillé.

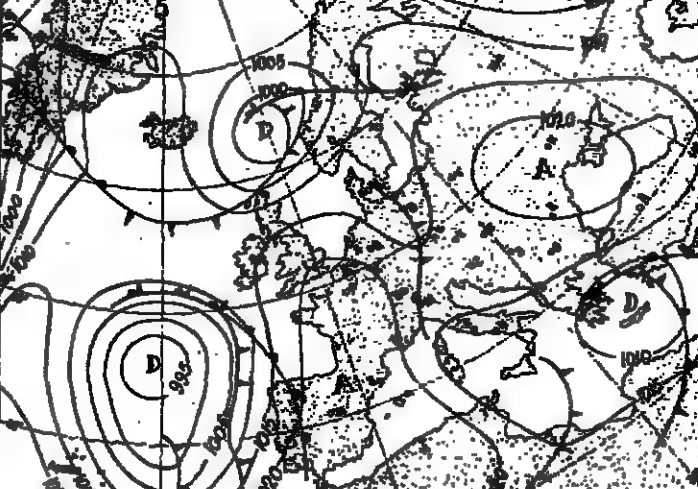
Samedi matin des averses se produiront encore près des Vosges et des Alpes. Ailleurs le temps sera plus doux et brumeux mais de belles éclaircies se développeront. Dans la journée, le temps sera souvent ensoleillé et plus chaud avec des températures atteignant 15 à 20° du nord au sud de notre pays.

Toutefois, le soir, quelques pluies seront observées près des côtes atlantiques.

Les vents, généralement faibles, s'orienteront au Sud près de l'Atlantique.

Première atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris. Le 2 avril 1982, 7 heures : 101,4 millibars ; 760,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3<sup>er</sup> avril ; le second, le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>er</sup> avril) : Ajaccio, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 15 et



PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

8 : Bordeaux, 15 et 5 ; Bourges, 14 et 7 ; Brest, 8 et 5 ; Caen, 11 et 7 ; Cherbourg, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 6 ;

Dijon, 16 et 7 ; Grenoble, 11 et 5 ; Lille, 15 et 8 ; Lyon, 16 et 8 ; Marseille, 17 et 11 ; Nancy, 16 et 1 ; Nantes, 9 et 4 ; Nice, 17 et 12 ; Paris-Le Bourget, 14 et 9 ; Pau, 15 et 6 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 16 et 1 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 17 et 8 ; Poitiers, 16 et 8 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés ; Amsterdam, 15 et 8 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 15 et 2 ; Bonn, 18 et 1 ; Bruxelles, 17 et 7 ; Le Caire, 11 et 11 ; Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 10 et 2 ; Dakar, 28 et 18 ; Genève, 11 et 2 ; Jérusalem, 22 et 10 ; Lisbonne, 16 et 8 ; Londres, 12 et 7 ; Luxembourg, 16 et 8 ; Madrid, 12 et 3 ; Moscou, 4 et 1 ; Nairobi, 22 et 15 ; New-York, 17 et 7 ; Palma de Majorque, 18 et 9 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 14 et 2 ; Tunis, 18 et 10 ; Toulon, 28 et 15.

Probabilités pour la journée du dimanche 4 avril

Dès le matin, une zone de nuages et pluie abordera la région atlantique et elle s'avancera lentement au cours de la journée vers le sud-est. En fin de soirée, elle touchera la plupart des régions de l'ouest et du sud-ouest. Sur tout le reste du pays, le ciel devrait rester clair ou passagèrement nuageux et brumeux. Dans l'ensemble, les températures seront très douces pour la saison, surtout en cours d'après-midi dans les régions occidentales.

(Document communiqué avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**JOURNAL OFFICIEL** — Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 avril 1982 :

**DES ORDONNANCES :**

● Relative à l'exercice du fonctionnaire public par les collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif.

● Portant modification de certaines dispositions du statut des personnels militaires en retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat à caractère administratif.

● Relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif.

● Relative aux indemnités pour risques professionnels allouées à certaines catégories de personnel civil des corps techniques du ministère de la défense.

● Portant modification de la contribution versée par l'Etat au titre du régime des pensions ouvrières des établissements industriels de l'Etat.

● Relative à la cessation anticipée d'activité des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

**SOCIÉTÉ**

**CARTES POSTALES FÉMINISTES.** — Un groupe de femmes militantes au sein de la Commission provinciale des femmes a décidé de réaliser des cartes postales féministes.

3<sup>e</sup> rue, Editions Tierce, 1, rue des Fontaines-Saint-Jacques, 75005 Paris.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 1<sup>er</sup> avril 1982, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.F.).

Paris, qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistre les hauteurs d'enneigement au 26-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

**ALPES DU NORD**

Alpe d'Huez : 210-300 ; Auris-Oran : 110-120 ; Autrans : 30-120 ; Arches-Beaufort : 180-430 ; Avoriaz : 40-350 ; Bellecombe : 120-300 ; Bonneval-sur-Arc : 220-400 ; Les Carres d'Arche : 90-380 ; Chamonix : 70-350 ; Châtel : 110-350 ; La Clusaz : 70-300 ; Collet d'Allevard : 70-140 ; Combloux : 50-280 ; Les Contamines-Montjoie : 70-400 ; Le Corbier : 110-230 ; Courchevel : 90-335 ; Crêt-Voland : 155-275 ; Les Deux-Alpes : 80-300 ; Flaine : 110-300 ; Flumet : 130-300 ; Les Deux-Alpes : 80-300 ; Les Gets : 100-250 ; Le Grand-Bornand : 70-300 ; Les Houches : 70-280 ; Les Sept-Laux : 80-200 ; Megève : 70-290 ; Les Menuires : 155-275 ; Méribel : 120-355 ; La Grande-Plagne : 210-400 ; Pralognan-La Vanoie : 140-180 ; Passy-sur-Argilly : 110-230 ; Saint-François-Longchamp : 110-250 ; Saint-Gervais-le-Bretteux : 120-270 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 10-180 ; Samoëns : 80-380 ; Thignes : 110-250 ; Valloire : 80-200 ; Villard-de-Lans : 10-250 ; Valmorel : 220-300.

**ALPES DU SUD**

Auron : 90-140 ; Beuil-Les-Laux : 40-50 ; Colmar-Valdeblore : 50-70 ; La Foux-d'Allos : 130-190 ; Isolad : 2000-150-185 ; Oudoubert-Merlette : 90-235 ; Les Orres : 100-170 ; Pra-Loup : 90-180 ; Pray-Saint-Vincent : 135-190 ; Risoul : 1850-140-160 ; Le Saizay-Super-Saizay : 60-230 ; Serre-Chevalier : 60-210 ; Superdévoluy : 80-210 ; Valberg : 50-60 ; Vars : 50-110.

**PYRÉNÉES**

Les Agudes : 50-110 ; Les Angles : 50-100 ; Ax-les-Thermes : 10-70 ; Cantabat-Les : 230-330 ; Font-Romeu : 100-140 ; Gourette-Lez-Baux-Bonnes : 25-600 ; La Mongie : 120-230 ; Saint-Lary-Soulan : 70-225.

**MASSIF CENTRAL**

Super-Besse : 25-120 ; Super-Lioran : 20-110.

**JURA**

Métabief-Mont-d'Or : 40-150 ; Les Combes : 100-300.

**VOSGES**

La Brume : 40-110 ; Gérardmer : 20-80 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 60-110.

**LES STATIONS ÉTRANGÈRES**

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-04-38 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 742-45-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 1<sup>er</sup> étage, 75002 Paris, tél. 742-78-57 ; à l'Office national espagnol du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 742-44-44.

Les mots croisés et le jeu de la semaine sont publiés dans le Monde des loisirs et du tourisme — page 19.

**LOTTO**

TIRAGE N° 111  
DU 31 MARS 1982

232728323940

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 12

NOMBRES DE MILLIERS		NOMBRES DE CENTIENNES	
SAISSONNIÈRES		SAISSONNIÈRES	
6	NUMÉROS	2	6 085 783,10 F
5	NUMÉROS	35	173 879,50 F
4	NUMÉROS	1 483	12 479,30 F
3	NUMÉROS	99 336	183,70 F
2	NUMÉROS	2 169 433	12,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 7 AVRIL 1982

VALIDATION JUSQU'AU 6 AVRIL 1982 APRES-MIDI

## PARIS EN VISITES

DIMANCHE 4 AVRIL

- Le Sénat, 10 h 30, 15, rue de Valenciennes, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- Château de Maisons-Laffitte, 14 h 30 et 15 h 45 : entrée libre, M<sup>me</sup> Hulot.
- Jardins des Tuileries, 15 h, arc de triomphe de Carrousel, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- Histoire du Louvre, 13 h, métro Louvre, M<sup>me</sup> Meyriel.
- De Saint-Sulpice au Luxembourg, 15 h, entrée de l'église, M<sup>me</sup> Ver-
- Hôtel de Sully, 15 h, 81, rue Saint-Antoine, M. Thibault (Caisse nationale des monuments historiques).
- Église Sainte-Clothilde, 15 h, 23 bis, Las-Cases, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- Jardins Albert-Kahn, 15 h, entrée de l'avenue de Bologne (l'Art pour tous).
- L'Assemblée nationale, 14 h 45, 126, rue de l'Université (Art et Aspects de Paris).
- Peinture française du dix-septième siècle, 10 h, Grand Palais (Approche de l'art).
- L'Orient des Croisades, 11 h, 13, rue de la République (Arènes).
- Synagogue de la rue des Roisiers, 16 h, 3, rue Malher (A travers Paris).
- Saint-Germain-des-Près, 15 h 15, 2, rue des Cloix, M<sup>me</sup> Barbier.
- Val-de-Grâce, 15 h, 1, place Alphonse-Laveran, M<sup>me</sup> Camus.
- Le Père-Lachaise, 15 h, entrée, 1, rue de la Chapelle (Cimetière d'ici et d'ailleurs).
- Abbaye Saint-Martin-des-Champs, 15 h, 292, rue Saint-Martin, M<sup>me</sup> Forrand.
- Quartier Saint-Georges, 11 h, place Pigalle, M<sup>me</sup> Hager.
- Hôtel de Camondo, 15 h, 63, rue de Monceau, M<sup>me</sup> Haulier.
- Le Musée de la Ville de Paris, angle rue Valette et place de la République (Histoire et Archéologie).
- Salons de la Ville de Paris, 10 h 30, 93, rue de Rivoli, M. P.-Y. Jaret.
- Le Marais, 15 h, métro Saint-Paul (L'Art et l'histoire).
- La chapelle expiatoire de Louis XVI au sa croix, 14 h 45, entrée rue Paquier, M. de La Roche.
- Le Sénat, 15 h, angle rue Vaugouard et de la République (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

- 14 h, rue Nungesser : « Paf... la grande catastrophe de la petite opéra quotidienne ».
- 17 h 30, 11 bis, rue Kappler : « Réincarnation, résurrection, réécriture » (Loge théosophes) (entrée libre).

## BREF

### DOCUMENTATION

UNE BROCHURE SUR LA DÉCENTRALISATION. — La Documentation française publie le n° 204 Cahiers français à la documentation. Ce cahier comporte une partie historique et expose dans le détail les principes qui ont présidé, dans l'organisation administrative, à la mise en œuvre de la décentralisation, à la loi récemment votée, à la loi de décentralisation communales, départementales et régionales.

● 30 pages, 25 F dans les librairies de la Documentation française, 31, quai Voltaire à Paris et 165, rue de la Harpe à Lyon (entrée libre par correspondance : 124, rue Henri-Lange, 93388 Aubervilliers Cedex).

### VACANCES

POUR LES JEUNES DIABÉTIQUES. — L'Association des jeunes diabétiques organise pendant les périodes de juillet à août des camps de vacances pour jeunes diabétiques.

● A.J.D.-41-43, rue des Rigoles, 75029 Paris, tél. 636-36-77.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75007 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 037-23

ABONNEMENTS

3 mois 110 F 11 mois 310 F

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 441 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
441 F 611 F 780 F 940 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 441 F 611 F 780 F

L - SUISSE, TUNISIE  
386 F 441 F 611 F 780 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre à chaque fois leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont tenus de formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre la bande d'abonnement à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de réimpression des noms propres en capitales d'imprimerie.















*Un fait nouveau dans le domaine  
des micro-ordinateurs personnels*

## M20 OLIVETTI VOTRE CLE POUR L'AGE TELEMATIQUE



Quand l'utilisateur  
d'informatique n'avait  
d'autre choix que de se  
rendre à l'ordinateur, ce  
fut Olivetti qui inversa  
l'approche. Avec son  
Programma 101, Olivetti  
inaugurait en effet  
l'époque de l'emploi  
universel de la lo-  
gique informatique.  
Manager, scientifi-  
que, technicien,

chacun pouvait enfin s'en servir directe-  
ment, sans intermédiaire.

Olivetti est resté fidèle à la philosophie  
qui lui avait donné cette avance.  
En '78 la première machine à écrire élec-  
tronique fut une Olivetti. Comme l'a été,  
deux ans plus tard, la première portable  
électronique. Comme l'est aujourd'hui  
■ M20, le micro-ordinateur à 16 bits.

Le M20 est le résultat d'un  
programme auquel ont par-  
ticipé les équipes de pointe  
des centres de recherche  
Olivetti en Italie et en  
Californie: à la fois le  
plus simple, le plus ra-  
pide et le plus puis-  
sant des matériels de  
sa catégorie.

Il ajoute efficacité  
■ l'action et science  
■ la décision. Avec

ce micro-ordinateur personnel, Olivetti ■  
réussi une synthèse de toutes ■ capacités  
industrielles et technologiques dans le  
domaine de l'électronique de l'information,  
un capital d'expérience qui demeure  
inégalé: informatique de gestion, informa-  
tique scientifique, traitement de textes,  
informatique répartie. M20 Olivetti - votre  
clé pour l'âge télématique.



*Le "micro" personnel à 16 bits*

# olivetti











# BANQUES

**LE CRÉDIT LYONNAIS  
A RÉALISÉ À L'ÉTRANGER  
PLUS DE LA MOITIÉ  
DE SES BÉNÉFICES EN 1981**

Après deux années de progrès très sensibles, les résultats du Crédit Lyonnais se sont stabilisés, et ont même enregistré une régression en monnaie constante, passant de 478,4 millions de francs en 1980 à 469,3 millions de francs en 1981.

A l'origine de ce tassement, on trouve un léger amincissement des marges sur les opérations de trésorerie, l'augmentation de 40 % des réserves obligatoires auprès de la Banque de France, des impôts nouveaux à hauteur de 104 millions de francs (prélevement exceptionnel notamment) et une nouvelle augmentation des provisions pour créances douteuses, qui passent de 1,87 milliard de francs à 2,04 milliards de francs.

Le fait notable de l'exercice est la forte augmentation du bénéfice net des agences étrangères, qui s'élève à 256 millions de francs en 1981 contre 97 millions de francs en 1980, celui des agences de France se contractant vivement à 213 millions de francs contre 379 millions de francs au niveau consolidé, on peut constater que les deux tiers des résultats du Crédit Lyonnais sont réalisés à l'étranger, 50 % d'un bilan de 500 milliards de francs environ étant constitué de devises étrangères empruntées et répétées.

Le président, M. Deflassieux, n'est satisfait de la progression des résultats provenant de l'exercice que pour 25 %, à la hausse du dollar, et a vivement critiqué l'encadrement du crédit, le qualifiant de « *système dangereux* ». Il a indiqué enfin, que les engagements sur la Pologne (150 millions de dollars environ) avaient été provisionnés à 30 %.

# INDUSTRIE

**LA C.G.E.  
RENFORCE SES POSITIONS  
DANS LES ACCUMULATEURS**

La Compagnie générale d'Électrification va racheter la division « batteries portables » du groupe américain Gould. Cette opération, en discussion depuis plus d'un an, va permettre à la C.G.E. de renforcer ses positions sur le marché des accumulateurs et de devenir ainsi le numéro deux mondial. C'est la filiale américaine de la Société des accumulateurs fixes et de traction (SAFAT) elle-même filiale de la C.G.E. qui rachètera la division de Gould. Cette dernière réalise un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars et emploie cinq cents personnes aux États-Unis.

La C.G.T. hostile à l'accord entre Alstom-Atlantique et Léo-Somer. — La Fédération des travailleurs des métaux C.G.T. estime que ce projet (le Monde du 14 avril) serait la poursuite et l'achèvement de la politique engagée par l'ancienne C.G.E. Elle souligne en outre que « des décisions sont prises sans que les salariés soient consultés, et que ceux-ci ne sont pas informés de ce qui se joue ». La solution proposée n'est pas forcément la bonne, estime la C.G.T., qui demande si « un accord de coopération commerciale, technique et industrielle » n'aurait pas été préalable à la rétrocession de capital public, alors même que le lot d'organisation du secteur public n'est pas encore voté.

Contrats pour Merita-Gerin. — La société Merita-Gerin, premier constructeur français d'appareillage électrique industriel, vient d'obtenir cinq contrats pour un montant de 200 millions de francs en Irak, en Birmanie et en Indonésie. La société va fournir l'équipement électrique de trois usines en Irak et de deux cimenteries en Indonésie et en Birmanie.

# Locafrance

Réuni le 24 mars 1982, sous la présidence de M. Gérard Billaud, le conseil d'administration de Locafrance a arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Les investissements de Locafrance au 31 décembre 1981 ont atteint 1 764 656 800 F contre 1 843 831 881 F au 31 décembre 1980. Les investissements cumulés de Locafrance et de ses filiales financières s'élevaient à 2 024 198 045 F, montant sensiblement équivalent à celui de l'exercice précédent. Par suite, notamment, de la réalisation d'une opération de 24 mars 1982 sous la forme d'un prêt sur une plate-forme de forage, les investissements des filiales étrangères ont atteint le contrepartie de 537 millions de francs contre 144 millions de francs en 1980.

Il est à noter que, pour la première fois, les concours financiers

cumulés de Locafrance et de ses seules filiales financières et étrangères détenues en quasi-totalité ont franchi au 31 décembre 1981 la barre des 3 milliards de francs.

Le résultat financier de Locafrance pour l'exercice 1981 s'élève à 48,5 millions de francs contre 57,3 millions de francs pour l'exercice 1980. Le bénéfice net comptable de Locafrance s'élevait à 16 790 465,77 F contre 13 534 290 F au 31 décembre 1980.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 15 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 F, identique à celui versé au titre du précédent exercice.

Le résultat de Locafrance a été acquis après déduction d'un montant de 25,3 millions de francs à la charge de l'exercice, qui atteint de ce fait 332,5 millions.

Le conseil d'administration a constaté que l'activité d'investissement, telle qu'elle ressort des données suivantes, a évolué conformément aux objectifs.

	1980 (en millions de francs H.T.)	1981 (en millions de francs H.T.)
- Investissements réels .....	101	111
- dont crédit-bail .....	96	84
- dont patrimoine locatif .....	5	27
- Engagements bruts totaux .....	1 103	1 219
- dont crédit-bail .....	948	1 006
- dont patrimoine locatif .....	155	113
- Recettes locatives .....	154	189
- Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions .....	58	65
- Bénéfices nets .....	41	46

Il convient d'ajouter que les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions ont été de 6 203 000 francs, les frais d'acquisition des immeubles s'élevant à plus de 6 203 000 francs et d'acquiescence à la loi de 1981 de 1 103 000 francs en porteur sur montant total à 33 227 000 F, soit près de 27 F par action.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale ordinaire le

25 mai 1982. Il sera proposé la distribution d'un dividende de 15,25 F (dont 0,25 F d'avoir fiscal) à chaque titre de 1 250 actions composant le capital social, contre 20 F (dont 0,25 F d'avoir fiscal) pour 1 250 actions au titre de l'exercice précédent. Le dividende global, qui représenterait 55,25 % du bénéfice cumulé à obligation de distribution, s'élève à 49 millions de francs, soit une progression de plus de 12,50 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 24 mai 1982, de modifier le rapport à nouveau de 36 F par action, plus avoir fiscal, contre 25 F pour 1980, soit une progression de 24,75 % (en progression de 14 % du nombre d'actions au titre de la suite de l'augmentation de capital en cours de l'exercice 1981 et de la conversion d'obligations).

Cette importante augmentation du dividende permettra néanmoins de maintenir le report à nouveau de 5 453 000 F, soit approximativement le montant net d'impost des produits de l'exercice 1981, et de le porter ainsi à 8 351 000 F.

Après deux années de progression exceptionnelle faisant suite à la suppression en 1979 du dividende, ainsi rétabli à un niveau normal et s'élevant désormais à un rythme de croissance des résultats de l'exploitation courante.

L'assemblée sera, en outre, appelée

# ARBED

Société anonyme  
Siège social à Luxembourg - R.C. Luxembourg n° B 6990

MM. les actionnaires de la société anonyme ARBED, sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 23 avril 1982, à 14 heures, au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants :

- 1) Rapport du conseil d'administration sur les opérations et la situation de la société ;
- 2) Rapport des commissaires sur la comptabilité et le bilan de l'exercice écoulé ;
- 3) Approbation du bilan et du compte de profits et pertes ;
- 4) Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires ;
- 5) Nomination dans les conseils ;
- 6) Divers.

Le conseil d'administration a l'honneur de rappeler à MM. les actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'article 40 des statuts.

Le dépôt des parts sociales pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 17 avril 1982 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après :

- Dans le Grand-Duché de Luxembourg :
- 1) Au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg ;
  - 2) A la Banque Internationale à Luxembourg, à Luxembourg ;
  - 3) A la Banque Générale du Luxembourg, à Luxembourg ;
  - 4) Au Crédit Lyonnais, à Luxembourg ;
  - 5) A la Caisse d'Épargne de l'Etat, à Luxembourg ;
  - 6) A la Caisse d'Épargne de la Région, à Luxembourg ;
  - 7) A la Société Générale d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg ;
  - 8) Au Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg.
- En France :
- 1) Au Crédit Lyonnais, 19, boulevard des Capucins, à Paris ;
  - 2) A la Banque de l'Union Européenne, 4 et 6, rue de la Harpe, à Paris ;
  - 3) Au Crédit du Nord, 50, rue d'Anjou, à Paris ;
  - 4) A la Société Générale, 29, boulevard Haussmann, à Paris.
- Les procurations devront être parvenues au plus tard le 19 avril 1982 au siège de la société.

Luxembourg, le 2 avril 1982.

Le conseil d'administration :  
Emmanuel TROCH, président.

# SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Conseil d'administration du 30 mars 1982

Le conseil d'administration de la société, réuni le 30 mars 1982 sous la présidence de M. François Tabard, a arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Les recettes locatives et produits accessoires s'élèvent à 55 600 000 F en progression de 14,61 %. Du fait de produits financiers exceptionnels résultant d'une cession d'obligations, le bénéfice d'exploitation s'élève à 40 025 000 F contre 27 475 000 F en 1980, soit une progression de 45,67 %.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 35 899 000 F (+ 24,19 %) incluant des plus-values à long terme pour 2 806 000 F contre 2 407 000 F au cours de l'exercice précédent.

Le conseil propose à l'assemblée convoquée pour le 16 juin 1982, de modifier le rapport à nouveau de 36 F par action, plus avoir fiscal, contre 25 F pour 1980, soit une progression de 24,75 % (en progression de 14 % du nombre d'actions au titre de la suite de l'augmentation de capital en cours de l'exercice 1981 et de la conversion d'obligations).

Cette importante augmentation du dividende permettra néanmoins de maintenir le report à nouveau de 5 453 000 F, soit approximativement le montant net d'impost des produits de l'exercice 1981, et de le porter ainsi à 8 351 000 F.

Après deux années de progression exceptionnelle faisant suite à la suppression en 1979 du dividende, ainsi rétabli à un niveau normal et s'élevant désormais à un rythme de croissance des résultats de l'exploitation courante.

L'assemblée sera, en outre, appelée

# ARBED

Société anonyme  
Siège social à Luxembourg - R.C. Luxembourg n° B 6990

MM. les actionnaires de la société anonyme ARBED, sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 23 avril 1982, à 14 heures, au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants :

- 1) Autorisation pour le conseil d'administration à l'effet d'émettre, pendant une période expirant le 31 décembre 1987, un ou plusieurs emprunts convertibles subordonnés ou non aux bénéfices de la société, pour un montant maximal de neuf millions de francs, représentés par des obligations dont le nombre sera fixé par le conseil d'administration et dont la valeur nominale sera égale à la valeur d'acquisition des obligations, à moins toutefois être inférieure à sept mille (7 000) francs ; le calcul de la valeur d'acquisition sera effectué par le conseil d'administration.

La souscription des obligations ne devra pas être réservée aux anciens actionnaires de la société.

Les obligations à émettre seront subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la société émises avant les dites obligations, à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées — en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes actuelles de la société émises avant les dites obligations, à moins qu'elles ne soient exigibles en cas de faillite, exécution provisoire judiciaire ou amiable, exécution pour cause et en cas de liquidation de la société émettrice (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la société émettrice) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non exigibles dans les cas ci-avant visés.

Les obligations sont convertibles en parts sociales de la société à moins qu'une obligation donne droit à une part sociale du même type et jouissant des mêmes droits que les parts sociales existantes. Lors de la conversion, il ne sera tenu compte des intérêts sur les obligations converties pendant la période de conversion, par suite de la conversion seront nulles les coupons relatifs à l'exercice au cours duquel la conversion a été demandée.

La société émettrice se réserve expressément le droit, moyennant une adaptation correspondante, d'y faire à tout moment et à l'initiative de la présente résolution,

- a) de procéder à toutes opérations ayant effet sur le capital social,
- b) de créer d'autres obligations convertibles, participatives ou non, ou avec droit de souscription aux parts sociales,
- c) de modifier les dispositions qui régissent la répartition des bénéfices et du boni de liquidation.

Si la société émettrice réalise une augmentation de capital moyennant apports nouveaux ou si, dans les hypothèses visées ci-dessus, une

adaptation des modalités de conversion n'est pas possible ou si, en cas de liquidation, les actionnaires ne peuvent pas participer à la répartition des biens de la société, la conversion des obligations convertibles en parts sociales aura lieu aux conditions fixées ci-dessus.

Il en sera de même en cas de mise en liquidation ou de fusion par absorption de la société émettrice.

Le conseil d'administration a l'honneur de rappeler à MM. les actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'article 40 des statuts.

Le dépôt des parts sociales pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 17 avril 1982 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après :

- Dans le Grand-Duché de Luxembourg :
- 1) Au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg ;
  - 2) A la Banque Internationale à Luxembourg, à Luxembourg ;
  - 3) A la Banque Générale du Luxembourg, à Luxembourg ;
  - 4) Au Crédit Lyonnais, à Luxembourg ;
  - 5) A la Caisse d'Épargne de l'Etat, à Luxembourg ;
  - 6) A la Caisse d'Épargne de la Région, à Luxembourg ;
  - 7) A la Société Générale d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg ;
  - 8) Au Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg.
- En France :
- 1) Au Crédit Lyonnais, 19, boul. des Capucins, à Paris ;
  - 2) A la Banque de l'Union Européenne, 4 et 6, rue de la Harpe, à Paris ;
  - 3) Au Crédit du Nord, 50, rue d'Anjou, à Paris ;
  - 4) A la Société Générale, 29, boulevard Haussmann, à Paris.
- Les procurations devront être parvenues au plus tard le 19 avril 1982 au siège de la société.

Luxembourg, le 2 avril 1982.

Le conseil d'administration :  
Emmanuel TROCH, président.

# FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

**CIT-Alcatel dans les circuits intégrés.** — Le groupe CIT-Alcatel va créer un centre de production de circuits intégrés à Aix-les-Bains, par l'intermédiaire de sa filiale Semi-Conducteurs Alcatel. Ce centre pourra produire de 50 000 à 60 000 tranches de silicium par an, selon une technologie mise au point par la société américaine Semi Process Inc. dans laquelle CIT-Alcatel détient une participation de 25 %. La mise en exploitation du centre débutera vers la mi-1983 ; en 1985 il devrait enregistrer un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

**Le Salon international des composants électroniques.** qui a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> avril, se tiendra désormais tous les ans, les années impaires (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), au par des expositions de Paris-Nord (Villepinte). Les années paires, un salon spécialisé dans l'équipement, les machines et les produits pour l'électronique sera organisé à Villepinte, en même temps que le Salon Electronica de Munich.

## Energie

**Haussse de 7 % des prix du charbon domestique.** Les prix du charbon destiné aux foyers domestiques sont majorés de 7 %, à partir du 1<sup>er</sup> avril au départ de la mine. Compte tenu des baisses saisonnières traditionnelles en cette fin d'hiver, cette hausse n'aura son plein effet qu'au mois de septembre. Dans la mesure où les prix sont librement établis par le marché, cette augmentation au départ de la mine — à laquelle doit s'ajouter une hausse notablement des tarifs marchands de la S.N.C.F. de 12,5 % au 1<sup>er</sup> avril — pourra avoir une incidence minime, selon les cas, pour les particuliers.

**Quatramote ne construira pas le quatrième réacteur nucléaire de Taiwan.** — La société américaine Combustion Engineering fournira la chaudière du quatrième réacteur de 930 MW construit à Taiwan. La firme britannique Neil Parsons réalisera la partie nucléaire. La société française Framatome avait fait les offres les plus basses pour la chaudière (191,5 millions de dollars contre 201 millions pour la société américaine) mais Combustion Engineering proposait un combustible moins cher. Comme toute décision en matière nucléaire le choix a aussi été politique.

# Hotel

(SICOMI pour le financement de l'hôtellerie)

Une évolution satisfaisante des résultats

Le conseil d'administration réuni le 29 mars 1982 pour arrêter les comptes de l'exercice 1981, les résultats de l'Hotel (SICOMI) ont été de 105,8 millions de francs, en hausse de 23,5 % sur ceux de l'exercice 1980. Ce résultat est le résultat d'un développement (bénéfice + amortissements) à hauteur de 10,5 millions de francs, en progression de 23 %. Enfin, le résultat net a atteint 38 182 000 F, soit une progression de 30 %. Ce résultat, qui se comporte comme une plus-value de cession d'immeuble, a été obtenu après amortissement intégral des frais d'établissement afférents à l'exercice.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 24 mai 1982, de modifier le rapport à nouveau de 36 F par action, plus avoir fiscal, contre 25 F pour 1980, soit une progression de 24,75 % (en progression de 14 % du nombre d'actions au titre de la suite de l'augmentation de capital en cours de l'exercice 1981 et de la conversion d'obligations).

Après deux années de progression exceptionnelle faisant suite à la suppression en 1979 du dividende, ainsi rétabli à un niveau normal et s'élevant désormais à un rythme de croissance des résultats de l'exploitation courante.

L'assemblée sera, en outre, appelée

# Champex

Société de développement régional de Champagne-Ardenne

Majoration du dividende

Malgré la faiblesse des investissements et la hausse des taux d'intérêt, Champex a enregistré en 1981 ses meilleures performances de 1980 tant en activité qu'en rentabilité.

Des concours nouveaux ont été réalisés pour 215 millions de francs (219 millions de francs en 1980) au profit de cent trente et une entreprises de la région.

Le bénéfice net de 5 176 255 F est le résultat de 1 580 (940 257 F). Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se tiendra le 25 mai 1982 à Reims, de modifier le dividende net à 15 F (contre 14 F) en 1981.

Le conseil a également confirmé son intention de respecter dans les délais prévus l'obligation faite à la société par la convention signée avec l'Etat en 1981 de procéder à un nouveau doublement de son capital social avant le 31 décembre 1982.

Le titre est actuellement coté en Bourse de Nancy aux environs de 120 F. La société envisage une capitalisation de 4,9 du bénéfice net par action (24,43 F) et, sur la base du projet de dividende, un rendement de 14 %.

La société a entrepris activement la mise en place des prêts spéciaux et des prêts à taux réduits, dont les quotas et les critères pour 1982 viennent de lui être notifiés par le ministère de l'économie et pour suit un effort soutenu en faveur du renforcement des fonds propres des entreprises.

Les entreprises sont la forme de prêts participatifs privés.

# LE MARCHÉ INTERBANCARIE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.
S. E.-U.	6,5330 6,2618	+ 85 + 35	+ 90 + 160	+ 100 + 270
S. E.-U. (1980)	5,1025 5,1080	+ 100 + 110	+ 1100 + 1150	
Yen (1980)	2,5405 2,5440	+ 190 + 235	+ 490 + 600	
D.M.	2,6935 2,6982	+ 158 + 175	+ 310 + 347	+ 830 + 918
Florin	2,3420 2,3465	+ 145 + 175	+ 310 + 347	+ 810 + 885
F.S. (1980)	13,7850 13,8005	- 645 - 740	- 936 - 996	- 1730 - 1900
F.S. (1981)	3,2265 3,2315	+ 320 + 360	+ 640 + 720	+ 1225 + 1705
L. (1980)	4,7770 4,7840	- 640 - 655	- 1190 - 995	- 2374 - 4000
S. (1980)	11,1920 11,2075	+ 260 + 300	+ 535 + 605	+ 1195 + 1300

Source : Banque de France

# Taux des Euro-Monnaies

	3/12	6/12	9/12	12/12	3/18	6/18	9/18	12/18
S. E.-U.	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8
Florin	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
F.S. (1980)	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F.S. (1981)	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
L. (1980)	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
S. (1980)	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F. Française	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Source : Banque de France

Notes : Les données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Un nom, un style...

**CELINE**

"Men"

3, avenue Victor-Hugo

58, rue de Rennes

# Annonces classées

immobilier

ventes

dans les

5, 6, 7, 8, 15, 16

arrondissements

Régie Presse le Monde

Tél : 296.15.01

# MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982

14 mars 1982







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. DROITS DE L'HOMME : Vœux et revues, par Yves Florenne : « Les mots sans remède » ; « La torture, un point de non-retour », par Erika Apfelbaum et Ann Vasquez ; « La pierre d'achoppement », par Gaston Pietri ; « Être le cœur du monde », par Gabriel Matzneff.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
— ÉTATS-UNIS : une campagne est lancée visant à rendre obligatoire l'équilibre budgétaire.  
— EL SALVADOR : la démocratie chrétienne ne renonce pas à participer au gouvernement.  
— CANADA : M. Jobert en visite à Ottawa.  
4. ASIE  
— THAÏLANDE : deux ans de gouvernement du général Prem.  
5. PROCHE-ORIENT  
— ISRAËL : l'évacuation de Sinaï en poursuite sans incident notable.  
— Cisjordanie : Doudou contre Goliath (IV), de notre correspondant Francis Cerna.  
6-7. EUROPE  
— POLOGNE : un quotidien de Varsovie publie des lettres de lecteurs favorables à Solidarnosc.  
— ITALIE : l'auteur du faux procès par l'Unità a été retrouvé décapité.

### POLITIQUE

8. L'ouverture de la session parlementaire de printemps.  
9. M. Giscard d'Estaing est invité à participer à la direction de l'U.D.F.  
10. JUSTICE : l'attente à bord du Capitole et ses prolongements.  
12. DÉFENSE : les officiers participent à une campagne d'information.  
— SPORTS : tennis, le tournoi de Nice.

### LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

13-14. Les vacances en musique.  
15. Chez Kit Carson, lueur d'indians.  
16. Balade à la carte : le canal de l'Ouzou.  
17-19. Photographie, hippisme, plaisirs de la table, philatélie, jeux.

### CULTURE

21. CINÉMA : la mise en place des nouvelles structures.  
24-25. RADIO-TELEVISION : le projet de loi sur l'audiovisuel.

### EQUIPEMENT

26. Le bilan des états régionaux de l'environnement : quatre mille associations ont repris espoir.  
TRANSPORTS : le personnel de Sabena accepte des réductions de salaires pour permettre la réduction de la compagnie aérienne.

### ECONOMIE

28. La stratégie de Renault aux Etats-Unis.  
29. AFFAIRES : « Quel avenir pour les Cio » (II), par Josée Doyère.  
30. SOCIAL : Les critiques de la C.G.C. contre le gouvernement se font de plus en plus vives.

### RADIO ET TELEVISION

(24 et 25)  
INFORMATIONS  
« SERVICES » (25)  
Météorologie : Bulletin d'enneigement ; « Journal officiel » ; Loto.  
Annonces classées (27 et 28) ; Mots croisés (10) ; Programmes spectacles (22 et 23) ; Carnet (26) ; Bourse (31).

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1982 a été tiré à 509 103 exemplaires.

### (Publicité)

EN DIRECT DES MEILLEURES USINES EUROPÉENNES  
Des moquettes et des revêtements muraux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> choix, 200.000 m<sup>2</sup> en stock.  
5 % de remise, supplémentaire sur présentation de cette annonce.

### ARTIREC

4, boulevard de la Bastille  
75012 PARIS  
Tél. : 340-72-72  
Ouvert de 9 h à 19 h  
sans interruption MO3

A B C D E F G

## La fixation des prix agricoles communautaires

### La négociation reste hypothéquée par le dossier de la contribution britannique

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). Les ministres de l'Agriculture des Etats membres se réunissent à Bruxelles ce vendredi 2 avril pour débattre sur les prix agricoles et les mesures de soutien de la prochaine campagne. Cette négociation est hypothéquée par l'affaire de la contribution budgétaire britannique que les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent de régler samedi 3 avril à Luxembourg.

Les amendements apportés par la Commission à ses propositions initiales conviennent à la France, Mme Cresson l'admet, même si elle juge encore insuffisant le niveau général de l'augmentation des prix exprimés en unités de compte européenne (E.C.U.) : plus 10,30 % en moyenne. Le débat de jeudi s'est achevé vers minuit et a fait surgir deux obstacles importants à la conclusion d'un accord : le renforcement de la réglementation applicable aux produits méditerranéens d'une part et l'abandon des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués par les pays à monnaie forte, à savoir la R.F.A., les Pays-Bas et le Royaume-Uni d'autre part. On a beaucoup dit que la politique agricole commune s'appliquait trop exclusivement au bénéfice des exploitants de l'Europe et qu'un réajustement en faveur de ceux des régions méditerranéennes était indispensable.

L'arrivée de la Grèce, la perspective de l'adhésion de la Communauté à l'Espagne et au Portugal en accroissent l'urgence. Mais les pays septentrionaux de la C.E.E. peu pressés d'entreprendre cet exercice forcément coûteux, ont expliqué que ces décisions — concernant les réformes à apporter au règlement — n'ont à voir avec le dossier de la contribution britannique — devraient être dissociées de la fixation des prix. « Pas du tout », a répliqué Mme Cresson, soutenue par ses collègues grecs et italiens. « L'Union européenne, bien connue à Bruxelles que les problèmes qui ne sont pas décidés dans le « paquet » présenté ne sont jamais réglés. Le nouveau règlement a vocation à être adopté sans trop de difficultés : les pays partenaires, selon Mme Cresson, comprennent qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Communauté que ce secteur continue à vivre dans l'anarchie. Ils semblent donc prêts à accepter, en dépit de son coût relatif-

ment élevé, le nouveau dispositif de réglementation du marché préconisé par la Commission : distillation obligatoire à bas prix en début de campagne, et distillation à un prix plus élevé en cours de campagne décidée en cas de nécessité par la Commission. Les choses se passent moins bien dans le cas des fruits et légumes. Angleterre, Allemagne, Pays-Bas et Belgique ne trouvent toujours pas opportun de renforcer immédiatement les garanties des producteurs de produits (en vue d'une meilleure organisation du marché) et d'augmenter le soutien accordé aux horticulteurs.

### Un débat classique : les montants compensatoires

Le débat sur la réduction des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués par les pays à monnaie forte est devenu un grand classique des négociations agricoles européennes de printemps. La Commission a légèrement allégé l'effort demandé aux Allemands (une diminution de 4 %, alors que les Français auraient voulu 5,5 % sur un total de 8 % actuellement appliqué), aux Pays-Bas (moins 3 %), et aux Britanniques (moins 2,5 %). Mme Cresson explique que les M.C.M. posent un problème de taxes à l'importation et de subventions à l'exportation, engendrant des distorsions de concurrence d'autant plus fautive que les bénéficiaires à des pays à monnaie forte. L'accord de 1979, rappelle-t-elle, stipulait que les montants M.C.M. instaurés à la suite de variations dans les relations de changes au sein du Système monétaire européen, devaient être supprimés dans un délai maximum de deux ans. Les M.C.M. les plus anciens, ajoutés à la date de 1979, ont donc été supprimés. Mais les textes de la Commission indiquent sans ambiguïté qu'ils ne sont pas faits pour durer. Le problème est de d'autant plus complexe que le ministre français, conclut que pour les M.C.M. allemands, la réduction de 4 % proposée par la Commission constitue une baisse d'un tiers du minimum, et que la diminution de 2,5 % acceptée par M. Erdi, le ministre fédéral, est une baisse de moitié. Mme Cresson, qui a dit au chancelier Schmidt avoir fait comprendre à M. Mauroy, lors de son récent voyage à Bonn, que le gouvernement fédéral pourrait aller jusqu'à l'abandon des M.C.M. en abandonnant en particu-

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## APRÈS UN ENTRETIEN DE QUATRE HEURES A MATIGNON

### Les internes et chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires mettent fin à leur grève

La grève nationale illimitée des internes et des chefs de clinique-assistants des centres hospitaliers universitaires, lancée le 26 mars, devait se terminer ce vendredi 2 avril. Cette décision a été prise par les responsables des Intersyndicats des internes et des chefs de clinique-assistants au terme d'une négociation de quatre heures menée à l'hôtel Matignon le 1<sup>er</sup> avril. L'application de l'arrêt du ministère

de l'éducation nationale publié au « Journal officiel » du 21 février et qui modifiait le régime des équivalences de certificats d'études spéciales (C.E.S.) devrait être suspendue. D'autre part, le gouvernement va demander au conseil national de l'ordre des médecins de réexaminer ces propositions concernant l'examen des dossiers des étudiants « recalés » en fin de certificat d'études spéciales.

Après l'idée d'un réexamen des seuls dossiers des étudiants ayant obtenu une moyenne inférieure à 7,5 lors de trois échecs consécutifs. Des propositions concrètes devraient prochainement être formulées.

### Un accord de dernière minute

D'autres points sont aussi abordés concernant notamment la mise en place d'un calendrier précis d'examen des problèmes statutaires, de couverture sociale, de rémunération des gardes et des astivités. Un nombre est aussi proposé concernant les chefs de clinique assistants : tous ceux terminant leurs fonctions le 30 septembre prochain pourront bénéficier des éventuelles mesures ultérieures concernant les réformes des carrières hospitalières.

Il aura au total fallu près de quatre heures de négociations pour parvenir à cet accord de dernière minute. Depuis quelques jours des contacts officieux avaient été recherchés par l'hôtel Matignon et amorcés le mercredi 31 mars entre les représentants des internes et des chefs de clinique. Ces derniers ne souhaitent pas leur volonté de « durcir » le mouvement de grève. Ils étaient en cela souvent appuyés par leur base. Leurs menaces étaient précises. Dès la semaine prochaine un programme par étapes devait progressivement entrer en vigueur. L'arrêt du service médical minimum était prévu pour lundi prochain. Il aurait plus été assuré que par les « patrons » des services hospitaliers. Jeudi prochain la moitié des internes prévoyaient de se mettre en indigence.

Les autres auraient attendu à leur domicile une réquisition. Les deux intersyndicats avaient d'autre part appelé à une manifestation nationale prévue à Paris pour ce 2 avril.

Les représentants des deux intersyndicats se sont débattus à l'issue de la réunion de négociations. D'autre part, précise le docteur Alain Haertig, président de l'Intersyndicat national des chefs de clinique, « nous sommes en voyage officiel en Algérie, on estime qu'un total le résultat de la négociation constitue une « avancée ».

Le conflit du personnel des services des eaux APPROCHE-T-ELLE DE SA FIN ?

Le conflit du personnel des services « eau et assainissement » de la ville de Paris est en partie achevé. Après un comité technique paritaire, le mercredi 31 mars, et une réunion entre la C.G.T. et M. Tibéri, adjoint au maire de Paris, le jeudi 1<sup>er</sup> avril au soir, le travail a repris sur l'ensemble des sites concernés, à l'exception toutefois de celui de Achères (Yvelines) où la situation est confuse.

La grève avait commencé il y a vingt-cinq jours : les quelques 600 personnes qui travaillent en service continu pour fournir de l'eau aux Parisiens et assainir les eaux usées demandaient essentiellement une réduction de leur temps de travail. Si la ville de Paris n'a pas accepté celle-ci, elle a toutefois admis de créer 32 postes supplémentaires pour faciliter la mise en place d'une cinquième équipe. M. Tibéri, pour sa part, a accepté de réduire en moyenne de 2/7 les retenues de salaires pour grève et d'étaler celles-ci sur trois mois.

La santé de M. Brejnev. — A la suite de rumeurs concernant une hospitalisation de M. Brejnev, une source soviétique a affirmé jeudi 1<sup>er</sup> avril que l'état de santé du secrétaire général du P.C. n'inspirait pas d'inquiétude. Le nombre d'une soirée n'a pas été officiellement annoncé, mais la même source, mais il s'est écoulé quelques jours de repos après un programme chargé.

## AGGALME SUR LE FRANC BAISSÉ DU DOLLAR

Les attaques sur le franc, assez vives jeudi 1<sup>er</sup> avril, se sont fortement atténuées à la veille du week-end, grâce, en partie, au recul général du dollar, dont le cours à Francfort, est retombé en dessous de 2,40 deutschemarks, tandis que, à Paris, il revenait de 6,29 F, record historique, à 6,23 environ. Les marchés de monnaie, restés très sensibles de la santé du franc, après une nouvelle pointe, jeudi, à 2,61 F contre 2,589 F la veille, a été à 2,609 F, la plus haute de l'année, mais très modérément. Cette dernière a fait connaître, en publiant son bilan hebdomadaire, que, au cours de la semaine s'achevant le 25 mars, les Etats-Unis ont enregistré un déficit de 10 milliards de francs en devises.

D'une façon générale, la perspective d'un réajustement très prochain des parités au sein du système monétaire international semble abandonnée par les milieux financiers internationaux, comme le témoigne la baisse des taux sur l'eurofranc, revenus à 20 % au jour le jour. Par ailleurs, M. Mauroy, qui était, jeudi, l'hôte à déjeuner de la présidence de la presse anglo-américaine a repoussé l'idée d'un flottement du franc hors du S.M.E. « Le serpent monétaire est trop lâché », a-t-il déclaré, « nous avons procédé à un de ceux-ci, qui a été parfaitement réussi, à l'automne dernier, et je suis persuadé que nous n'aurons pas de problème de ce genre-là. Nous prenons toutes les dispositions pour qu'il en soit ainsi ».

Le premier ministre a également répondu indirectement aux propos tenus mardi à Lausanne par M. Raymond Barre sur la mise en flottement du franc et sur la certitude d'une dévaluation du franc d'ici l'automne : « Je suis étourdi des déclarations des uns et des autres, de ceux qui ont des responsabilités ou qui en ont eu, en ce qui concerne l'évolution du franc. J'ai été dans l'opposition pendant vingt-trois ans et je n'ai jamais fait une déclaration qui puisse fragiliser la monnaie de mon pays ; jamais je n'ai spécifié contre la monnaie de mon pays, parce que je sais que ce genre de spéculation peut avoir des conséquences ».

Cependant, à Nancy, M. Barre, recevant des élus de l'opposition a de nouveau évoqué les problèmes du franc : « La monnaie est plus qu'un instrument, c'est le pouvoir. Les attaques du franc sont une revanche de pays étrangers lussatisfaits de la façon dont la France mène ses affaires. On ne peut pas défendre activement une monnaie ».

## LES SUITES DES ÉMEUTES DE CASABLANCA

### Les dirigeants syndicalistes et socialistes seront jugés le 17 mai par la cour d'assises

De notre correspondant

Rabat. — Parmi les procès de militants du syndicat socialiste C.D.T. (Confédération démocratique du travail) ou du parti socialiste U.S.F.P. (Union des socialistes) qui ont été jugés au Maroc après les événements du 20 juin 1981 à Casablanca, l'un des plus importants devait être sans doute celui de M. Mohamed Amouch, secrétaire général de la C.D.T. et de cinq autres membres du bureau exécutif convoqués à la préfecture de Casablanca, le 20 juin, et arrêtés séance tenante. Parmi eux se trouvaient aussi M. Mustapha Karchaoui, rédacteur en chef de « El Mohammadi », principal journal de l'U.S.F.P. interdit depuis le 20 juin, et M. Mohamed Karam, également membre du comité national de l'U.S.F.P.

Or ce grand procès de Casablanca, qui a été dit, par le « Procès des vedettes », ne s'est pas encore ouvert. Une interminable série de renvois d'une juridiction à l'autre a fait traîner la procédure en longueur, et ce n'est finalement que le 17 mai que M. Amouch et ses compagnons seront déférés devant la cour d'assises de Casablanca.

Au même moment, M. Mohamed Yaghi, directeur de la presse socialiste, libéré récemment à la suite d'une grâce royale, a soumis au premier ministre, M. Mustapha Boudiaf, un mémorandum sur l'impossibilité où la

presse socialiste se trouve de paraître. Cette impossibilité n'a jamais été sanctionnée ni par un règlement ni par un jugement. Elle est simplement l'œuvre d'une intervention de la police qui occupe depuis le 20 juin les imprimeries du journal socialiste. M. Yaghi s'est adressé au premier ministre pour obtenir la levée des séquestres apposés sur les imprimeries du quotidien El Mohammadi et de l'hebdomadaire Libération, également organe socialiste mais de langue française. Mais comment la presse socialiste pourrait-elle être autorisée à repartir si en même temps le rédacteur en chef du Mohammadi est l'objet de poursuites devant la cour d'assises de Casablanca ? Cette contradiction n'est pas la seule dans la situation actuelle.

Depuis la libération, le 27 février dernier, de M. Abderrahim Boudiaf et des deux autres dirigeants socialistes détenus à Missour depuis la fin de 1981, aucune mesure de grâce n'est intervenue pour les quelques deux cents militants syndicalistes et socialistes condamnés sommairement après les événements de Casablanca. Les locaux du syndicat C.D.T. qui, dans beaucoup de villes de province, servaient également de siège au parti U.S.F.P., sont toujours occupés par la police et interdits aux militants.

ROLAND DELCOUR.

## PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.  
Vente à partir de 293,15 F par mois.  
(Crédit souple et personnelisé).  
Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Proximité

**DUVAL**  
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ  
**CAPELOU**  
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE  
Réputés pour leur robustesse et leur confort, les DUVAL vous offrent une gamme de 2 places (interieure : 0,85, 0,90, 1,20 et 1,40, dotées d'un moteur 1000 cc, 1000 cc, 1500 cc, 1800 cc, 2000 cc, 2400 cc, 2800 cc, 3000 cc, 3500 cc, 4000 cc, 4500 cc, 5000 cc, 5500 cc, 6000 cc, 6500 cc, 7000 cc, 7500 cc, 8000 cc, 8500 cc, 9000 cc, 9500 cc, 10000 cc, 10500 cc, 11000 cc, 11500 cc, 12000 cc, 12500 cc, 13000 cc, 13500 cc, 14000 cc, 14500 cc, 15000 cc, 15500 cc, 16000 cc, 16500 cc, 17000 cc, 17500 cc, 18000 cc, 18500 cc, 19000 cc, 19500 cc, 20000 cc, 20500 cc, 21000 cc, 21500 cc, 22000 cc, 22500 cc, 23000 cc, 23500 cc, 24000 cc, 24500 cc, 25000 cc, 25500 cc, 26000 cc, 26500 cc, 27000 cc, 27500 cc, 28000 cc, 28500 cc, 29000 cc, 29500 cc, 30000 cc, 30500 cc, 31000 cc, 31500 cc, 32000 cc, 32500 cc, 33000 cc, 33500 cc, 34000 cc, 34500 cc, 35000 cc, 35500 cc, 36000 cc, 36500 cc, 37000 cc, 37500 cc, 38000 cc, 38500 cc, 39000 cc, 39500 cc, 40000 cc, 40500 cc, 41000 cc, 41500 cc, 42000 cc, 42500 cc, 43000 cc, 43500 cc, 44000 cc, 44500 cc, 45000 cc, 45500 cc, 46000 cc, 46500 cc, 47000 cc, 47500 cc, 48000 cc, 48500 cc, 49000 cc, 49500 cc, 50000 cc, 50500 cc, 51000 cc, 51500 cc, 52000 cc, 52500 cc, 53000 cc, 53500 cc, 54000 cc, 54500 cc, 55000 cc, 55500 cc, 56000 cc, 56500 cc, 57000 cc, 57500 cc, 58000 cc, 58500 cc, 59000 cc, 59500 cc, 60000 cc, 60500 cc, 61000 cc, 61500 cc, 62000 cc, 62500 cc, 63000 cc, 63500 cc, 64000 cc, 64500 cc, 65000 cc, 65500 cc, 66000 cc, 66500 cc, 67000 cc, 67500 cc, 68000 cc, 68500 cc, 69000 cc, 69500 cc, 70000 cc, 70500 cc, 71000 cc, 71500 cc, 72000 cc, 72500 cc, 73000 cc, 73500 cc, 74000 cc, 74500 cc, 75000 cc, 75500 cc, 76000 cc, 76500 cc, 77000 cc, 77500 cc, 78000 cc, 78500 cc, 79000 cc, 79500 cc, 80000 cc, 80500 cc, 81000 cc, 81500 cc, 82000 cc, 82500 cc, 83000 cc, 83500 cc, 84000 cc, 84500 cc, 85000 cc, 85500 cc, 86000 cc, 86500 cc, 87000 cc, 87500 cc, 88000 cc, 88500 cc, 89000 cc, 89500 cc, 90000 cc, 90500 cc, 91000 cc, 91500 cc, 92000 cc, 92500 cc, 93000 cc, 93500 cc, 94000 cc, 94500 cc, 95000 cc, 95500 cc, 96000 cc, 96500 cc, 97000 cc, 97500 cc, 98000 cc, 98500 cc, 99000 cc, 99500 cc, 100000 cc, 100500 cc, 101000 cc, 101500 cc, 102000 cc, 102500 cc, 103000 cc, 103500 cc, 104000 cc, 104500 cc, 105000 cc, 105500 cc, 106000 cc, 106500 cc, 107000 cc, 107500 cc, 108000 cc, 108500 cc, 109000 cc, 109500 cc, 110000 cc, 110500 cc, 111000 cc, 111500 cc, 112000 cc, 112500 cc, 113000 cc, 113500 cc, 114000 cc, 114500 cc, 115000 cc, 115500 cc, 116000 cc, 116500 cc, 117000 cc, 117500 cc, 118000 cc, 118500 cc, 119000 cc, 119500 cc, 120000 cc, 120500 cc, 121000 cc, 121500 cc, 122000 cc, 122500 cc, 123000 cc, 123500 cc, 124000 cc, 124500 cc, 125000 cc, 125500 cc, 126000 cc, 126500 cc, 127000 cc, 127500 cc, 128000 cc, 128500 cc, 129000 cc, 129500 cc, 130000 cc, 130500 cc, 131000 cc, 131500 cc, 132000 cc, 132500 cc, 133000 cc, 133500 cc, 134000 cc, 134500 cc, 135000 cc, 135500 cc, 136000 cc, 136500 cc, 137000 cc, 137500 cc, 138000 cc, 138500 cc, 139000 cc, 139500 cc, 140000 cc, 140500 cc, 141000 cc, 141500 cc, 142000 cc, 142500 cc, 143000 cc, 143500 cc, 144000 cc, 144500 cc, 145000 cc, 145500 cc, 146000 cc, 146500 cc, 147000 cc, 147500 cc, 148000 cc, 148500 cc, 149000 cc, 149500 cc, 150000 cc, 150500 cc, 151000 cc, 151500 cc, 152000 cc, 152500 cc, 153000 cc, 153500 cc, 154000 cc, 154500 cc, 155000 cc, 155500 cc, 156000 cc, 156500 cc, 157000 cc, 157500 cc, 158000 cc, 158500 cc, 159000 cc, 159500 cc, 160000 cc, 160500 cc, 161000 cc, 161500 cc, 162000 cc, 162500 cc, 163000 cc, 163500 cc, 164000 cc, 164500 cc, 165000 cc, 165500 cc, 166000 cc, 166500 cc, 167000 cc, 167500 cc, 168000 cc, 168500 cc, 169000 cc, 169500 cc, 170000 cc, 170500 cc, 171000 cc, 171500 cc, 172000 cc, 172500 cc, 173000 cc, 173500 cc, 174000 cc, 174500 cc, 175000 cc, 175500 cc, 176000 cc, 176500 cc, 177000 cc, 177500 cc, 178000 cc, 178500 cc, 179000 cc, 179500 cc, 180000 cc, 180500 cc, 181000 cc, 181500 cc, 182000 cc, 182500 cc, 183000 cc, 183500 cc, 184000 cc, 184500 cc, 185000 cc, 185500 cc, 186000 cc, 186500 cc, 187000 cc, 187500 cc, 188000 cc, 188500 cc, 189000 cc, 189500 cc, 190000 cc, 190500 cc, 191000 cc, 191500 cc, 192000 cc, 192500 cc, 193000 cc, 193500 cc, 194000 cc, 194500 cc, 195000 cc, 195500 cc, 196000 cc, 196500 cc, 197000 cc, 197500 cc, 198000 cc, 198500 cc, 199000 cc, 199500 cc, 200000 cc, 200500 cc, 201000 cc, 201500 cc, 202000 cc, 202500 cc, 203000 cc, 203500 cc, 204000 cc, 204500 cc, 205000 cc, 205500 cc, 206000 cc, 206500 cc, 207000 cc, 207500 cc, 208000 cc, 208500 cc, 209000 cc, 209500 cc, 210000 cc, 210500 cc, 211000 cc, 211500 cc, 212000 cc, 212500 cc, 213000 cc, 213500 cc, 214000 cc, 214500 cc, 215000 cc, 215500 cc, 216000 cc, 216500 cc, 217000 cc, 217500 cc, 218000 cc, 218500 cc, 219000 cc, 219500 cc, 220000 cc, 220500 cc, 221000 cc, 221500 cc, 222000 cc, 222500 cc, 223000 cc, 223500 cc, 224000 cc, 224500 cc, 225000 cc, 225500 cc, 226000 cc, 226500 cc, 227000 cc, 227500 cc, 228000 cc, 228500 cc, 229000 cc, 229500 cc, 230000 cc, 230500 cc, 231000 cc, 231500 cc, 232000 cc, 232500 cc, 233000 cc, 233500 cc, 234000 cc, 234500 cc, 235000 cc, 235500 cc, 236000 cc, 236500 cc, 237000 cc, 237500 cc, 238000 cc, 238500 cc, 239000 cc, 239500 cc, 240000 cc, 240500 cc, 241000 cc, 241500 cc, 242000 cc, 242500 cc, 243000 cc, 243500 cc, 244000 cc, 244500 cc, 245000 cc, 245500 cc, 246000 cc, 246500 cc, 247000 cc, 247500 cc, 248000 cc, 248500 cc, 249000 cc, 249500 cc, 250000 cc, 250500 cc, 251000 cc, 251500 cc, 252000 cc, 252500 cc, 253000 cc, 253500 cc, 254000 cc, 254500 cc, 255000 cc, 255500 cc, 256000 cc, 256500 cc, 257000 cc, 257500 cc, 258000 cc, 258500 cc, 259000 cc, 259500 cc, 260000 cc, 260500 cc, 261000 cc, 261500 cc, 262000 cc, 262500 cc, 263000 cc, 263500 cc, 264000 cc, 264500 cc, 265000 cc, 265500 cc, 266000 cc, 266500 cc, 267000 cc, 267500 cc, 268000 cc, 268500 cc, 269000 cc, 269500 cc, 270000 cc, 270500 cc, 271000 cc, 271500 cc, 272000 cc, 272500 cc, 273000 cc, 273500 cc, 274000 cc, 274500 cc, 275000 cc, 275500 cc, 276000 cc, 276500 cc, 277000 cc, 277500 cc, 278000 cc, 278500 cc, 279000 cc, 279500 cc, 280000 cc, 280500 cc, 281000 cc, 281500 cc, 282000 cc, 282500 cc, 283000 cc, 283500 cc, 284000 cc, 284500 cc, 285000 cc, 285500 cc, 286000 cc, 286500 cc, 287000 cc, 287500 cc, 288000 cc, 288500 cc, 289000 cc, 289500 cc, 290000 cc, 290500 cc, 291000 cc, 291500 cc, 292000 cc, 292500 cc, 293000 cc, 293500 cc, 294000 cc, 294500 cc, 295000 cc, 295500 cc, 296000 cc, 296500 cc, 297000 cc, 297500 cc, 298000 cc, 298500 cc, 299000 cc, 299500 cc, 300000 cc, 300500 cc, 301000 cc, 301500 cc, 302000 cc, 302500 cc, 303000 cc, 303500 cc, 304000 cc, 304500 cc, 305000 cc, 305500 cc, 306000 cc, 306500 cc